

0.1

**REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 29 JUIN 2026
SEANCE DU 29 JUIN 2026**

**Suite à la convocation en date du 15 juin 2026
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Réuni à Lille, sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental

Nombre de membres en exercices : 82

Etaient présents : Salim ACHIBA, Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Grégory BARTHOLOMEUS, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Valentin BELLEVAL, Pierre-Michel BERNARD, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, Frédéric BRICOUT, François-Xavier CADART, Olivier CAREMELLE, Yannick CAREMELLE, Loïc CATHELAIN, Régis CAUCHE, Marie CHAMPAULT, Marie CIETERS, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Laurent DEGALLAIX, Frédéric DELANNOY, Sylvie DELRUE, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY, Jean-Luc DETAVERNIER, Stéphane DIEUSAERT, Axelle DOERLER-DESENNE, Monique EVRARD, Soraya FAHEM, Marie-Laurence FAUCHILLE, Isabelle FERNANDEZ, Michel GACEM, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Eric LAVALLEE, Sébastien LEPRETRE, Valérie LETARD, Maryline LUCAS, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Elisabeth MASSE, Luc MONNET, Laurent PERIN, Michel PLOUY, Christian POIRET, Marie-Hélène QUATREBOEUF, Eric RENAUD, Bertrand RINGOT, Caroline SANCHEZ, Marie SANDRA, Céline SCAVENNEC, Frédérique SEELS, Sébastien SEGUIN, Marie TONNERRE-DESMET, Patrick VALOIS, Aude VAN CAUWENBERGE, Philippe WAYMEL, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON, Karima ZOUGGAGH.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Josyane BRIDOUX donne pouvoir à Isabelle FERNANDEZ, Benjamin CAILLIERET donne pouvoir à Soraya FAHEM, Isabelle CHOAIN donne pouvoir à Michelle GREAUME, Paul CHRISTOPHE donne pouvoir à Martine ARLABOSSE, Jean-Luc DARCOURT donne pouvoir à Didier MANIER, Christine DECODTS donne pouvoir à Grégory BARTHOLOMEUS, Agnès DENYS donne pouvoir à Eric LAVALLEE, Carole DEVOS donne pouvoir à Christian POIRET, Jean-Claude DULIEU donne pouvoir à Maryline LUCAS, Nicolas LEBLANC donne pouvoir à Loïc CATHELAIN, Michel LEFEBVRE donne pouvoir à Isabelle ZAWIEJA-DENIZON, Anne MIKOLAJCZAK donne pouvoir à Stéphanie BOCQUET, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ donne pouvoir à Luc MONNET, Marie-Paule ROUSSELLE donne pouvoir à Monique EVRARD, Nicolas SIEGLER donne pouvoir à Sylvie LABADENS, Anne VANPEENE donne pouvoir à Patrick VALOIS.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Claudine DEROEUX.

Absent(e)(s) : Mickaël HIRAUX, Vincent LEDOUX, Jean-Noël VERFAILLIE.

OBJET : Compte administratif 2025 - Budget principal

Vu le rapport DFCG/2026/208

DECIDE à la majorité:

- d'adopter, conformément à l'article L.3312-5 du CGCT dans sa rédaction applicable à l'exercice budgétaire 2025, le Compte Administratif (CA) du Département pour l'exercice 2025 tel qu'il est présenté dans le rapport (annexe 1) et tel qu'il figure dans la maquette (annexe 2) et les annexes à la présente délibération (annexe 3, annexe 4).

Le CA a été arrêté, en mouvements réels (hors résultats antérieurs reportés), à 3 495 582 136,70 € en dépenses et à 3 498 402 462,29 € en recettes (hors résultats antérieurs reportés), dégageant un résultat annuel de +2 820 325,59 € et un résultat net global de clôture de -13 002 570,65 € qui se décompose comme suit :

Résultat de fonctionnement de l'exercice	+1 406 543,02 €
Résultat de fonctionnement des exercices antérieurs	0,00 €
Résultat cumulé de fonctionnement	+1 406 543,02 €
Résultat d'investissement de l'exercice	+18 236 670,34 €
Résultat d'investissement des exercices antérieurs	-32 645 784,01 €
Résultat cumulé d'investissement	-14 409 113,67 €
Résultat net final	-13 002 570,65 €

- d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal d'un montant de 1 406 543,02 € au budget supplémentaire 2026 à la couverture du déficit d'investissement pour 1 406 543,02 € ;
- d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables et les créances éteintes telles que présentées en annexe 5 et en annexe 6.

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 11 h 17.

56 Conseillers départementaux étaient présents en séance. Ils étaient porteurs de 16 pouvoirs.

Ils ont été rejoints pendant la discussion par Mesdames DELRUE et ZOUGGAGH, ainsi que Messieurs CADART, Olivier CAREMELLE, DELANNOY et DIEUSAERT.

Monsieur BELLEVAL, présent à l'appel de l'affaire, avait quitté momentanément la salle préalablement au vote.

En application du 2^{ème} alinéa de l'article L.3312-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Monsieur POIRET, Président du Conseil départemental du Nord, (porteur du pouvoir de Madame DEVOS), a assisté au débat, mais a quitté la salle préalablement au vote sur le Compte Administratif 2025 en cédant la Présidence à Madame BECUE, 1^{ère} Vice-Présidente. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

Vote intervenu à 12 h 36.

Au moment du vote, 60 Conseillers départementaux étaient présents.

Nombre de procurations :	15
Absents sans procuration :	7
N'ont pas pris part au vote :	0
Ont pris part au vote :	75 (y compris les votants par procuration)

Résultat du vote :

Abstention :	0
Total des suffrages exprimés :	75
Majorité des suffrages exprimés :	38
Pour :	46 (Groupe Union Pour le Nord – Mesdames BAILLEUL et QUATREBOEUFS, ainsi que Monsieur RENAUD, non-inscrits)
Contre :	29 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen – Groupe Communiste et Républicain : Pour l'Humain d'Abord ! – Groupe Écologiste Europe Écologie Les Verts Génération.s – Madame DECODTS, non-inscrite)

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
La Directrice des Affaires Juridiques
et de l'Achat Public,

Claude LEMOINE

DÉPARTEMENT DU NORD

COMPTE ADMINISTRATIF 2025

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	4
2. EQUILIBRE GENERAL.....	5
3. RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	6
3.1 LA FISCALITE DIRECTE.....	8
3.1.1 L'attribution de compensation de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)	8
3.1.2 Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP)	8
3.1.3 L'imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux (IFER).....	9
3.2 LA FISCALITE INDIRECTE	9
3.2.1 La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	9
3.2.2 Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)	10
3.2.3 La Taxe d'Aménagement (TA).....	10
3.2.4 La Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE).....	11
3.2.5 La Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS)	12
3.2.6 La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA)	12
3.2.7 La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)	12
3.3 DOTATIONS ET COMPENSATIONS : BAISSÉ DES CONCOURS DE L'ÉTAT ET ABSENCE DE FONDS DE SAUVEGARDE	12
3.3.1 La Dotation Globale de fonctionnement (DGF)	13
3.3.2 La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)	13
3.3.3 Les compensations fiscales	14
3.3.4 La fraction supplémentaire de TVA	14
3.3.5 Le fonds de sauvegarde	14
3.3.6 Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)	15
3.4 PEREQUATION HORIZONTALE : UN SOLDE NET EN DIMINUTION	15
3.5 LES RECETTES SOCIALES	16
3.5.1 Les recettes relevant de l'Enfance, Famille, Jeunesse.....	17
3.5.2 Les recettes relevant de l'Insertion	17
3.5.3 Les recettes relevant de l'Autonomie.....	17
3.5.4 Les recettes relevant de l'Action de santé	19
3.5.5 Les recettes relevant de l'Offre de soins	19
3.6 LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	19
4. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	22
4.1 LA SOLIDARITE HUMAINE : SOUTENIR LES PLUS FRAGILES.....	23
4.1.1 Enfance, Famille, Jeunesse : une augmentation des capacités d'accueil en établissements.....	23
4.1.2 Les Actions d'Insertion : une double ambition de solidarités et de retour à l'emploi	25
4.1.3 Les Personnes Âgées : une politique toujours marquée par l'augmentation de l'APA.....	27
4.1.4 Le soutien continu du Département aux personnes en situation de handicap	29
4.1.5 Les secteurs de la santé : Actions de santé et Offre de soins	30
4.1.6 La maîtrise des dépenses dédiées aux collèges grâce à une évolution favorable des prix de l'énergie ..31	
4.2 UNE LEGERE BAISSÉ DES DEPENSES DE SOLIDARITE TERRITORIALE.....	32

4.3	UN MAINTIEN DES DEPENSES DE MOYENS GENERAUX	33
4.3.1	Le secteur des Finances.....	33
4.3.2	Le secteur des Moyens Généraux de l'Administration	33
4.3.3	Le secteur du Patrimoine Départemental	34
4.3.4	Le secteur des Systèmes d'Information et E-Administration	34
4.3.5	Les moyens de l'Assemblée	34
4.3.6	Les moyens des Ressources Humaines (RH).....	34
5.	DES ÉQUILIBRES DÉPARTEMENTAUX SOUS CONSTANTE SURVEILLANCE.....	37
5.1	UN NIVEAU D'ÉPARGNE EN PROGRESSION.....	37
5.2	DES FINANCEMENTS EXTERNES EN LÈGÈRE BAISSÉ	38
5.2.1	Les dotations et compensations versées par l'État (FCTVA, DDEC et DSID)	38
5.2.2	Les autres recettes réelles d'investissement	39
5.3	UNE DETTE SAINÉ ET MAÎTRISÉE	40
6.	LA PRIORISATION DU NIVEAU D'INVESTISSEMENT	42
6.1	UN INVESTISSEMENT PRINCIPALEMENT DÉDIÉ AUX SOLIDARITÉS TERRITORIALES	43
6.2	LES DÉPENSES DÉDIÉES AUX SOLIDARITÉS HUMAINES	44
6.3	LES DÉPENSES RELATIVES AUX FONCTIONS SUPPORTS	45
6.4	LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : DES DÉPENSES RÉPONDANT AUX ENJEUX D'AVENIR DANS TOUTES LEURS DIMENSIONS (ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE, ÉCONOMIQUE)	46
6.4.1	Une administration en transition vers un fonctionnement plus durable	46
6.4.2	Des politiques publiques au service de la transition écologique et sociale	47
7.	CONCLUSION.....	48

1. INTRODUCTION

Le Compte Administratif (CA) est un document essentiel dans la vie budgétaire d'une collectivité territoriale. Il retrace, de manière fidèle et exhaustive, l'ensemble des opérations réalisées au cours de l'exercice écoulé. Dans ce cadre, le CA 2025 du Département du Nord offre une vision précise de la gestion financière conduite tout au long de l'année, dans un contexte où les enjeux économiques, sociaux et environnementaux restent particulièrement prégnants.

Après trois exercices (2022 à 2024) marqués par une progression soutenue des dépenses sociales, insuffisamment compensée par le dynamisme des ressources, l'année 2025 se distingue par une reprise notable de la fiscalité indirecte, portée notamment par les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO).

En 2025, les recettes réelles de fonctionnement ont progressé. Toutefois, cette évolution ne suffit pas à rétablir la situation financière du Département qui reste marquée par un résultat 2025 négatif (-13 M€).

En 2025, la priorité a de nouveau été donnée aux solidarités humaines, avec un soutien renforcé aux Nordistes les plus fragiles : enfants accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), personnes âgées, personnes en situation de handicap, ainsi qu'aux allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parallèlement, le Département du Nord a poursuivi une politique d'investissement à la fois volontariste et responsable. Le recours à l'emprunt a été réalisé de manière raisonnée afin de préserver un niveau d'endettement et une capacité de désendettement soutenables.

Le présent rapport a pour objet de présenter de manière détaillée les résultats de l'exécution budgétaire 2025. Il analyse les équilibres financiers, la structure des dépenses et des recettes, ainsi que les principaux indicateurs de gestion. Il met enfin en perspective les réalisations de l'exercice 2025 au regard des exercices antérieurs.

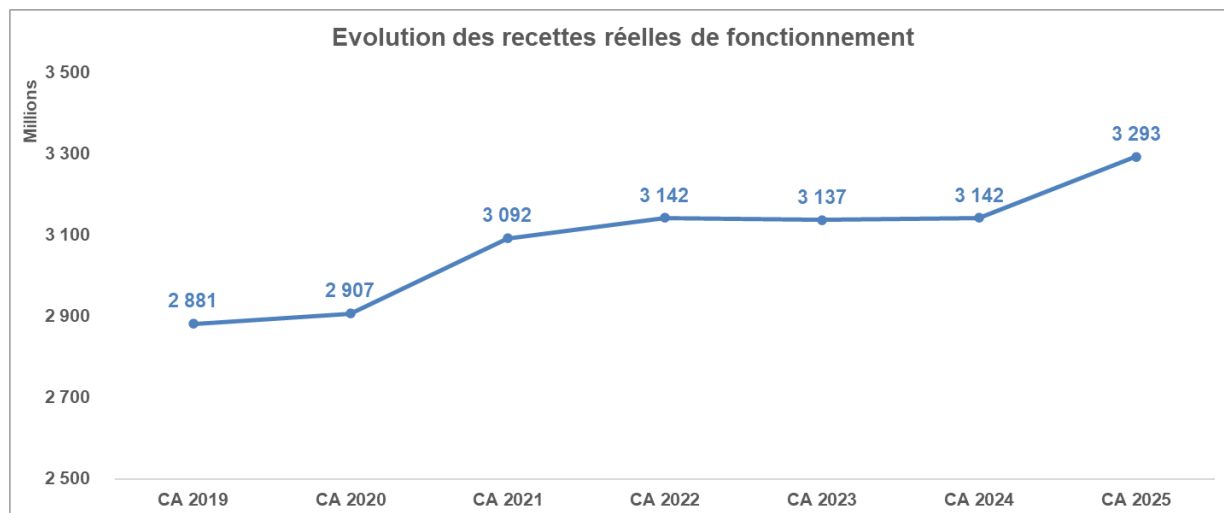
2. EQUILIBRE GENERAL

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution en millions d'€ et en %	
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	3 141,7	3 292,8	+151,1	+4,8%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	3 072,2	3 120,4	+48,2	+1,6%
<i>dont dépenses de gestion</i>	<i>3 039,6</i>	<i>3 089,3</i>	+49,7	+1,6%
<i>dont intérêts de la dette</i>	<i>32,6</i>	<i>31,2</i>	-1,4	-4,4%
Epargne brute	69,5	172,4	+102,9	+148,0%
<i>Remboursement du capital de la dette</i>	<i>140,9</i>	<i>135,3</i>	-5,5	-3,9%
Epargne nette	-71,4	37,0	+108,4	
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	427,7	375,1	-52,6	-12,3%
<i>dont dépenses d'équipement</i>	<i>286,8</i>	<i>239,8</i>	-47,0	-16,4%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	231,2	205,6	-25,7	-11,1%
<i>dont recettes d'équipement</i>	<i>61,2</i>	<i>60,8</i>	-0,5	-0,8%
<i>dont emprunts</i>	<i>170,0</i>	<i>144,8</i>	-25,2	-14,8%
Dette au 31/12 (y compris dette Forum)	1 273,5	1 282,9	+9,4	+0,7%
Capacité de désendettement (en années)	18,3	7,4	-10,9	-59,4%

3. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Au CA 2025, les recettes réelles de fonctionnement évoluent de +4,8% par rapport au CA 2024.

Cette hausse ne permet toutefois pas au Département de retrouver un niveau d'épargne nette, ni des indicateurs financiers, comparables à ceux observés en 2021 et 2022.



Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme difficilement anticipable, de deux recettes fiscales majeures du Département entre le CA 2024 et le CA 2025.

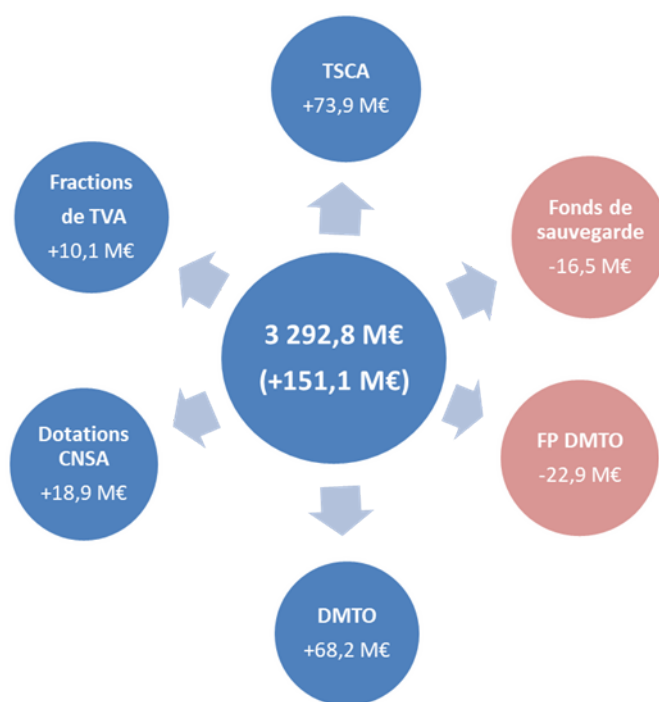
Ainsi, la recette de la Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA) s'élève à 451,4 M€ au CA 2025 (dont 23 M€ de reliquat 2024 encaissé en 2025), soit une hausse de 27,8 M€ par rapport au CA 2024 en intégrant le reliquat (+7,4%).

Les DMTO sont quant à eux en progression de 68,2 M€ (+21,4%) et s'établissent à 386,6 M€.

Ces recettes supplémentaires ont permis de soutenir la hausse de dépenses alors que le Département avait, compte tenu des fortes incertitudes, eu des prévisions prudentes au moment de l'élaboration du Budget Primitif (BP).

Plus spécifiquement, les différentes catégories de recettes réelles de fonctionnement évoluent de la manière suivante :

En millions d'€	CA 2024		CA 2025		Evolution	
	Montant	Part sur le total des	Montant	Part sur le total des	Montant	En %
Fiscalité directe : attribution de compensation de CVAE, Dispositif de Compensation Péréquée (DCP), Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux (IFER), Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR), rôles supplémentaires	193,9	6,2%	196,8	6,0%	+2,9	1,5%
Fiscalité indirecte : Fractions de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE), Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA), Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité (TICFE), Taxe d'Aménagement (TA), Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS)...	1 790,8	57,0%	1 944,7	59,1%	+153,9	8,6%
Dotations et compensations : Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), Dotation Générale de Décentralisation (DGD), Fraction supplémentaire de TVA, Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP), Allocations compensatrices, FCTVA, Fonds de sauvegarde...	647,9	20,6%	624,7	19,0%	-23,3	-3,6%
Péréquation horizontale (DMTO)	111,5	3,5%	90,3	2,7%	-21,2	-19,0%
Recettes sociales : dotations de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), plan pauvreté, plan Taquet, Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI), conférence des financeurs, indus Allocations Individuelles de Solidarité (AIS)...	354,3	11,3%	374,2	11,4%	+19,9	5,6%
Autres recettes : ingénierie financière (dont FSE), collèges, infrastructure et réseaux, développement territorial et cadre de vie, culture, iNord, opérations comptables, moyens généraux, patrimoine, cessions immobilières et ressources humaines...	43,4	1,4%	62,2	1,9%	+18,8	43,2%
TOTAL	3 141,7	100%	3 292,8	100%	151,1	4,8%



3.1 LA FISCALITE DIRECTE

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Attribution de compensation de CVAE	71,1	71,1	-0,0	-0,0%
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)	55,9	55,9	0,0	0,0%
Dispositif de Compensation Péréquée (DCP)	47,5	50,0	+2,5	+5,4%
Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux (IFER)	19,3	19,8	+0,5	+2,3%
Rôles supplémentaires	0,1	0,0	-0,1	-100,0%
Total recettes fiscalité directe	193,9	196,8	+2,9	+1,5%

3.1.1 L'attribution de compensation de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

L'attribution de compensation de la CVAE (71,1 M€) et le FNGIR (55,9 M€) sont des recettes figées dans le temps. Elles visent à compenser :

- pour la première, le transfert, en 2017, de la compétence transport¹ à la Région Hauts-de-France en application de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- pour la seconde, une partie du manque à gagner résultant de la suppression de la Taxe Professionnelle (TP) en 2011.

3.1.2 Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP)

Le DCP permet d'affecter aux Départements les produits nets des frais de gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB), soit environ 3% du produit perçu au titre de la TFPB. Issu du pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les Départements (2013), il a pour objectif d'assurer aux Départements une nouvelle ressource destinée au financement des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS).

La répartition du fonds se fait en deux parts :

- une part « compensation » (70%) qui est en fonction du reste à charge des AIS ;
- une part « péréquation » selon des critères de ressources et de charges tels que le revenu et le nombre de bénéficiaires des AIS (Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), Prestation de Compensation du Handicap (PCH), Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) et RSA rapporté au nombre d'habitants).

Le DCP a permis au Département du Nord de percevoir une recette de 50 M€ en 2025 (+5,4% par rapport à 2024). Cette augmentation s'explique par la méthode de calcul, qui intègre notamment les évolutions des dépenses nettes d'AIS pour les années 2022 et 2023 (périmètre DCP 2025).

Le tableau ci-dessous présente le détail du périmètre de calcul retenu (données 2023/2022) :

¹ Le Département du Nord perçoit le montant de compensation de la CVAE transférée à la Région, réduit du coût net de la compétence transférée à la Région Hauts-de-France.

	2022		2023		Evolution 2023/2022	
	NORD	National	NORD	National	NORD	National
Dépenses nettes RSA	616,7	9 897,7	623,9	10 046,7	1,2%	1,5%
Dépenses nettes APA	275,8	6 186,3	273,8	6 166,9	-0,7%	-0,3%
Dépenses nettes PCH	119,1	2 522,0	126,7	2 716,9	6,3%	7,7%
TOTAL dépenses nettes AIS	1 011,6	18 606,0	1 024,3	18 930,4	1,3%	1,7%

3.1.3 L'Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux (IFER)

Instaurées par la Loi de Finances (LF) pour 2010 au profit des collectivités territoriales, les IFER (Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux) concernent les entreprises exerçant leur activité dans les secteurs de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications.

En 2025, la recette au titre de l'IFER s'élève à 19,8 M€, contre 19,3 M€ en 2024. Sur ce total, 13,4 M€ proviennent de la seule composante relative aux centrales nucléaires et thermiques.

3.2 LA FISCALITE INDIRECTE

Les recettes de fiscalité indirecte représentent 59,1% des recettes réelles de fonctionnement. Elles progressent de +8,6% entre le CA 2024 et le CA 2025. Leur dynamisme est lié à la conjoncture économique (marché immobilier, consommation des ménages, inflation).

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (part TFPB)	535,4	543,0	+7,6	+1,4%
Taxe sur la Valeur Ajoutée (part CVAE)	174,0	176,5	+2,5	+1,4%
Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)	318,4	386,6	+68,2	+21,4%
Taxe d'Aménagement (TA)	7,1	5,5	-1,6	-23,0%
Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE)	25,1	25,2	+0,2	+0,6%
Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS)	0,7	0,9	+0,2	+26,5%
Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)	377,5	451,4	+73,9	+19,6%
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)	352,6	355,1	+2,5	+0,7%
Taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance (TEITLD)		0,5	+0,5	
Total recettes fiscalité indirecte	1 790,8	1 944,7	+153,9	+8,6%

3.2.1 La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) perçue par le Département du Nord se compose de deux fractions, correspondant à la perte successive des recettes de TFPB en 2021, puis de CVAE en 2023.

La TVA perçue par le Département au titre de ces deux fractions s'élève à 719,5 M€ en 2025 (+1,4% par rapport à 2024).

Cette évolution résulte exclusivement d'une régularisation, intervenue en 2025, d'une partie de la TVA due au titre de l'année 2024. En effet, la LF pour 2025 a gelé les fractions de TVA 2025 à leur niveau de 2024.

Le transfert des produits de TFPB et de CVAE à d'autres collectivités renforce la perte d'autonomie fiscale des Départements² et réduit le lien avec le tissu fiscal du territoire.

² Le Département ne dispose plus que d'un levier fiscal très restreint : DMTO, TA et TATS.

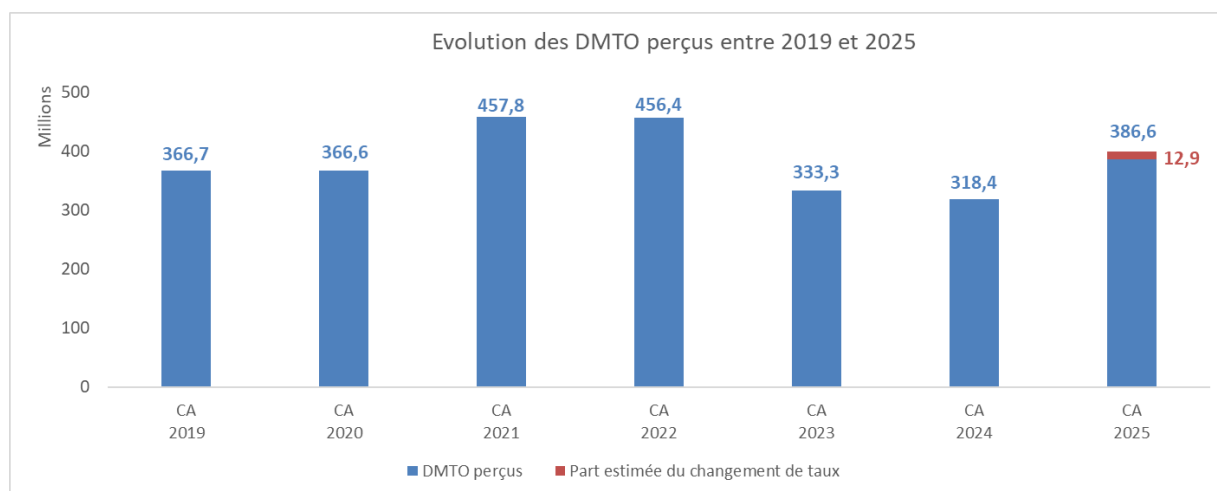
3.2.2 Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

En 2025, le produit des DMTO du Département a été de 386,6 M€ (+21,4% par rapport à l'année 2024).

Cette évolution résulte notamment d'une augmentation des transactions immobilières en 2025 permise par la baisse des taux d'intérêt proposés aux particuliers et par un relèvement du taux des DMTO de 4,5% à 5% au 1^{er} mai 2025 (à l'exception des primo-accédants), dégageant ainsi un produit supplémentaire de 12,9 M€.

Selon les données de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable³ (organisme dépendant du ministère de l'Environnement), les DMTO ont progressé de 21,5% au niveau national entre 2024 (11,2 Md€) et 2025 (13,6 Md€). De fait, l'évolution connue par le Département du Nord est dans la moyenne nationale.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du produit des DMTO entre 2019 et 2025 pour le Département du Nord :



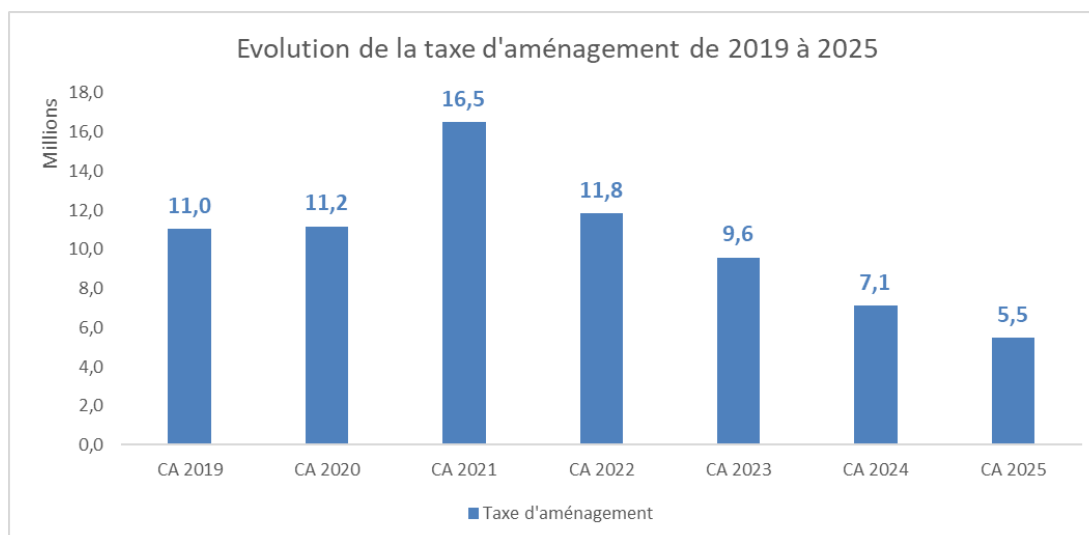
3.2.3 La Taxe d'Aménagement (TA)

La Taxe d'Aménagement (TA) s'applique à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable). Pour le Département du Nord, le taux est fixé à 1,45%.

En 2025, le produit de la TA s'élève à 5,5 M€ contre 7,1 M€ en 2024, soit une baisse de 1,6 M€ (-23%).

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la taxe depuis 2019 :

³ <https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/droits-de-mutation-immobiliers-par-departement-a1652.html>



La baisse importante observée entre 2021 et 2025 (-66,8%) est à mettre en relation avec :

- les difficultés rencontrées par l'État pour le recouvrement de cette taxe liées, d'une part, au transfert de sa gestion des Directions Départementales des Territoires et de la Mer (DDTM) vers la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) en 2022 et, d'autre part, au report de son exigibilité (à la date d'achèvement des travaux contre 12 mois après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme auparavant). Cette difficulté, observée dans l'ensemble des Départements, ne permet aucune visibilité ;
- la conjoncture économique qui entraîne une diminution du nombre d'autorisations de construire depuis 2021 (toutefois, une reprise est observée en 2025) ;
- la baisse des surfaces taxables de (-8,4%) entre 2015-2019 et 2021-2025 pour le Département du Nord. Cette tendance baissière est plus importante au niveau national (-11,5%).

3.2.4 La Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE)

La LF pour 2021 a réformé la taxation de la consommation d'électricité en supprimant les Taxes Locales sur la Consommation Finale d'Electricité (TLCFE) pour les intégrer progressivement à la TICFE.

Depuis 2022, les Départements perçoivent une part de la TICFE, sans pouvoir de taux.

En 2025, le produit de TICFE encaissé par le Département a été de 25,2 M€ (+0,6% par rapport à 2024). Cette recette dépend de l'inflation⁴ et des volumes d'électricité fournis sur le territoire du Nord.

⁴ Calculé à partir de l'indice des prix à la consommation hors tabac.

3.2.5 La Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS)

Les Départements peuvent instituer une taxe de séjour additionnelle (taux à 10%) à celles mises en œuvre par les communes ou les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

Le Conseil départemental du Nord perçoit cette recette depuis 2013. En 2025, la TATS s'élève à 889,3 K€, soit une hausse de 186,5 K€ (+26,5%) par rapport à 2024. Le produit de cette taxe finance la politique touristique départementale.

3.2.6 La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA)

La TSCA est perçue sur divers contrats d'assurance (automobile, incendie, protection juridique, etc.). Les Départements en perçoivent le produit en compensation de transferts de compétences intervenus depuis 2004.

Les assiettes de cette taxe sont actuellement dynamiques du fait de primes d'assurance élevées. En 2025, la TSCA s'élève à 451,4 M€ (dont 23 M€ de reliquat de 2024 encaissé en 2025).

3.2.7 La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)

La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE) est une taxe sur la consommation des produits énergétiques dont une partie du produit bénéficie aux Départements. Cette part finance principalement le RSA au coût historique, ainsi qu'une partie des transferts de compétences issus de l'acte II de la décentralisation.

La TICPE est constituée de trois composantes. Deux d'entre-elles, représentant plus de 90% du produit, ont des montants annuels figés.

La dernière composante évolue en fonction du volume des produits énergétiques vendus. La variation du prix des carburants dans les stations-service est sans incidence sur cette recette, dès lors que les volumes de produits énergétiques vendus restent inchangés.

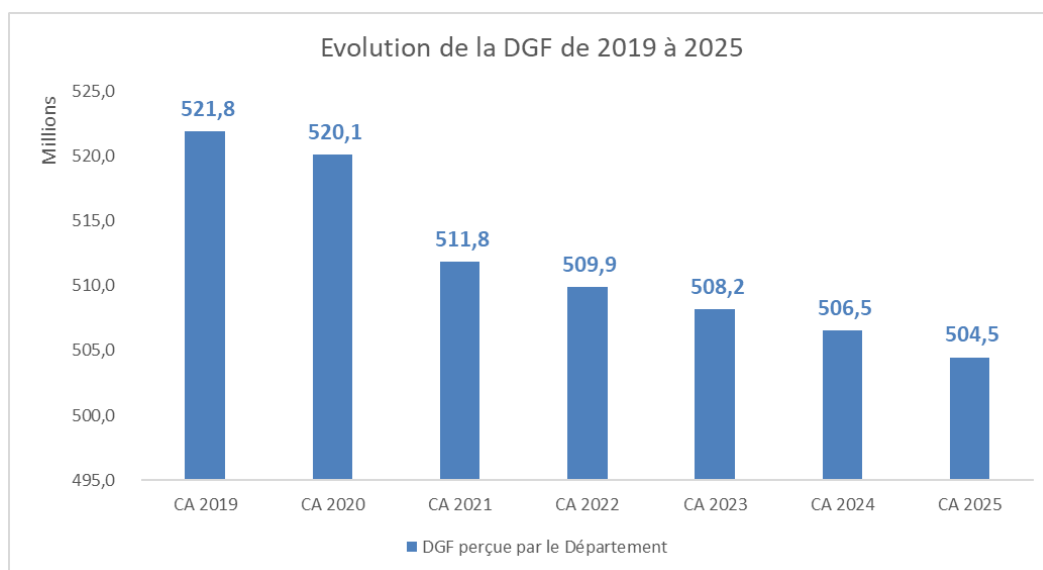
En 2025, la TICPE s'est élevée à 355,1 M€ (dont 1 M€ de reliquat 2024 encaissé en 2025) contre 352,6 M€ en 2024.

3.3 DOTATIONS ET COMPENSATIONS : BAISSÉ DES CONCOURS DE L'ÉTAT ET ABSENCE DE FONDS DE SAUVEGARDE

Les dotations versées par l'État sont en diminution en 2025 notamment en raison de la mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics.

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	506,5	504,5	-2,1	-0,4%
Dotation Globale de Décentralisation (DGD)	29,5	29,5	+0,02	+0,1%
Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)	61,3	59,6	-1,7	-2,8%
Dotations pour perte de compensation de fiscalité directe locale (TH, TF, TP)	9,7	9,7	0,0	0,0%
Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement	0,1	0,1	-0,01	-4,9%
Fraction supplémentaire de TVA	22,3	20,6	-1,7	-7,8%
Fonds de sauvegarde	16,5	0,0	-16,5	-100,0%
Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)	0,9	0,7	-0,2	-19,1%
Filet de sécurité	1,0	0,0	-1,0	-100,0%
Total recettes dotations et compensations	647,9	624,7	-23,3	-3,6%

3.3.1 La Dotation Globale de fonctionnement (DGF)



Depuis 2005, la DGF constitue la principale dotation de l'État versée au Département, malgré un montant en baisse continue. Entre 2012 et 2025, elle a ainsi diminué de près d'un quart, passant de 661,7 M€ à 504,5 M€. Par rapport au CA 2024, la DGF 2025 diminue de 2,1 M€ (-0,4%), du fait du mécanisme d'écêtement et du financement de la péréquation à enveloppe constante. En outre, la non-indexation de la DGF sur l'inflation⁵ représente, sur la période 2022-2025, un manque à gagner cumulé de 75,2 M€ pour le Département du Nord.

3.3.2 La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)

Depuis l'acte I de la décentralisation (1982-1983), les Départements perçoivent la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) en compensation de transferts de compétences opérés par l'État. L'enveloppe globale allouée aux Départements est gelée en valeur depuis 2004. La répartition entre Départements peut toutefois être ajustée en fonction de nouveaux transferts de compétences.

Pour le Département du Nord, la DGD s'établit à 29,5 M€ au CA 2025, soit une stabilité par rapport au CA 2024.

⁵ Estimation réalisée selon l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisée (IPCH).

3.3.3 Les compensations fiscales

Certaines réformes décidées par l'État ont engendré des pertes de recettes fiscales pour les Départements. Afin de compenser partiellement ces pertes, l'État verse diverses dotations pour un montant total de 69,4 M€ au CA 2025, soit une baisse de 1,7 M€ (-2,4%) par rapport au CA 2024.

Ces compensations font l'objet d'ajustements réguliers et contribuent, pour l'État, au financement de mécanismes de péréquation au profit des collectivités.

Les compensations fiscales perçues par le Département du Nord sont les suivantes :

- la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) : cette compensation a été créée par la LF pour 2010 afin de pallier les pertes de ressources engendrées par la réforme de la TP.

En 2025, son montant s'élève à 59,6 M€, en baisse de 1,7 M€ (-2,8%) par rapport à 2024 ;

- les dotations pour perte de compensation de fiscalité directe locale (Taxe d'Habitation (TH), Taxes Foncières (TF), TP) : ces allocations trouvent leur origine dans les mécanismes d'allègements et de réductions d'impôts décidés par l'État.

En 2025, ces compensations s'élèvent à 9,7 M€, soit un montant similaire à 2024 ;

- la compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement : cette recette est également destinée à compenser des allègements et réductions d'impôts décidés par l'État.

En 2025, cette compensation est de 0,1 M€, soit une baisse de 4,9% par rapport à 2024.

3.3.4 La fraction supplémentaire de TVA

En 2021, l'État a créé un fonds doté de 250 M€. Il visait à compenser l'absence de prise compte de la dynamique de TVA en 2021 à la suite de la suppression de la part départementale de la TFPB.

Ce fonds bénéficie aux Départements dont les DMTO par habitant sont inférieurs à la moyenne nationale et dont le taux de pauvreté est supérieur à 12%. La répartition s'effectue sur la base d'un Indice de Fragilité Sociale (IFS).

En 2025, le Département du Nord a perçu une recette de 20,6 M€, soit une baisse de 1,7 M€ (-7,8%) par rapport à 2024.

3.3.5 Le fonds de sauvegarde

En application de l'article 16 de la LF pour 2020, un « fonds de sauvegarde », abondé chaque année par la dynamique de la fraction de TVA, a été créé afin de soutenir les Départements lors de fortes baisses de DMTO et de hausses importantes des dépenses sociales.

Si ce fonds avait généré une recette de 16,5 M€ au profit du Département du Nord en 2024, il n'a en revanche pas été actionné en 2025.

3.3.6 Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

La LF pour 2016 rend éligibles au FCTVA, sur la section de fonctionnement, les dépenses d'entretien des bâtiments et de voirie, pour un taux de retour de TVA de 5,5% (contre 16,404% en investissement). Depuis 2022, les dépenses d'informatique "en nuage" (*cloud*) sont également prises en compte dans le calcul du FCTVA.

En 2025, le montant attribué au Nord a été de 725,2 K€, soit une baisse de 170,7 K€ (-19,1%) par rapport à l'année 2024.

3.4 PEREQUATION HORIZONTALE : UN SOLDE NET EN DIMINUTION

Depuis la suppression de la CVAE pour les Départements, un seul fonds de péréquation subsiste : le Fonds national de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FPDMTO).

Le FPDMTO est un mécanisme de solidarité horizontale entre Départements. Il vise à réduire les écarts de ressources liés aux DMTO, en prélevant une part des recettes des Départements les plus favorisés au profit de ceux dont les ressources sont plus faibles.

Le FPDMTO repose sur deux prélèvements, calculés à partir des DMTO perçus l'année précédant la répartition :

- un prélèvement proportionnel de 0,34% sur l'assiette des DMTO perçus par l'ensemble des Départements ;
- un prélèvement fixé à 750 M€ au niveau national, supporté uniquement par les Départements dont les DMTO par habitant sont supérieurs à 0,75 fois la moyenne nationale. Ce prélèvement est plafonné, pour chaque Département, à 15%⁶ des DMTO perçus.

Le fonds est reversé aux Départements au moyen de trois enveloppes :

- une première de 250 M€ au profit des Départements ayant une faible richesse fiscale et des fragilités structurelles (notamment faible potentiel financier, pression fiscale élevée, taux de pauvreté élevé) ;
- une deuxième fondée sur le potentiel financier par habitant, le revenu par habitant et la population départementale ;
- une troisième destinée à apporter un complément de péréquation aux Départements les plus en difficulté.

En 2025, le Département du Nord a perçu une recette nette de 65,3 M€ au titre du FPDMTO, soit une baisse de 22,9 M€ (-25,9%) par rapport à 2024. Cette diminution s'explique principalement par une enveloppe nationale moins élevée de 19,5% en 2025 (1,52 Md€) par rapport à 2024 (1,89 Md€).

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Recettes	111,5	90,3	-21,2	-19,0%
Dépenses	23,3	24,9	+1,6	+7,1%
Solde net du fonds de péréquation des DMTO	88,2	65,3	-22,9	-25,9%

3.5 LES RECETTES SOCIALES

Les recettes sociales sont en hausse de 19,9 M€ (+5,6%) par rapport à l'année 2024.

Toutefois, il est à souligner que :

⁶ Depuis la LF pour 2024.

- cette évolution s'explique principalement par les évolutions des recettes du secteur autonomie, elles-mêmes dues à une augmentation des dépenses du secteur ;
- les recettes perçues sur le secteur autonomie ne sont pas équitables. L'exécutif est mobilisé pour une meilleure répartition des crédits par rapport aux autres Départements ;
- cette évolution sectorisée ne suffit pas à compenser globalement l'augmentation de notre activité.

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Mineurs Non Accompagnés (MNA)	1,6	2,6	+1,0	+64,3%
Pacte Local des Solidarités (Plan pauvreté prévention (enfance) + Bassin Minier)	4,2	4,1	-0,1	-2,9%
Contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance (CDPPE), (Plan Taquet)	5,0	6,3	+1,3	+27,0%
Extension Prime Segur Enfance "Oubliés du Ségur"		1,7	+1,7	
Autres recettes Enfance, Famille, Jeunesse	7,3	9,3	+2,0	+27,2%
Enfance, Famille, Jeunesse	18,1	24,0	+6,0	+32,9%
Indus et amendes RSA	7,1	7,3	+0,2	+2,9%
Pacte Local des Solidarités (Plan pauvreté insertion dont volet Bassin Minier)	12,3	15,2	+2,9	+23,8%
Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI)	27,9	27,1	-0,8	-2,8%
Autres recettes d'insertion (SPI, IEJ)	0,1	0,27	+0,2	+442,9%
Insertion	47,4	49,9	+2,6	+5,4%
Concours CNSA pour le financement APA	127,4	147,1	+19,7	+15,5%
Concours CNSA pour le financement PCH	41,1	47,5	+6,4	+15,7%
Dotation qualité PA	15,5	22,0	+6,6	+42,3%
Dotation qualité PH	3,9	5,5	+1,6	+42,3%
Avenant 43 PA	8,0	2,3	-5,7	-71,4%
Avenant 43 PH	2,0	0,6	-1,4	-71,4%
Conférence des financeurs	7,0	7,1	+0,1	+1,3%
Recours sur successions	44,3	37,1	-7,2	-16,1%
Tarif plancher PA (pour 2025 inclus dans la ligne Concours CNSA APA)	8,7	0,0	-8,7	-100,0%
Tarif plancher PH (pour 2025 inclus dans la ligne Concours CNSA PCH)	3,3	0,0	-3,3	-100,0%
Autres recettes PA et PH	10,4	12,8	+2,4	+23,6%
MDPH	3,1	4,7	+1,6	+49,6%
Financement Ségur PH	5,5	5,4	-0,1	-2,5%
Extension Prime Segur PA "Oubliés du Ségur"		0,4	+0,4	
Extension Prime Segur PH "Oubliés du Ségur"		1,4	+1,4	
Autonomie	280,1	293,9	+13,8	+4,9%
Prévention santé	7,8	4,4	-3,4	-43,5%
Actions de santé	7,8	4,4	-3,4	-43,5%
Maisons Nord Santé	1,0	2,0	+1,0	+101,9%
Offre de soins	1,0	2,0	+1,0	+101,9%
Total recettes sociales	354,3	374,2	+19,9	+5,6%

3.5.1 Les recettes relevant de l'Enfance, Famille, Jeunesse

Les recettes du secteur Enfance, Famille, Jeunesse ont augmenté de +32,9% entre 2024 et 2025, pour s'établir à 24 M€.

Certaines de ces recettes sont liées à des contractualisations entre le Département et l'Etat qui ont été renouvelées et stabilisées en 2025. Elles se sont élevées à :

- 4,1 M€ pour le Pacte Local des Solidarités (PLS), sur le pilier « solidarités » ;
- 6,3 M€ pour le Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance (CDPPE), dont 200 K€ pour le programme de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.

De plus, les recettes liées à la contribution financière de l'État pour les frais de mise à l'abri et d'évaluation sociale des jeunes non accompagnés augmentent de 1 M€ entre 2024 et 2025, pour atteindre 2,6 M€. Ce montant inclut une recette complémentaire exceptionnelle de l'État pour la prise en charge des mineurs non accompagnés (MNA) de 1,4 M€ en

2025 contre 0,5 M€ en 2024. Les dépenses dédiées à l'accompagnement des MNA s'élèvent à 37,6 M€ en 2025, soit une hausse de 8,7 M€ (+30%) par rapport à 2024.

En outre, en vertu d'un arrêté du 1er décembre 2022 pris en application de la loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants, l'État s'est engagé à financer le maintien de la prise en charge des jeunes majeurs par l'ASE. À ce titre, le Département du Nord a perçu une recette de 2,7 M€ en 2025.

Enfin, en 2025, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) a partiellement compensé les revalorisations salariales liées au « Ségur pour tous » à hauteur de 3,6 M€. Une partie de cette recette (1,7 M€) a été affectée aux établissements et services relevant de l'ASE, le Département ayant contribué à hauteur de 1,7 M€ en complément.

3.5.2 Les recettes relevant de l'Insertion

Les recettes relevant de l'insertion s'élèvent à 49,9 M€ en 2025, soit une hausse de 2,6 M€ (+5,4%) par rapport à 2024. Elles se composent principalement des recettes suivantes :

- les recettes prévues au titre du PLS, volet insertion (essentiellement pilier « emploi »), augmentent par rapport à 2024 pour atteindre 15,2 M€ en 2025 (+2,9 M€, soit +23,8%). Elles contribuent à renforcer les ambitions départementales en matière d'insertion et de retour à l'emploi ;
- la démarche de récupération des indus de RSA et des amendes entraîne une hausse de 204,7 K€ (+2,9%) par rapport à 2024, pour atteindre 7,3 M€ en 2025.
- les recettes issues du Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI) sont en légère baisse (-774 K€, soit -2,8%) par rapport à 2024, pour s'établir à 27,1 M€.

3.5.3 Les recettes relevant de l'Autonomie

En 2025, les recettes liées à l'autonomie s'élèvent à 293,9 M€ contre 280,1 M€ en 2024, soit une augmentation de 13,8 M€ (+4,9%). Cette hausse permet d'atténuer partiellement les dépenses supplémentaires des secteurs personnes âgées et personnes en situation de handicap (+14,6 M€ entre 2024 et 2025).

Les dotations de la CNSA constituent la principale source de financement de l'autonomie. Elles s'élèvent à 244,8 M€ en 2025, soit une hausse de 17,1 M€ (+7,5%) par rapport à 2024.

La Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2025 a acté l'ouverture de travaux pour la fusion des concours APA⁷ et PCH⁸. Les modalités de calcul ont été déterminées par un décret d'application du 3 septembre 2025⁹. Les taux de couverture garantis reposent sur les dépenses et les concours 2024, soit 47,2% pour l'APA et 31,9% pour la PCH, pour le Nord.

		2022	2023	2024
APA	Taux de Couverture (TC) NORD	36,5%	38,2%	47,2%
	TCFrance hors Paris et Hauts-de-Seine	44,5%	46,4%	49,7%
	TCFrance	43,8%	45,7%	49,2%
PCH	TC NORD	34,2%	32,9%	31,9%
	TCFrance hors Paris et Hauts-de-Seine	34,9%	33,6%	32,4%
	TCFrance	35,0%	33,8%	32,5%

⁷ Fusion des concours APA 1, APA 2, Avenant 43, Tarif plancher.

⁸ Fusion des concours PCH, Avenant 43, Tarif plancher.

⁹ Décret n° 2025-885 du 3 septembre 2025 relatif aux concours versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

La compensation actuelle reste insuffisante au regard de la dynamique de ces dépenses. L'exécutif départemental du Nord s'engage au niveau national afin d'obtenir un taux de compensation plus équitable et un taux de couverture de ces deux allocations d'au moins 50%.

L'année 2025 a constitué une année de transition pour la mise en place de cette fusion. Ainsi, en 2025, le Département a perçu les soldes 2024 des anciennes dotations et les acomptes 2025 des nouvelles dotations.

La dotation qualité, non incluse dans la fusion des concours APA et PCH, est en hausse de 8,2 M€ par rapport à 2024 :

- +6,6 M€ pour la dotation qualité APA, soit 22 M€ en 2025 ;
- +1,6 M€ pour la dotation qualité PCH, soit 5,5 M€ en 2025.

La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, qui regroupe les partenaires institutionnels du secteur, permet de financer à 100% le coût global des actions conventionnées. Cette recette est en hausse de 0,1 M€ (+1,3%) pour s'établir à 7,1 M€ en 2025.

L'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH) accordée aux personnes âgées ou en situation de handicap, est destinée à prendre en charge les frais d'hébergement en établissement. Versée sous conditions de ressources, cette avance est récupérée par la Collectivité au décès du bénéficiaire, dans la limite de l'actif net successoral.

Depuis 2022, le Département procède systématiquement au titrage de cette aide récupérable au moment du décès du bénéficiaire, sans attendre la transmission du montant de l'actif net successoral par le notaire. Cette recette s'élève à 37,1 M€ en 2025.

Enfin, les recettes relatives à la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) sont en hausse de 1,6 M€ (+49,6%) pour s'établir à 4,7 M€ en 2025, notamment du fait :

- d'un titrage, en 2025, des loyers relatifs aux exercices 2023 (900 K€) et 2024 (700 K€) ;
- de la dotation annuelle de la CNSA pour le financement du fonctionnement de la MDPH en hausse de 0,1 M€ pour s'établir à 3,1 M€.

3.5.4 Les recettes relevant de l'Action de santé

Les recettes de la prévention santé s'élèvent à 4,4 M€ en 2025, contre 7,8 M€ en 2024, soit une baisse de 3,4 M€ (-43,5%).

Les deux principales recettes proviennent :

- des prestations médicales effectuées dans les services de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et planification familiale, pour 2,4 M€ en 2025, soit une baisse de 0,1 M€ par rapport à 2024 ;
- du service de prévention santé pour 1,9 M€, soit une baisse de 3,3 M€ par rapport à 2024. Cette baisse s'explique notamment par la perte d'habilitation liée aux compétences du Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) au 30 juin 2024.

3.5.5 Les recettes relevant de l'Offre de soins

Les recettes de l'offre de soins relatives aux Maisons Nord Santé sont de 2 M€ en 2025, soit une hausse de 1 M€ par rapport à 2024.

Elles correspondent aux remboursements des actes de soin par la Sécurité sociale et par les organismes mutualistes (recettes tarifaires), ainsi que les subventions de fonctionnement liées aux centres de soins (Teulade, forfaits d'installation, etc.).

3.6 LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Ingénierie financière (dont FSE)	11,8	17,3	+5,5	+47,0%
Collèges	5,0	6,1	+1,1	+21,2%
Infrastructure et réseaux	1,3	1,9	+0,6	+44,9%
Dév. territorial et cadre de vie *	1,3	1,0	-0,3	-23,6%
Culture	1,3	2,0	+0,6	+47,8%
iNord	0,9	0,9	+0,02	+1,8%
Opération comptables *	8,0	9,3	+1,3	+16,5%
Moyens généraux *	0,6	0,3	-0,3	-49,9%
Patrimoine *	0,4	0,6	+0,2	+37,6%
Ressources humaines	10,8	10,5	-0,3	-2,7%
Reprises de provisions	0,0	11,0	+11,0	
Moyens de l'assemblée	0,1	0,03	-0,04	-60,5%
Autres recettes hors cessions	41,5	60,9	+19,4	+46,6%
Cessions immobilières	1,9	1,3	-0,6	-31,8%
Autres recettes	43,4	62,2	+18,8	+43,2%

*Hors cessions de patrimoine

Les recettes d'ingénierie financière s'élèvent à 17,3 M€ en 2025, soit une hausse de 5,5 M€ (+47%) par rapport à l'année 2024. Elles sont constituées notamment :

- du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) pour 4,3 M€ ;
- du Fonds Social Européen Plus (FSE+) pour 9,3 M€ ;
- et du Fonds de Transition Juste (FTJ) pour 3,3 M€.

Les recettes FSE+/FTJ contribuent au financement de la politique de cohésion sociale (insertion sociale et insertion socio-professionnelle).

En 2025, les recettes de la politique éducation (collèges) sont de 6,1 M€, soit une hausse de 1,1 M€ (+21,2%) par rapport à l'année 2024. Cette évolution est notamment liée à deux facteurs :

- la hausse des recettes des collèges publics de 785,4 K€ pour s'établir à 907,3 K€ en 2025. Elles incluent en particulier la participation des collèges privés¹⁰, les recettes liées à l'énergie photovoltaïques ou encore les recettes relatives à la vente de certificats d'économie d'énergie ;
- la hausse des recettes liées à la participation des familles au titre de la restauration et de l'hébergement de 0,3 M€ pour atteindre 5,2 M€ en 2025 (+5,4%).

Les recettes provenant des établissements culturels (essentiellement des recettes de billetterie) s'élèvent à 2 M€. Elles sont supérieures de 0,6 M€ (+47,8%) par rapport à l'année 2024. Cette progression est portée :

¹⁰ Participation des collèges privés St Pierre à Fourmies et St Joseph Villers à Outreaux dans la prise en charge des collégiens scolarisés dans un Département voisin.

- par la réouverture du Musée Matisse fin 2024, qui contribue à l'augmentation de la fréquentation (+10%) ;
- par la mise en œuvre d'une nouvelle grille tarifaire ;
- ainsi que par une progression des recettes du service Archéologie et Patrimoine.

Les recettes relatives à l'agence iNord sont de 900,1 K€ en 2025, soit un montant en légère hausse de 15,6 K€ (+1,8%) par rapport à 2024. Cette recette correspond au remboursement par l'agence iNord des moyens humains et matériels qui sont mis à sa disposition par le Département.

Les opérations comptables hors cessions et reprises sur provisions représentent 9,3 M€ en 2025, soit une hausse de 1,3 M€ (+16,5%) par rapport à 2024. Ces opérations regroupent notamment :

- des produits exceptionnels sur opération de gestion (remboursements d'assurances ou opération de régularisation de rattachements comptables) pour 4,1 M€, soit une baisse de 0,2 M€ (-5,5%) par rapport à 2024 ;
- des mandats annulés sur exercices antérieurs pour 4,6 M€, soit une hausse de 2,1 M€ (+83,8%) ;
- des intérêts versés par les banques dans le cadre de clauses d'optimisation de certains contrats d'emprunt, à hauteur de 0,4 M€, en baisse de 0,5 M€ (-52,8%) par rapport à 2024.

Au titre de l'exercice 2025, une reprise de provisions pour un montant de 11 M€ a été constatée. Ces provisions avaient été constituées afin de couvrir le risque de non-recouvrement de créances liées aux aides sociales versées par le Département. Certaines de ces aides peuvent en effet faire l'objet d'une récupération sur succession, dans la limite de l'actif net successoral. Lors du décès des bénéficiaires, le Département constitue des provisions correspondant au montant des aides et procède à leur reprise lorsque l'actif net successoral ne permet pas leur récupération.

Dans le domaine des ressources humaines, les recettes perçues en 2025 sont constituées essentiellement de remboursements de rémunérations. Elles s'élèvent à 10,5 M€, en légère baisse de 0,3 M€ (-2,7%) par rapport à 2024 :

- 4,1 M€ perçus au titre des prélèvements destinés au financement des chèques-déjeuners (-76,5 K€) ;
- 2,7 M€ liés à la subrogation du Département sur le contrat de prévoyance ;
- 269 K€ versés par le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées pour la Fonction Publique (FIPHFP) (-456,6 K€) dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'insertion et de maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap du Département du Nord couvrant la période du 1^{er} mai 2023 au 31 avril 2026.

4. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le Département voit ses dépenses réelles de fonctionnement (hors dette) augmenter de 49,7 M€, soit une hausse maîtrisée de 1,6% entre 2024 et 2025 (montant total 3,1 Md€). Cette progression est essentiellement due à une augmentation des dépenses liées aux politiques de solidarité humaine.

Les secteurs connaissant les évolutions les plus significatives sont ceux de l'enfance, famille, jeunesse (+40,5 M€ ; +6,6%), des personnes en situation de handicap (+9,2 M€ ; +2%), des collégiens (-10 M€ ; -8,6%) et des moyens RH (+8 M€ ; +1,7%).

Des évolutions réglementaires, comme les hausses du Salaire Minimum Interprofessionnelle de Croissance (SMIC) intervenues en 2024, les dépenses du « Ségur pour tous ».

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
SOLIDARITE HUMAINE	2 298,8	2 344,0	+45,1	+2,0%
Enfance, Famille, Jeunesse	616,2	656,8	+40,5	+6,6%
Actions d'insertion	688,6	688,5	-0,1	-0,0%
Personnes âgées	419,7	425,0	+5,4	+1,3%
Personnes en situation de handicap	450,6	459,8	+9,2	+2,0%
Actions de santé	6,2	5,2	-1,0	-15,7%
Collégiens	116,3	106,3	-10,0	-8,6%
Offre de soins	1,4	2,4	+1,1	+77,9%
SOLIDARITE TERRITORIALE	137,1	136,8	-0,2	-0,2%
Infrastructures et réseaux	9,2	9,1	-0,1	-1,5%
Projets stratégiques co-financés	0,6	0,3	-0,3	-45,5%
Développement territorial et cadre de vie	12,9	12,6	-0,3	-2,7%
Culture	12,6	11,8	-0,8	-6,4%
Aide aux territoires	1,2	1,5	+0,3	+26,9%
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)	100,5	101,5	+1,0	+1,0%
FINANCES ET MOYENS GENERAUX DE L'ADM.	601,7	608,5	+6,8	+1,1%
Finances	73,0	76,6	+3,5	+4,8%
Moyens généraux de l'administration	25,2	24,9	-0,3	-1,3%
Patrimoine départemental	16,9	12,9	-4,1	-24,0%
Systèmes d'information et e-administration	11,4	11,3	-0,1	-1,1%
Moyens de l'assemblée	8,4	8,1	-0,2	-2,7%
Moyens RH	466,8	474,7	+8,0	+1,7%
TOTAL hors provisions	3 037,6	3 089,3	+51,7	+1,7%
Provisions	2,0	0,0	-2,0	-100,0%
TOTAL avec provisions	3 039,6	3 089,3	+49,7	+1,6%

4.1 LA SOLIDARITE HUMAINE : SOUTENIR LES PLUS FRAGILES

4.1.1 Enfance, Famille, Jeunesse : une augmentation des capacités d'accueil en établissements

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Accompagnement et accueil en établissement	325,9	369,1	+43,2	+13,2%
Accueil familial	191,4	191,8	+0,4	+0,2%
Prévention et accompagnement à la parentalité	5,6	5,4	-0,2	-3,4%
Prévention et autonomie des jeunes	25,6	22,8	-2,8	-11,0%
Projets pour l'enfant	7,5	6,2	-1,3	-17,7%
Soutien à domicile enfance	41,2	41,4	+0,2	+0,6%
Lutte contre les violences intra-familiales	0,8	0,8	-0,0	-0,5%
Enfance, Famille, Jeunesse (hors dispositifs contractuels)	598,1	637,5	+39,4	+6,6%
Plan Taquet, plan protection de l'enfance et plan pauvreté (PLS)	18,1	19,2	+1,1	+6,0%
Enfance, Famille, Jeunesse	616,2	656,8	+40,5	+6,6%

4.1.1.1 Les dépenses hors dispositifs de contractualisation sont en hausse, notamment sur l'accueil en établissement

Les dépenses de l'année 2025 hors dispositifs contractuels, s'élèvent à 637,5 M€, soit une hausse de 39,4 M€ (+6,6%) par rapport à 2024.

Elles concernent pour l'essentiel :

- l'accompagnement et l'accueil en établissement : 369,1 M€ (+43,2 M€, soit +13,2%) ;
- l'accueil familial : 191,8 M€ (+0,4 M€, soit +0,2%).

Au sein du programme "Accompagnement et accueil en établissement", la hausse des dépenses constatée s'explique essentiellement par :

- la hausse des dépenses des établissements en Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) de 32,9 M€ entre 2024 et 2025 pour s'établir à 306,7 M€ au CA 2025 (+12%). Plus précisément, l'augmentation correspond en particulier à la création de 124 places en 2024 et 2025, dont 96 places dans le cadre de la mobilisation des logements de fonction vacants dans les collèges ;
- l'augmentation des dépenses d'accompagnement des MNA pour atteindre 37,6 M€ en 2025 (+8,7 M€). Cette évolution s'explique par une hausse importante du nombre de MNA (1 637 au 31 décembre 2025 contre 1 030 au 31 décembre 2024) nécessitant l'ouverture :
 - d'une part d'un site complémentaire de mise à l'abri de 100 places au cours du premier semestre 2025 ;
 - d'autre part, de 200 nouvelles places d'accueil au sein des établissements de l'ASE du Nord.

Par ailleurs, 12 places d'accueil ont été créées pour des jeunes femmes MNA ayant saisi le juge à l'issue de l'évaluation de leur majorité et 50 suivis supplémentaires de jeunes majeurs ont été mis en place.

Le programme “accueil familial” est également en légère augmentation de 397,2 K€ entre 2024 et 2025 (+0,2%) en raison principalement d’une hausse des dépenses liées aux Tiers Dignes de Confiance (TDC) de 11,6% (5 M€ au CA 2025).

Plus globalement, les réformes et décisions adoptées par l’État, sans concertation préalable avec les Départements, entraînent des hausses de dépenses salariales significatives, comme celles liées au « Ségur pour tous » en 2025 (3,5 M€ pour le secteur Enfance, compensé par l’Etat à hauteur de 1,7 M€.). Les exercices précédents avaient déjà intégré des hausses liées au Ségur, à la loi relative à la protection des enfants, aux augmentations du point d’indice ou du SMIC, dont les impacts ont été évalués pour le secteur enfance à +58 M€.

4.1.1.2 Les dépenses liées aux dispositifs de contractualisation (19,2 M€)

4.1.1.2.1 Le Pacte Local des Solidarités (PLS) : 13,3 M€

Le 8 juillet 2024, le Conseil départemental du Nord a délibéré sur le PLS pour la période 2024-2027. Ce contrat entre le Département et l’État décline des actions selon trois axes :

- la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l’enfance ;
- la lutte contre la grande pauvreté par l’accès aux droits ;
- la transition écologique et solidaire.

Pour les dépenses du secteur de l’Enfance en lien avec le PLS, les moyens sont essentiellement mobilisés sur la prévention spécialisée, la lutte contre le décrochage scolaire et l’accès au logement des jeunes les plus vulnérables.

4.1.1.2.2 Le Contrat Départemental de Prévention et de la Protection de l’Enfance (CDPPE) : 5,9 M€

En 2020, le Département s’est engagé dans la stratégie nationale de prévention et de protection de l’enfance pour une durée de trois ans, aux côtés de l’État et de l’Agence Régionale de Santé (ARS).

Les engagements communs ont été poursuivis en 2023 et 2024 autour des objectifs suivants :

- agir le plus précocement possible pour répondre aux besoins des enfants et de leur famille ;
- sécuriser le parcours des enfants protégés et prévenir les ruptures ;
- renforcer les conditions pour y parvenir.

En 2025, une nouvelle instruction a redéfini le cadre, le périmètre et le calendrier de mise en œuvre du CDPPE pour la période 2025-2027.

Les nouvelles orientations nationales 2025-2027 visent à mieux structurer les objectifs prioritaires autour de deux engagements :

- la prévention, en intensifiant des interventions à des moments clés tels que la grossesse, la naissance ou la prime enfance et de mieux cibler les populations les plus vulnérables ou les plus en difficulté. À travers des actions de prévention primaire et secondaire, l’ambition est de prévenir les entrées dans un parcours à l’ASE et améliorer les retours en famille en y concentrant la majeure partie des crédits de contractualisation ;
- la qualité des prises en charge en protection de l’enfance, en soutenant tous les accueils dans un environnement familial et en favorisant la scolarité des enfants protégés, dans une perspective d’insertion et d’accès à l’autonomie.

Pour incarner ces deux engagements, les dispositifs sont recentrés sur 14 objectifs, dont 7 sont obligatoires, pour garantir un socle d’actions prioritaires au sein de chaque contractualisation. Ils visent la prévention primaire, la recherche d’alternatives au placement et l’accompagnement à la scolarité des enfants placés.

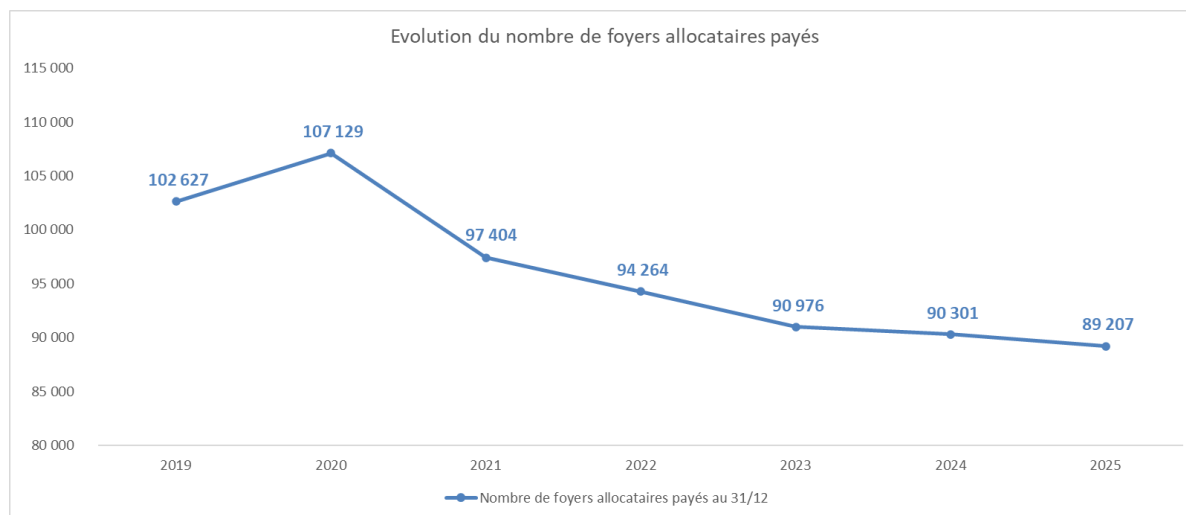
Le Département du Nord a consacré 5,9 M€ en 2025 au titre du CDPPE contre 5,8 M€ en 2024.

4.1.2 Les Actions d'Insertion : une double ambition de solidarités et de retour à l'emploi

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Dépenses RSA	628,5	624,8	-3,7	-0,6%
<i>dont allocation RSA</i>	626,4	623,5	-2,9	-0,5%
Insertion sociale et professionnelle	54,5	58,0	+3,5	+6,5%
Solidarité au titre du logement et de l'habitat	5,6	5,7	+0,1	+2,1%
Actions d'insertion	688,6	688,5	-0,1	-0,01%

4.1.2.1 Une diminution du nombre de foyers allocataires du RSA continue depuis 2020

Entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2025, 17 922 foyers sont sortis du RSA, soit une baisse de 16,7%.



Les données définitives de la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) indiquent qu'entre juillet 2024 et juillet 2025, le nombre d'allocataires du RSA a augmenté de 0,4% au niveau national. Le Département du Nord connaît quant à lui une diminution de 0,8% sur la même période.

En intégrant les revalorisations réglementaires¹¹ de cette allocation, les dépenses 2025 représentent 623,5M€ (-0,5% par rapport au CA 2024).

Les dépenses du secteur de l'insertion sont restées stables entre 2024 et 2025 (-0,01%) pour s'établir à 688,5 M€. Ces résultats illustrent l'efficacité des politiques départementales visant à agir et orienter rapidement tous les allocataires du RSA grâce à une offre d'insertion adaptée et personnalisée.

4.1.2.2 Expérimentation d'un accompagnement renoué des allocataires du RSA

Préalablement à l'adoption de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, l'État a lancé au printemps 2023 une expérimentation visant à tester, « grandeur nature », de nouvelles modalités d'accompagnement intensif des allocataires du RSA. Le Nord a été retenu pour cette expérimentation et l'a initiée en avril 2023 à Tourcoing, puis dans quatre autres territoires en 2024 (Roubaix, Dunkerque, Maubeuge et Denain).

¹¹ En principe, le RSA est revalorisé tous les ans le 1^{er} avril en fonction de l'inflation hors tabac.

Cette expérimentation a permis :

- la mise en place d'un plateau unique à Tourcoing, mutualisant les moyens de France Travail et du Département ;
- la mise en place d'un diagnostic 360° partagé ;
- l'intensification de l'accompagnement quelle que soit la situation de l'allocataire au regard de l'emploi. Trois parcours « renouvelés » ont été déployés sur ces territoires pilotes :
 - des parcours « emploi » ;
 - des parcours « équilibre » (socio-professionnels) ;
 - des parcours de « remobilisation ».

Ces expérimentations ont pris fin au 31 décembre 2025. 12 030 allocataires ont été accompagnés dans le Nord, soit près de 10% de l'ensemble des allocataires concernés par l'expérimentation nationale. Le taux d'accès à l'emploi à 6 mois est de 34,2% contre 15,1% sur l'ensemble du Département du Nord hors expérimentation, soit un gain de 19 points.

Le Nord est classé 1^{er} sur les 18 départements expérimentateurs pour la présence en emploi selon une étude contrefactuelle menée par France Travail en 2024. Au 18 janvier 2026, le taux de non-versement du RSA s'établit à 28,4% à 6 mois et 38,8% à 12 mois, soit à des niveaux proches de la moyenne nationale malgré un public plus fragilisé.

4.1.2.3 La semaine « Réussir Sans Attendre »

La septième édition de la semaine « Réussir Sans Attendre », qui s'est déroulée du 13 au 17 octobre 2025, a permis de mettre en place 457 actions, pour près de 1 200 événements programmés. Elle a mobilisé 502 partenaires, dont 392 entreprises, ainsi que 2 100 professionnels. Le taux de participation des allocataires s'élève à 76,1%, soit 5 points de plus qu'en 2024 : 12 656 participations ont été enregistrées.

Au 2 avril 2026, 3 209 solutions avaient été trouvées, dont 2 393 mises à l'emploi et 816 entrées en formation.

4.1.2.4 La politique d'insertion

L'engagement de la Collectivité dans les dispositifs européens et nationaux ont permis de maintenir, en 2025, une politique efficace en actionnant les leviers vers l'emploi. En particulier, la participation du Département aux contrats aidés a favorisé le retour à l'emploi des allocataires du RSA, en raison notamment :

- de 729 contrats à durée déterminée d'insertion en Atelier et Chantier Insertion (ACI) (5 M€), pour 729 ;
- des 308 contrats Parcours Emploi Compétences (PEC) dans les collèges (3,6 M€) ;
- des 475 Contrats Initiative Emploi (CIE) en faveur des allocataires du RSA (806 K€), dont 385 relatifs à l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier et 90 pour la Sambre Avesnois Thiérache.

Les dépenses relatives aux FSE+ (7,9 M€) et FTJ (3 M€) sont en hausse en 2025 (+2,8 M€ par rapport à 2024). Cette évolution s'explique principalement par la finalisation des phases intermédiaires de contrôle de service fait sur les opérations programmées en 2023. En réponse, la Collectivité a bénéficié du remboursement des premières actions certifiées générant une hausse des recettes liées aux financements européens.

Les dépenses relatives au PLS, volet insertion (essentiellement pilier emploi) sont en hausse et représentent 10,6 M€ contre 7,9 M€ en 2024, soit une hausse de 2,6 M€ (+33,4%). Un financement de l'État permet d'atténuer cette hausse puisque 15,2 M€ ont été perçus en 2025, soit une hausse de 2,9 M€ (+23,8%) par rapport à 2024 dans le cadre du PLS.

Enfin, des moyens complémentaires viennent soutenir l'engagement de la Collectivité en faveur du retour à l'emploi des allocataires du RSA, mais aussi des solidarités et de la lutte contre les exclusions. En 2025, la Collectivité a notamment maintenu sur ce volet, les crédits en faveur des résidences habitat jeunes (2,8 M€) et des acteurs locaux.

Ainsi, 4 M€ ont été consacrés au soutien de l'activité des centres sociaux et des associations agissant pour l'accompagnement social des Nordistes.

4.1.3 Les Personnes Âgées : une politique toujours marquée par l'augmentation de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)

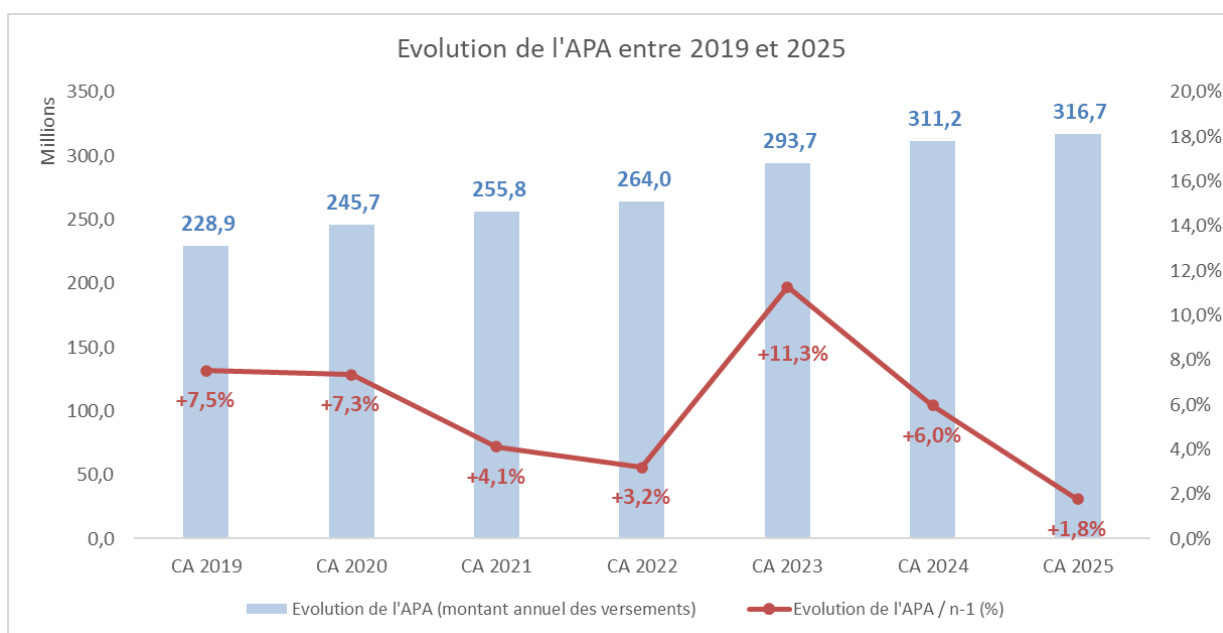
En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Allocation APA	311,2	316,7	+5,5	+1,8%
Hébergement personnes âgées	75,7	77,1	+1,4	+1,8%
Prévention et soutien à domicile des personnes âgées	12,3	11,8	-0,4	-3,5%
Subventions au titre des personnes âgées	0,1	0,04	-0,1	-72,9%
Avenant 43 - PA	20,3	19,3	-1,0	-4,8%
Personnes âgées	419,7	425,0	+5,4	+1,3%

Les dépenses dédiées au soutien des personnes âgées s'élèvent au CA 2025 à 425 M€, soit une augmentation de 5,4 M€ par rapport à 2024 (+1,3%). Cette évolution s'explique principalement par la hausse des dépenses relatives aux Services Autonomie à Domicile (SAD) (+5,5 M€).

4.1.3.1 La croissance continue de l'APA

Les montants consacrés à l'APA augmentent sensiblement chaque année. Ils s'élèvent à 316,7 M€ en 2025 contre 228,9 M€ en 2019 (+38,4%). Cette progression s'explique notamment par :

- la géronto-croissance puisque le vieillissement de la population entraîne une hausse du nombre de bénéficiaires. Ils sont 35 316 fin 2025 contre 35 054 fin 2024 (+0,7%) ;
- la loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV), qui a entraîné une augmentation des plafonds des plans d'aide et une baisse du reste à charge des bénéficiaires ;
- la revalorisation de 1,08€/h (+4,6%) du tarif plancher (23,5 €/h au 1^{er} janvier 2024 contre 24,58 €/h au 1^{er} janvier 2025) ;
- un effet volume de 1,1% sur le nombre d'heures des plans d'aide en lien avec l'augmentation du nombre de bénéficiaires et l'augmentation de leur niveau de dépendance.



La dotation qualité, compensée à 100% par la CNSA, s'élève en 2025 à 20,4 M€ contre 20,1 M€ en 2024, soit une hausse de 0,3 M€ (+1,5%).

En outre, l'hébergement des personnes âgées, tant en établissement qu'en accueil familial, représente un coût de 77,1 M€ au CA 2025 (+1,8% par rapport au CA 2024).

Le Département maintient également sa politique de prévention et de soutien à domicile des personnes âgées, avec des dépenses de 11,8 M€ en 2025.

4.1.3.2 L'avenant 43, la poursuite de l'accompagnement du Département aux SAD (personnes âgées et handicapées)

Le 25 octobre 2021, le Département du Nord a confirmé l'accompagnement des SAD dans la réforme de l'avenant 43 de la convention collective de la branche de l'aide à domicile. Cette réforme, issue du Ségur de la santé, prévoit une augmentation des salaires des professionnels. En 2025, les dépenses relatives à l'avenant 43 s'élevaient à 24,3 M€, soit une baisse de 580,7 K€ par rapport à 2024 (-2,3%).

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Avenant 43 - secteur Personnes âgées	20,3	19,3	-1,0	-4,8%
Avenant 43 - secteur Personnes en situation de handicap	4,6	5,0	+0,4	+8,6%
Total Avenant 43	24,9	24,3	-0,6	-2,3%

4.1.4 Le soutien continu du Département aux personnes en situation de handicap

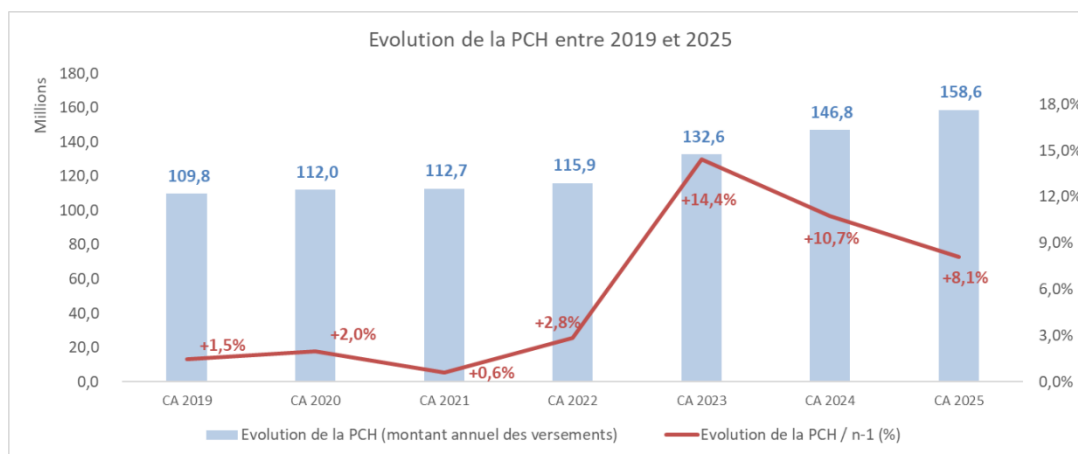
En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Allocations PCH et ACTP	160,1	171,5	+11,4	+7,1%
Etablissements et services des personnes en situation de handicap	265,8	265,2	-0,6	-0,2%
Fonctionnement de la MDPH	6,7	7,0	+0,3	+4,8%
Soutien à domicile des personnes en situation de handicap	3,0	2,8	-0,2	-6,2%
Subventions au titre des personnes en situation de handicap	0,1	0,0	-0,1	-55,1%
Transport des élèves en situation de handicap	10,3	8,2	-2,1	-20,3%
Avenant 43 - PH	4,6	5,0	+0,4	+8,6%
Personnes en situation de handicap	450,6	459,8	+9,2	+2,0%

4.1.4.1 La hausse des dépenses de PCH

La forte augmentation de la PCH constatée en 2023 (+14,4%) et 2024 (+10,7%) se poursuit en 2025 (+8,1%). Son montant s'élève à 158,6 M€ au CA 2025.

Cette évolution en 2025 s'explique par plusieurs facteurs :

- un effet prix de +2% par rapport à 2024 ;
- un effet volume de +2% par rapport à 2024 ;
- la diminution de la "revalorisation volontariste du Département" à +0,5€/h contre +1€/h en 2024.



La dotation qualité, pour la part relative au secteur personnes en situation de handicap, est en baisse de 790,3 K€ par rapport à l'année 2024 (-10,8%), portant le montant de ces dépenses à 6,5 M€ (également compensées à 100% par la CNSA).

4.1.4.2 La stabilisation des dépenses pour les établissements accueillant des personnes en situation de handicap

Les dépenses pour ces établissements s'établissent en 2025 à 265,2 M€ contre 265,8 M€ en 2024 (-0,2%).

4.1.4.3 Le fonctionnement de la MDPH : un budget en hausse

La contribution du Département au budget de fonctionnement de la MDPH s'élève à 7 M€, soit une hausse de 318,9 K€ (+4,8%) par rapport à 2024.

Le reversement de la dotation CNSA, d'un montant de 3,1 M€, est incluse dans cette contribution.

4.1.5 Les secteurs de la santé : Actions de santé et Offre de soins

Les secteurs de la Santé regroupent les dépenses liées à la prévention médico-sociale et à la politique de l'offre de soins.

4.1.5.1 Les Actions de santé : la prévention santé

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Protection Maternelle et Infantile et planification familiale	3,5	3,2	-0,3	-9,9%
Services de prévention santé	2,6	2,0	-0,6	-23,9%
Amélioration de l'accès à l'offre de soins	0,02	0,0	-0,02	-100,0%
Bus de prévention	0,02	0,04	+0,02	+111,8%
Actions de santé	6,2	5,2	-1,0	-15,7%

Les dépenses liées aux actions de santé diminuent du fait de la perte de compétence sur les CeGGID. Le Département du Nord porte une attention particulière à la santé des Nordistes et veille à proposer une offre de service public adaptée.

Les Services de Prévention Santé (SPS) mettent en œuvre les compétences conventionnées avec l'État que sont la promotion de la vaccination et la lutte contre la tuberculose.

Les SPS mènent également des actions de prévention santé en direction des publics prioritaires, notamment les enfants confiés à l'ASE et leurs parents, les personnes en perte d'autonomie et les allocataires du RSA.

Depuis octobre 2023, les 10 SPS, en tant que centres de vaccination, assurent la campagne de vaccination contre le papillomavirus (HPV) auprès des élèves scolarisés en classe de 5^e (hors secteur de Maubeuge assuré par le centre

hospitalier). Cette campagne nécessite deux séances de vaccination dans chaque collège, représentant plus de 400 séances organisées sur une année scolaire. Au cours de l'année scolaire 2024/2025, 3 548 doses ont pu être administrées.

Des consultations de prévention et de sevrage tabagique ont également été menées.

4.1.5.2 L'Offre de soins

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Maisons Nord Santé	0,1	0,2	+0,1	+127,9%
Maisons Nord Santé - RH	1,3	2,3	+1,0	+75,1%
Offre de soins	1,4	2,4	+1,1	+77,9%

Face à la désertification médicale, le Département agit aux côtés des EPCI afin de faciliter l'accès aux soins des Nordistes. Le Conseil départemental a ainsi validé en 2023 le principe de création de deux Maisons Nord Santé. La première s'est ouverte à Cuincy.

Les missions portées par ces centres sont nombreuses : consultations de professionnels de santé en fonction des besoins identifiés sur les territoires, gestion de dossiers médicaux, prise en charge médico-sociale, éducation thérapeutique, télémedecine, formation des jeunes médecins, visites à domicile, participation à la Permanence Des Soins Ambulatoires (PDSA) ainsi que des activités de recherche en soins primaires.

Dans le cadre de la mise en place de ces Maisons Nord Santé, les compétences ont été réparties entre différentes institutions :

- Département du Nord : gestion des ressources humaines et du matériel médical, administratif, écriture et pilotage du projet de santé ;
- EPCI : mise à disposition et entretien des locaux, prise en charge des fluides ;
- ARS : accompagnement en ingénierie et validation du projet de santé ;
- Assurance Maladie : conventionnement et contractualisation.

Par ailleurs, afin de diversifier l'offre de soins et de répondre aux besoins grandissants des Nordistes, un premier cabinet dentaire a été ouvert en octobre 2025 à Cuincy.

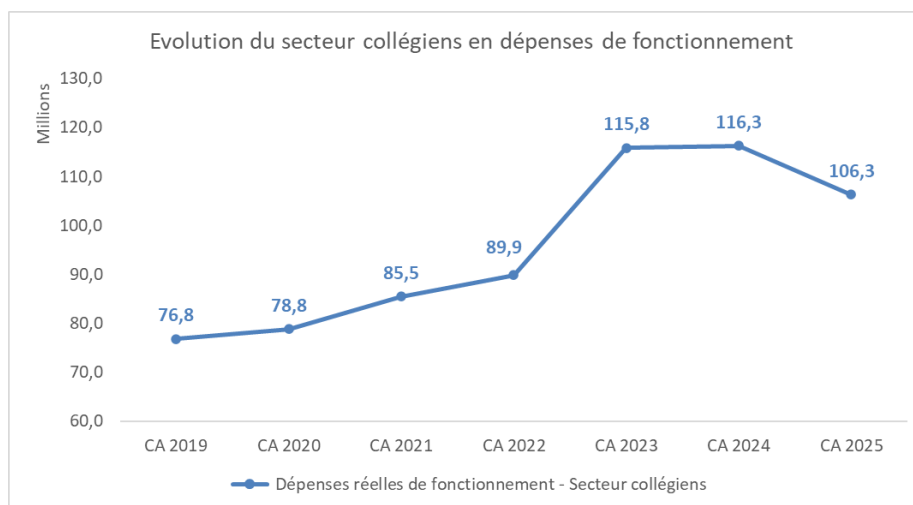
En 2025 également, deux nouvelles Maisons Nord Santé ont également vu le jour : l'une dans les Flandres sur la commune de Cappelle-la-Grande, et l'autre dans l'Avesnois à Feignies.

Depuis l'ouverture des Maisons Nord Santé, près de 56 000 consultations ont eu lieu et plus de 8 500 patients ont déclarés les Maisons Nord Santé comme médecin traitant.

4.1.6 La maîtrise des dépenses dédiées aux collèges grâce à une évolution favorable des prix de l'énergie

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Accompagnement des collégiens	11,9	12,1	+0,2	+2,1%
Collèges numériques	2,4	2,3	-0,1	-5,7%
Forfaits d'externat	39,9	41,8	+1,9	+4,6%
Dotations de fonctionnement aux collèges publics	38,8	26,0	-12,8	-32,9%
Maintenance - Gros Entretien et Renouvellement - Collèges	7,7	8,3	+0,6	+7,3%
Propreté des collèges	15,6	15,9	+0,3	+1,7%
Collégiens	116,3	106,3	-10,0	-8,6%

Les dépenses dédiées aux collégiens se sont élevées en 2025 à 106,3 M€, soit une baisse de 10 M€ par rapport au CA 2024 (-8,6%). Ce secteur a connu des évolutions variées. Après la forte augmentation des années 2022 et 2023, imputable à la hausse du coût des fluides, les dotations aux collèges publics diminuent en 2025 (-12,8 M€) pour s'établir à 26,0 M€ au CA 2025, sous l'effet de l'évolution favorable des prix de l'énergie.



L'enveloppe des forfaits d'externat évolue en cohérence avec celle des dotations aux collèges publics, avec un décalage d'un an. Elle progresse ainsi de 1,9 M€ entre 2024 et 2025 pour atteindre 41,8 M€ au CA 2025.

Dans le cadre de la poursuite de l'externalisation de l'entretien des collèges, les missions d'entretien et de nettoyage assurées sont progressivement confiées à un marché de prestation, au fur et à mesure des départs à la retraite et des mobilités. Ces dépenses s'élèvent à 15,9 M€ en 2025.

Enfin, pour répondre aux besoins des collèges et des établissements médico-sociaux, le Conseil départemental a conclu dès 2018 avec l'État, une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM). Cette convention a pour objectif de recruter des personnels en PEC bénéficiant exclusivement aux allocataires du RSA. Au sein des demi-pensions des collèges du Nord, 308 contrats PEC (portés par le budget Insertion) ont ainsi été dédiés aux missions de restauration et de plonge. Ce nombre est stable par rapport à 2024.

4.2 UNE LEGERE BAISSSE DES DEPENSES DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les dépenses consacrées à la solidarité territoriale se sont élevées en 2025 à 136,8 M€ (-0,2% par rapport à 2024).

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Infrastructures et réseaux	9,2	9,1	-0,1	-1,5%
Projets stratégiques co-financés	0,6	0,3	-0,3	-45,5%
Développement territorial et cadre de vie	12,9	12,6	-0,3	-2,7%
Culture	12,6	11,8	-0,8	-6,4%
Aide aux territoires	1,2	1,5	+0,3	+26,9%
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)	100,5	101,5	+1,0	+1,0%
Solidarité territoriale	137,1	136,8	-0,2	-0,2%

Les dépenses courantes d'infrastructures et réseaux s'élèvent à 9,1 M€ en 2025, dans un contexte marqué par le maintien du moratoire sur le marquage au sol en agglomération (les interventions hors agglomération relevant des compétences obligatoires du Département).

Les projets stratégiques co-financés, Canal Seine-Nord Europe (CSNE) et Syndicat Mixte Très Haut Débit (SMTHD), sont en baisse de 276,8 K€ (-45,5%). Cette évolution s'explique principalement par un ajustement à la baisse des contributions au SMTHD, ainsi que par une diminution des charges d'intérêts de la dette.

Les dépenses de développement territorial et cadre de vie baissent de 349,2 K€ (-2,7%) par rapport à 2024. Cette évolution s'explique notamment par la diminution de certaines subventions et autres dépenses de fonctionnement, en particulier liées à la baisse du coût des fluides et des dépenses de carburant sur le périmètre des Espaces Naturels du Nord (ENN). Elle résulte également d'une réduction des subventions dans le domaine de l'aménagement rural, ainsi que d'une évolution des modalités de soutien à la plantation et à la renaturation, avec un taux de subvention pour l'entretien des haies ramené de 50% à 33%.

Comme pour 2024, le budget annexe du laboratoire départemental est excédentaire et ne nécessite pas le versement d'une dotation.

Les dépenses culturelles du Département baissent de 800,3 K€ (-6,4%) par rapport à 2024 pour s'établir à 11,8 M€. Cette évolution s'explique notamment par une diminution des dépenses liées aux activités culturelles et à la gestion courante (baisse du coût des fluides), ainsi que par l'évolution de certains dispositifs. Dans ce contexte, le Département a maintenu un niveau globalement stable de soutien aux acteurs culturels, avec une enveloppe de subventions s'établissant à 4,9 M€ en 2025.

L'aide aux territoires est en hausse de 327,1 K€ (+26,9%) par rapport à 2024. Cette hausse est principalement liée au montant de la subvention au Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) en 2025, qui passe de 649,7 K€ en 2024 à 978,3 K€ en 2025, soit une hausse de 328,6 K€ (+50,6%).

La contribution annuelle du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a été revalorisée en 2025 de 1 M€ pour atteindre 101,5 M€ (+1%).

4.3 UN MAINTIEN DES DEPENSES DE MOYENS GENERAUX

Les dépenses concernant les Moyens Généraux, les fonctions supports et les opérations financières et comptables de la Collectivité, s'élèvent en 2025 à 608,5 M€. Elles sont en légère hausse de 0,8% (+4,8 M€) par rapport à 2024. Les évolutions au sein des secteurs sont toutefois contrastées.

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Finances	75,0	76,6	+1,5	+2,0%
Moyens généraux de l'administration	25,2	24,9	-0,3	-1,3%
Patrimoine départemental	16,9	12,9	-4,1	-24,0%
Systèmes d'information et e-administration	11,4	11,3	-0,1	-1,1%
Moyens de l'assemblée	8,4	8,1	-0,2	-2,7%
Moyens RH	466,8	474,7	+8,0	+1,7%
Finances et Moyens généraux de l'administration	603,7	608,5	+4,8	+0,8%

4.3.1 Le secteur des Finances

Le secteur des Finances augmente de 1,5 M€ entre le CA 2024 et le CA 2025 (+2,0%), notamment en raison de trois phénomènes :

- la hausse de 1,6 M€ (+7,1%) des dépenses relatives au FPDMTTO pour s'établir à 24,9 M€ en 2025 contre 23,3 M€ en 2024 ;

- la hausse des dépenses relatives à la ligne de trésorerie de 965,9 K€ (+28,4%), pour s'établir à 4,4 M€ en 2025 contre 3,4 M€ en 2024 ;
- l'absence de constitution de provisions en 2025 contre 2 M€ en 2024.

4.3.2 Le secteur des Moyens Généraux de l'Administration

Le secteur des Moyens Généraux de l'Administration est en baisse de 319,8 K€ entre 2024 et 2025 (-1,3%). Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution des dépenses :

- de communication de -571,9 K€ (-20%) pour s'élever à 2,3 M€ en 2025 contre 2,9 M€ en 2024 ;
- de gestion des véhicules de -383,4 K€ (-10,7%) pour s'établir à 3,2 M€ en 2025 contre 3,6 M€ en 2024 sous l'effet de la diminution des prix du carburant.

Ces diminutions permettent de compenser la hausse des dépenses liées :

- aux frais de gestion des locaux de +487 K€ (+8,9%) pour s'élever à 6 M€ en 2025 contre 5,5 M€ en 2024 ;
- aux affaires juridiques de +261,5 K€ (+5,9%) pour s'établir à 4,7 M€ en 2025 contre 4,4 M€ en 2024 du fait d'un marché d'assurances de plus en plus onéreux.

4.3.3 Le secteur du patrimoine départemental

Les dépenses liées au patrimoine départemental sont en baisse de 4,1 M€ (-24%) et s'expliquent principalement par :

- la diminution des dépenses de locations immobilières (-266,3 K€), notamment en lien avec l'emménagement de services au Nouveau Forum. Ces locations représentent un coût de 3,9 M€ en 2025 contre 4,2 M€ en 2024 ;
- la baisse de 1,3 M€ des fluides pour s'établir à 3,7 M€ en 2025 contre 5 M€ en 2024 ;
- la baisse de 2,3 M€ des dépenses relatives au Nouveau Forum pour s'établir en 2025 à 2,9 M€ contre 5,2 M€ en 2024, résultant en partie d'une baisse des charges financières et fiscales.

4.3.4 Le secteur des Systèmes d'Information et E-Administration

L'optimisation du budget dédié aux systèmes d'information (applications métiers, mobilité et télécommunications, impressions, infrastructure technique, sauvegarde, supervision, etc.) a permis de réduire les dépenses de 1,1% entre 2024 (11,4 M€) et 2025 (11,3 M€), tout en préservant la sécurité informatique.

4.3.5 Les moyens de l'Assemblée

Les moyens de l'Assemblée sont en baisse de 227,8 K€ en 2025 par rapport à 2024 (-2,7%), notamment en raison :

- d'une diminution de crédits alloués (-251,5 K€ ; -9,6%) aux Actions d'Intérêt Local (AIL) soit 2,4 M€ en 2025 contre 2,6 M€ en 2024. Cette évolution s'explique par une moindre consommation des crédits en 2025 par rapport à 2024, les crédits alloués étant restés stables (0,94 € par habitant) ;
- d'une hausse des subventions exceptionnelles de l'assemblée (+48 K€) par rapport à 2024 soit un montant de 52 K€ en 2025 contre 4 K€ en 2024.

4.3.6 Les moyens des Ressources Humaines (RH)

Le secteur des Ressources Humaines (RH) est majoritairement constitué de la masse salariale. Celui-ci augmente de 1,7% entre le CA 2024 et le CA 2025 (466,8 M€ au CA 2024 contre 474,7 M€ au CA 2025).

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Charges de personnel hors paye	5,0	4,6	-0,4	-7,1%
Charges de personnel paye*	461,8	470,1	+8,3	+1,8%
Moyens RH	466,8	474,7	+8,0	+1,7%

*Les dépenses de paye s'entendent (hors assistants familiaux, hors laboratoire départemental, hors Maisons Nord Santé, hors élus et vacataires).

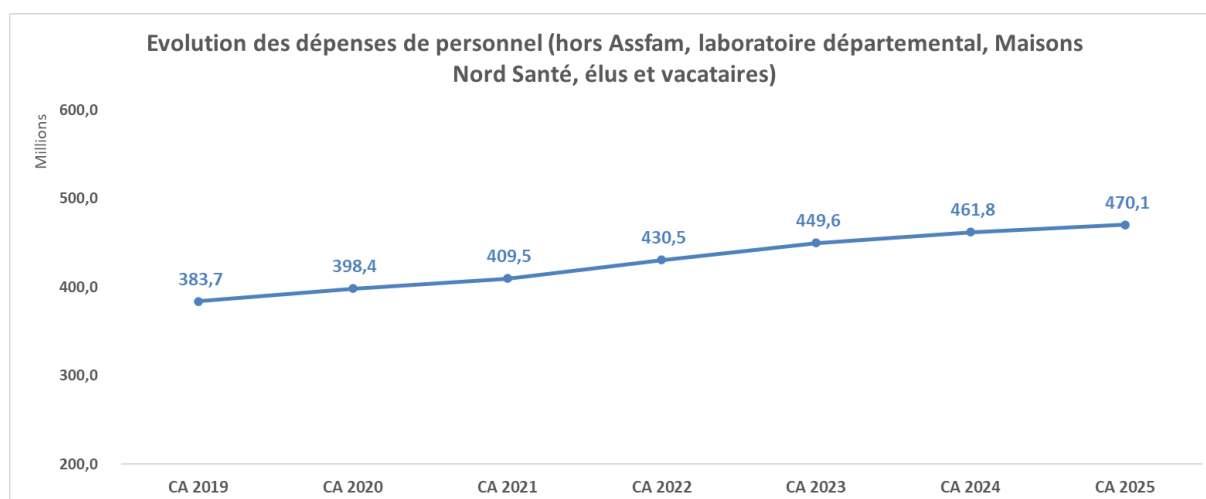
Les dépenses de paye augmentent de 8,3 M€ (+1,8%) par rapport à l'année 2024, cette progression s'explique essentiellement par :

- la revalorisation des taux de charges patronales (CNRACL¹² +3%, maladie +1%), soit +8,5 M€ entre le CA 2024 et le CA 2025 ;
- l'effet Glissement Vieillesse Technicité (GVT) : +5,6 M€ ;
- la hausse des dépenses liées au remboursement transport, aux ajustements de régime indemnitaire et à la revalorisation de certaines allocations (notamment indexées sur l'indice minimum) : +499,9 K€.

L'augmentation de la masse salariale est partiellement compensée par :

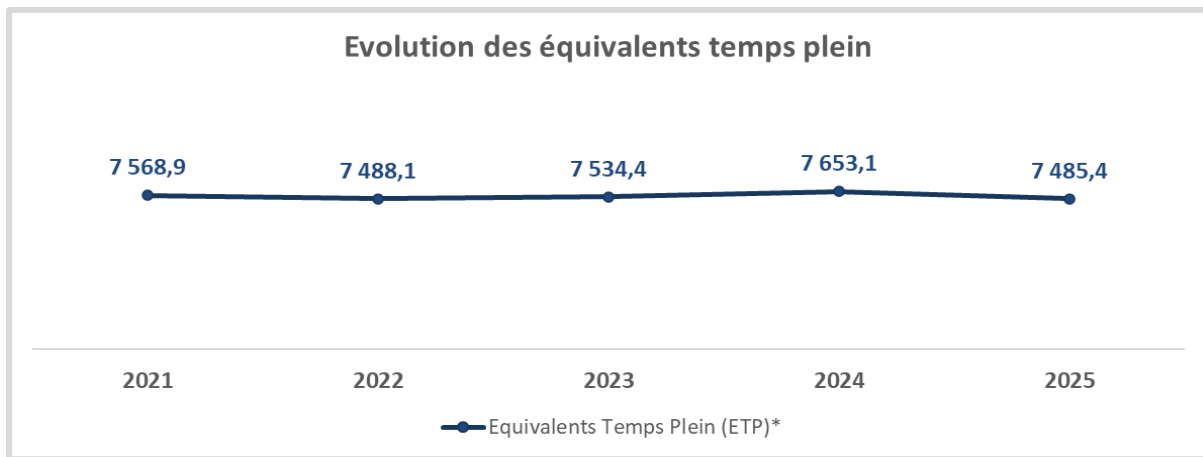
- un effort de maîtrise des effectifs ;
- le maintien du traitement à 90% (au lieu de 100%) pour les 90 premiers jours de maladie ordinaire (application au 1^{er} mars 2025) : -1,3 M€.

Ainsi, la progression de la masse salariale demeure contenue, dans un contexte marqué par des décisions nationales et catégorielles (revalorisation du point d'indice, Ségur, hausse des cotisations), sur lesquelles la Collectivité ne dispose pas de marges de manœuvre.



L'enveloppe globale dédiée aux RH a progressé de manière linéaire de 383,7 M€ en 2019 à 470,1 M€ en 2025 (+86,4 M€).

¹² Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales



*ETP en fin de mois (au 31 décembre), calculés à partir de l'ensemble des temps de travail (temps plein et partiel).

5. DES ÉQUILIBRES DÉPARTEMENTAUX SOUS CONSTANTE SURVEILLANCE

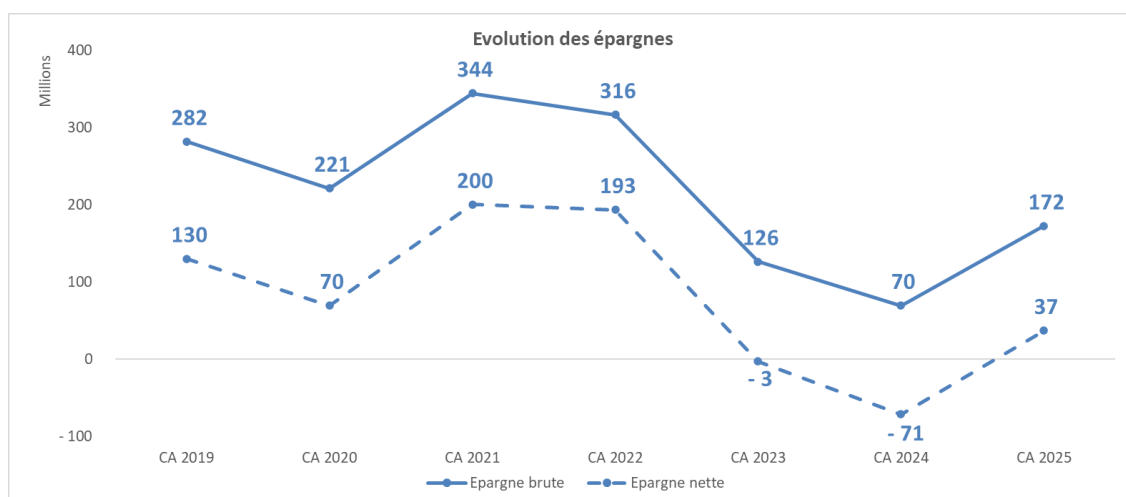
5.1 UN NIVEAU D'ÉPARGNE EN PROGRESSION

Compte tenu de recettes réelles de fonctionnement un peu plus dynamiques, le niveau des épargnes s'est redressé en 2025. Les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de 4,8% entre 2024 et 2025, tandis que les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus modérément (+1,6%).

L'épargne brute s'établit à 172,4 M€ au CA 2025, soit une hausse de 102,9 M€ par rapport au CA 2024. Le remboursement du capital de la dette s'établit à 135,3 M€, en baisse de 5,5 M€ par rapport à 2024.

L'épargne nette est par conséquent de 37 M€, soit une hausse de 108,4 M€ par rapport à l'année 2024.

Toutefois, en 2025, les niveaux d'épargne demeurent inférieurs à ceux de 2021 et 2022. Ces deux exercices ont constitué des années atypiques, notamment sous l'effet du dynamisme du marché immobilier post confinements influant très favorablement sur le niveau des DMTO.



Par principe, l'épargne nette est la première source de financement pour réaliser les dépenses d'équipement. A cette épargne s'ajoutent d'autres recettes d'investissement :

- les recettes propres d'investissement pour un montant de 60,8 M€ en 2025 ;
- l'emprunt pour un montant de 144,8 M€ en 2025.

5.2 DES FINANCEMENTS EXTERNES EN LEGERE BAISSSE

Les recettes d'investissement hors emprunt s'élèvent à 60,8 M€, soit une baisse de 463,6 k€ (-0,8%) par rapport au CA 2024. Elles se composent notamment de dotations et compensations de l'État à hauteur de 49,9 M€, ainsi que de 10,9 M€ de financements relatifs à des projets spécifiques.

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)	29,9	33,2	+3,3	+11,0%
Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC)	13,0	13,0	0,0	0,0%
Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)	4,4	3,7	-0,7	-15,2%
Autres recettes d'investissement	14,0	10,9	-3,1	-22,0%
Total des recettes d'investissement (hors emprunt)	61,2	60,8	-0,5	-0,8%

5.2.1 Les dotations et compensations versées par l'État (FCTVA, DDEC et DSID)

5.2.1.1 Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

Le FCTVA est une dotation versée par l'État, compensant, au taux forfaitaire de 16,404%, la charge de TVA supportée par les collectivités territoriales sur leurs dépenses réelles d'investissement entrant dans le périmètre du FCTVA (en N-1 pour le Département du Nord).

En 2025, le Département a perçu 33,2 M€ au titre du FCTVA, en hausse de 3,3 M€ par rapport à 2024 (+11%). Cette évolution s'explique par la structure des dépenses d'équipement ouvrant droit au FCTVA. En effet, malgré la baisse du volume global des dépenses d'investissement constatée en 2023 (FCTVA 2024) et en 2024 (FCTVA 2025), la part des dépenses éligibles était plus importante en 2024 qu'en 2023.

5.2.1.2 La Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC)

La DDEC est destinée au financement des dépenses d'équipement des collèges. Elle est octroyée par l'État aux Départements depuis le 1^{er} janvier 1986, date du transfert effectif de la compétence des collèges.

Son montant est figé depuis 2008 et s'élève chaque année à 13 M€.

5.2.1.3 La Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)

Chaque année, une enveloppe est allouée aux Départements afin de financer différents projets sur la base de critères définis par l'État. Les recettes sont ensuite exécutées au rythme de l'avancement des opérations éligibles.

Le Département a perçu une dotation de 3,7 M€ en 2025, soit une baisse de 671,7 K€ (-15,2%) par rapport à 2024. Ce montant intègre à la fois des acomptes pour les projets en cours et des soldes pour les projets s'achevant. Les projets concernés par la DSID en 2025 sont les suivants :

- extension du Musée Matisse (solde de 300,3 K€) ;
- restructuration globale du foyer de vie Symphonia à Bauvin (solde de 841,4 K€) ;

- remplacement des éclairages par des diodes électroluminescentes (*LED*) dans 66 collèges (solde de 1,3 M€) ;
- nouvelle demi-pension du collège Madame De Sévigné à Roubaix (acompte de 858 K€) ;
- travaux du collège Etienne Dolet à Provin (acompte de 420 K€).

5.2.2 Les autres recettes réelles d'investissement

Les autres recettes réelles d'investissement représentent 10,9 M€ en 2025, soit une baisse de 3,1 M€ par rapport à 2024 (-22%). Elles se composent essentiellement de subventions et de participations de différents organismes (Union européenne, État, Région, Communes, *etc.*) pour le financement d'opérations spécifiques.

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Patrimoine	0,1	0,2	+0,1	+87,3%
Collèges	3,2	2,2	-1,0	-31,7%
Culture	0,2	0,1	-0,01	-7,2%
Développement territorial et cadre de vie	2,9	2,0	-0,8	-28,9%
Voirie (hors radars automatiques)	5,8	4,3	-1,4	-24,7%
Radars automatiques	0,8	0,8	+0,005	+0,6%
Aide aux territoires	0,7	0,3	-0,4	-58,2%
Opérations comptables	0,03	0,1	+0,02	+65,2%
Moyens généraux	0,01	0,0	-0,01	-100,0%
DSI (REACT EU volet numérique)	0,03	0,02	-0,01	-42,9%
Recettes sociales	0,3	0,8	+0,5	+170,8%
Total autres recettes réelles d'investissement	14,0	10,9	-3,1	-22,0%

Le Département a bénéficié des recettes spécifiques suivantes :

- 2,2 M€ pour les collèges, dont 1,9 M€ de Fonds vert pour le collège Maxence Van Der Meersch à Mouvaux ;
- 4,3 M€ pour la voirie (hors radars automatiques), dont :
 - 1,8 M€ pour le contournement Nord de Valenciennes, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole ;
 - 375 K€ pour la RD 70 ;
 - 2 M€ pour d'autres recettes (voies nouvelles, opérations de requalification et d'accessibilité).
- 793,5 K€ pour les radars automatiques (pour la voirie) ;
- 2 M€ pour le développement territorial et le cadre de vie, dont :
 - 1,5 M€ pour la politique cyclable, issus de cofinancements mobilisés auprès du bloc communal, de programmes européens et du Fonds mobilités actives de l'État ;
 - 468,8 K€ de recettes provenant de l'Agence de l'Eau Artois Picardie ont été perçues dans le cadre d'acquisitions de parcelles ou de restaurations écologiques.
- 147,1 K€ pour la culture, correspondant à des subventions d'investissement versées, par exemple par la Métropole Européenne de Lille pour la rénovation du planétarium du Forum des sciences ;
- 294,9 K€ pour l'aide aux territoires, dont 210,5 K€ au titre de la récupération d'une avance pour un Projet Territorial Structurant (PTS) finalement annulé ;

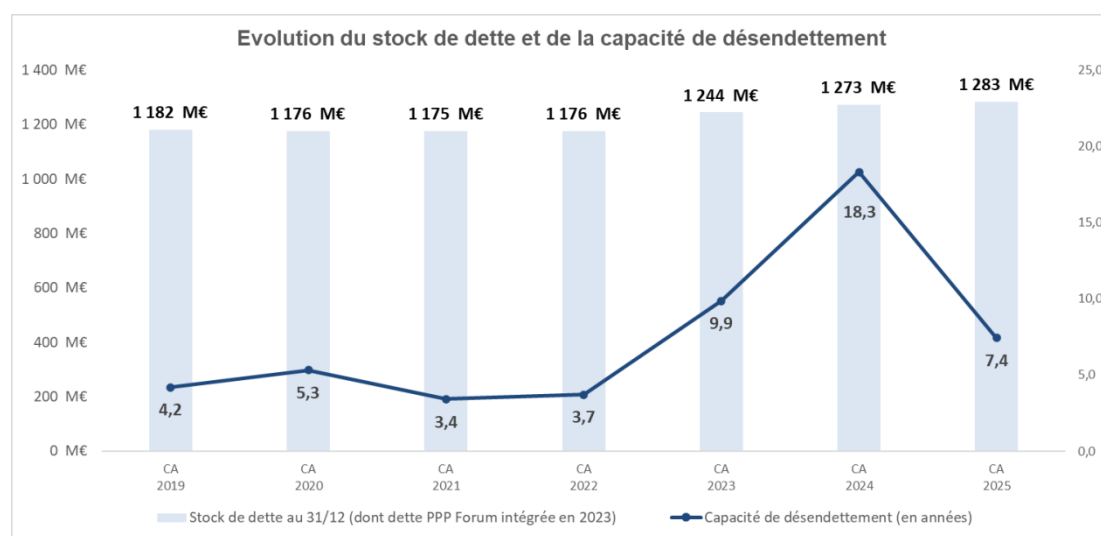
- 212,5 k€ pour le patrimoine, correspondant au solde d'une subvention de cofinancement, entre le Département du Nord et la Caisse des dépôts et consignations, relative à la réalisation d'un schéma directeur immobilier pour les structures d'hébergement des mineurs confiés au Département ;
- 17,9 K€ pour les systèmes d'information et e-administration, au titre de la récupération d'une avance sur mandat.

5.3 UNE DETTE Saine ET MAÎTRISÉE

Avec un volume de nouveaux emprunts mobilisés en 2025 (144,8 M€) supérieur au remboursement du capital (135,3 M€), la dette du Département est en hausse de 9,4 M€ par rapport à 2024 (+0,7%). Le stock de dette s'établit ainsi à 1 282,9 M€ au 31 décembre 2025.

Après une période de désendettement massif entre 2015 et 2020 (-224,1 M€, soit -16%) puis de stabilisation du stock de dette entre 2021 et 2023, le Département a donc choisi de se réendetter de manière maîtrisée en 2024 et 2025 afin de financer ses dépenses d'équipement.

Cette progression limitée du volume de dette, conjuguée à une épargne brute en nette hausse (+102,9 M€ par rapport à 2024), se traduit par une amélioration significative de la capacité de désendettement en 2025. Ce ratio permet de mesurer le niveau d'endettement d'une collectivité. La capacité de désendettement atteint 7,4 ans au 31 décembre 2025 (contre 18,3 ans au 31 décembre 2024) et repasse ainsi en deçà du seuil d'alerte fixé à 15 ans.



La situation du Département en matière d'endettement demeure saine. L'encours de dette est à la fois optimisé, sécurisé et diversifié.

Le Département dispose tout d'abord d'une dette optimisée : au 31 décembre 2025, le taux moyen de la dette (hors contrat de partenariat lié au Nouveau Forum) s'établit à 2,52%. Ce taux est en diminution par rapport à celui constaté au 31 décembre 2024 (2,73%).

La dette départementale est ensuite sécurisée. Au 31 décembre 2025, sur 1 220,2 M€ de stock de dette (hors Nouveau Forum), 67,3% relèvent d'emprunts à taux fixe et 32,7% de prêts à taux variable. Cette répartition garantit une bonne visibilité sur la charge d'intérêts, tout en conservant une certaine flexibilité dans la gestion de l'encours.

Le stock de dette du Département ne contient pas de produits toxiques. L'ensemble des emprunts est classé « 1A » selon les critères de la Charte Gissler.

La dette départementale est enfin diversifiée. Les emprunts constituant le stock de dette ont été souscrits auprès de treize prêteurs (dix-sept si l'on distingue les différentes banques au sein des groupes Société de Financement Local (SFIL), Banque Postale, Crédit Agricole et Caisse d'Épargne). La SFIL (dont les emprunts ont été commercialisés par La Banque Postale) est le principal partenaire du Département et détient 28,1% de son encours de dette. La Société Générale et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) détiennent également une part significative de la dette du Département avec respectivement 13,2% et 12,4% de l'encours.

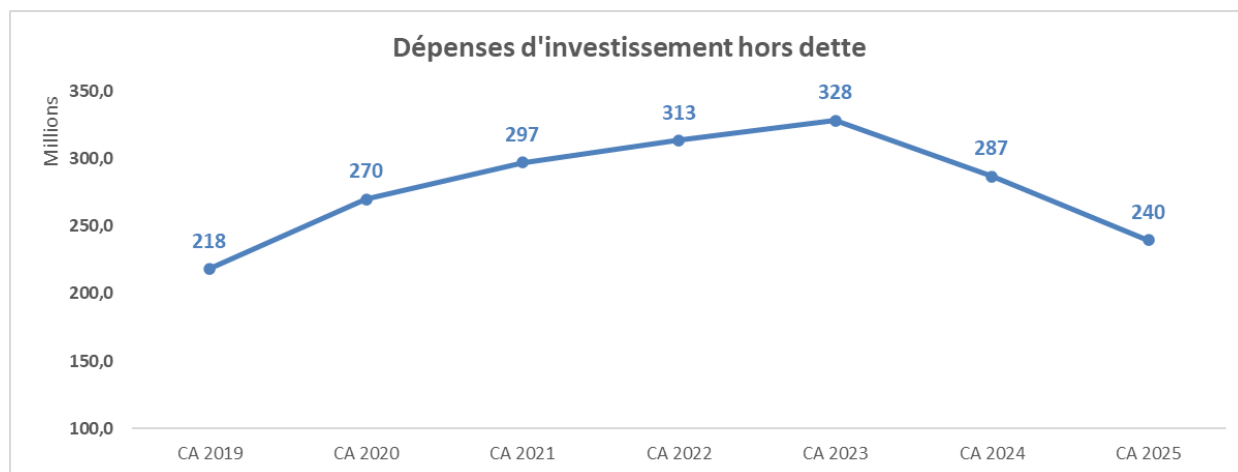
Au sein de son stock de dette, conformément à ses engagements en matière de développement durable et à son rôle de chef de file en matière sociale, le Département du Nord détient de nombreux emprunts inscrits dans une démarche « verte » ou répondant à des critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance). Au-delà du seul aspect écologique, certains de ces emprunts portent ainsi sur la dimension sociale des investissements réalisés par le Département, notamment à destination des collégiens. Au total, plus d'un quart du stock de dette du Département (371,1 M€ soit 28,9%) répondent à au moins un de ces critères.

Les frais financiers (intérêts de la dette) baissent en 2025 de 1,4 M€ (-4,4%). Ils s'établissent à 31,2 M€ contre 32,6 M€ en 2024. Cette évolution s'explique par la baisse des taux sur les marchés financiers à compter du deuxième semestre 2024.

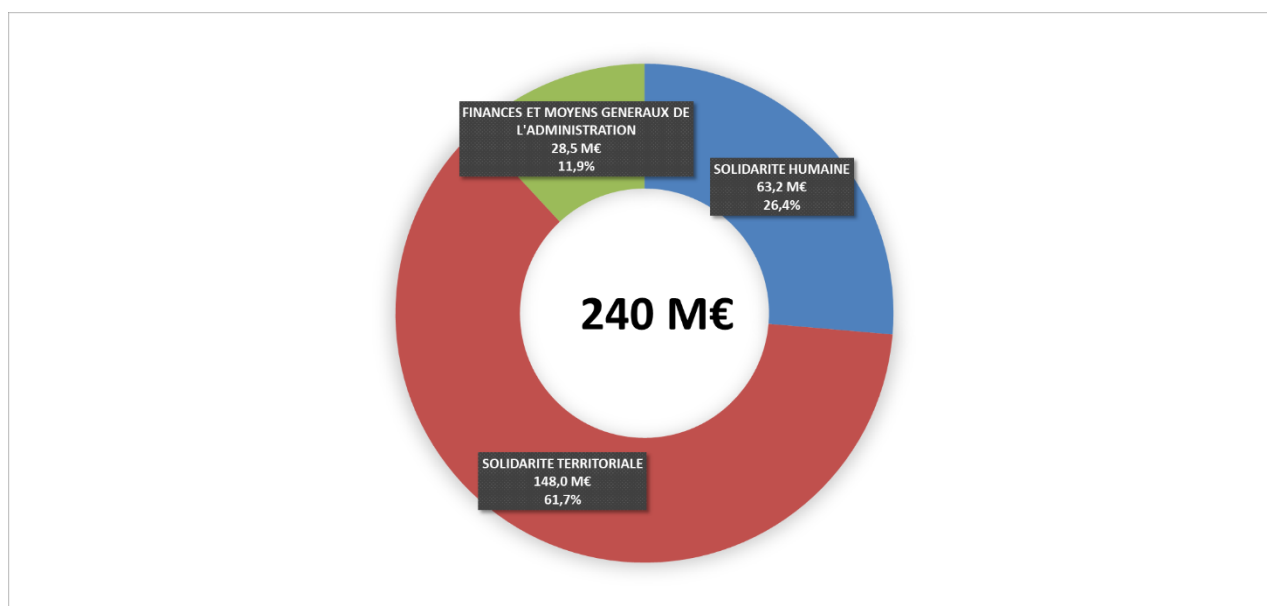
La dette du Département demeure ainsi totalement saine et maîtrisée. Toutefois, afin de préserver un niveau d'épargne suffisant et une capacité de désendettement soutenable, la Collectivité est amenée à redéfinir et à recentrer ses dépenses d'investissement en faveur des Nordistes.

6. LA PRIORISATION DU NIVEAU D'INVESTISSEMENT

Après avoir mené une politique d'investissement croissante et engagée en faveur des Nordistes et des territoires au cours des années 2019 à 2023, le contexte économique a contraint le Département à faire le choix d'une priorisation au sein des dépenses d'investissement.



Les solidarités territoriales restent prédominantes (61,7%) au sein des dépenses d'investissement hors dette :



6.1 UN INVESTISSEMENT PRINCIPALEMENT DEDIE AUX SOLIDARITES TERRITORIALES

Principale politique en matière d'investissement, les dépenses de solidarité territoriale s'élèvent en 2025 à 148 M€, soit 61,7% des dépenses d'équipement de la Collectivité. Elles sont en baisse de 21,6 M€ par rapport à 2024 (-12,7%).

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Infrastructures et réseaux	82,0	69,6	-12,3	-15,1%
Projets stratégiques co-financés	2,4	1,6	-0,8	-33,3%
Développement territorial et cadre de vie	15,3	16,9	+1,6	+10,6%
Culture	9,1	5,6	-3,5	-38,8%
Aide aux territoires	56,8	50,3	-6,5	-11,5%
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)	4,0	4,0	0,0	0,0%
Solidarité territoriale	169,6	148,0	-21,6	-12,7%

Les dépenses d'infrastructures et réseaux, correspondant pour l'essentiel aux dépenses de voirie, s'élèvent à 69,6 M€. Elles intègrent la fin des travaux du contournement de Valenciennes (10,5 M€ pour la section Ouest) inaugurée en mars 2025, ainsi que le démarrage des travaux sur la RD 642 (7,9 M€). Par ailleurs, plusieurs opérations d'aménagement ont été réalisées en 2025, telles que le giratoire d'accès à la zone d'activités d'Auby ou encore la requalification de la RD 28 à Maubeuge.

Le Département poursuit également les travaux d'entretien de la voirie avec un budget de 22,9 M€, ainsi que l'entretien des ouvrages d'art pour un montant de 5,1 M€, garantissant le maintien en état optimal du réseau routier départemental.

Des projets importants de voies nouvelles ont également été menés en 2025 pour 3,5 M€, tel que l'échangeur de Lambres-lez-Douai inauguré en mars 2025.

Les projets stratégiques cofinancés (1,6 M€) correspondent au soutien au SMTHD à hauteur de 906,4 K€ et au début du paiement des opérations de travaux du CSNE pour un montant de 705 K€. En 2025, ces dépenses traduisent la poursuite des raccordements au réseau Très Haut Débit et la consolidation des infrastructures existantes pour le SMTHD, ainsi que l'entrée dans une phase plus opérationnelle du CSNE, marquée par une montée en charge progressive des travaux.

Les dépenses relatives au développement territorial s'élèvent à 16,9 M€. Elles comprennent notamment la politique de l'Habitat pour 6 M€, avec une augmentation significative de la subvention à Partenord Habitat (4,4 M€ contre 2 M€ en 2024). Cette évolution, de nature conjoncturelle, s'explique par la mobilisation de crédits disponibles sur d'autres lignes afin de financer des opérations engagées pour le compte de l'Office public départemental.

Les travaux connexes des aménagements fonciers de Socx et Obrechies délibérés en 2024, ont connu leurs premiers paiements en 2025 (207 K€) alors que le dispositif Pass AgriFilière a poursuivi sa montée en puissance avec 143 K€ de paiements en 2025 contre 48 K€ en 2024.

Enfin, le Département investit en 2025 dans la politique cyclable pour un montant de 5,3 M€ contre 4,8 M€ en 2024 avec la poursuite de l'opération cyclable le long de la RD 953 Beuvry-Orchies (achèvement prévu en 2026) et l'aménagement cyclable le long de la RD 40 à Maing, Trith-Saint-Léger et Aulnoy-Lez-Valenciennes.

Les dépenses d'investissement dédiées à la culture s'élèvent en 2025 à 5,6 M€. Ce budget est en baisse de 3,5 M€ (-38,8%) par rapport à 2024. Cette baisse s'explique par la fin des travaux du Musée Matisse qui a été inauguré à l'automne 2024 (6,2 M€ en 2024 contre 768,2 K€ en 2025). En 2025, les investissements ont notamment porté sur la rénovation du planétarium du Forum des sciences de Villeneuve d'Ascq à hauteur de 1,9 M€. Le Département a également poursuivi ses interventions sur les équipements culturels, avec notamment 609,5 K€ consacrés aux archives départementales et 255,7 K€ au forum antique de Bavay.

En 2025, le budget consacré à l'aide aux territoires atteint 50,3 M€. Ces aides intègrent notamment les dispositifs suivants :

- Aide Départementale aux Villages et Bourgs (ADVB)¹³ : 23,5 M€ ;
- ADVB « voirie communale » : 2,8 M€ ;
- ADVB « Energie et fluides » : 1,3 M€ ;

¹³ L'Aide Départementale aux Villages et Bourgs (ADVB) est destinée aux Communes de moins de 5 000 habitants.

- PTS¹⁴ : 20,3 M€.

À titre d'illustration, le Département a notamment soutenu la création d'un groupe scolaire dans le quartier de la Briquette à Marly (PTS 2023), pour un montant de subvention de 1,7 M€, dont 150 K€ au titre du Bonus Nord Durable (végétalisation, désimperméabilisation des sols et production d'énergies renouvelables en autoconsommation), sur un projet global de 12,2 M€, soldé à 100% en décembre 2025.

Enfin, conformément à la convention partenariale, la participation du Département au SDIS en 2025 est de 4 M€, stable par rapport à l'année 2024.

6.2 LES DEPENSES DEDIEES AUX SOLIDARITES HUMAINES

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Enfance, famille et jeunesse	1,7	1,1	-0,6	-34,4%
Actions d'insertion	0,0	0,0	0,0	-
Personnes âgées	2,0	2,3	+0,3	+15,0%
Personnes en situation de handicap	0,1	0,8	+0,7	+940,7%
Actions de santé	0,5	1,1	+0,6	+125,8%
Collégiens	74,3	57,6	-16,7	-22,5%
Offre de soins	0,3	0,3	+0,1	+29,6%
Solidarité humaine	78,9	63,2	-15,6	-19,8%

Les dépenses d'investissement dédiées aux solidarités humaines s'élèvent en 2025 à 63,2 M€, contre 78,9 M€ en 2024 (-15,6 M€ ; -19,8%).

Cette politique est essentiellement portée par les investissements dans les collèges, notamment les constructions et rénovations de bâtiments. Les dépenses relatives au secteur Collégiens s'élèvent à 57,6 M€ en 2025 (-22,5% par rapport à 2024).

La baisse constatée s'explique en partie par la fin des travaux de construction du collège Robert Badinter à Cambrai (-11,8 M€ entre 2024 et 2025). Les investissements pour l'année 2025 concernent notamment la réhabilitation du collège Maxence Van Der Meersch à Mouvaux (6,6 M€) et la reconstruction du collège Fernande Benoist à Hazebrouck (2,6 M€).

Les autres dépenses dédiées aux collèges comprennent principalement :

- la maintenance - Gros Entretien et Renouvellement (GER) des bâtiments, pour un montant total de 39,7 M€ ;
- le dispositif collèges numériques, pour 2,2 M€, qui permet notamment d'équiper les établissements en outils numériques performants.

Par ailleurs, au sein de la politique de la solidarité humaine, 4,2 M€ de subventions sont consacrés aux secteurs des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de l'Enfance, Famille, Jeunesse, notamment pour des travaux bâtimentaires. Les réalisations s'élèvent pour ces trois secteurs à 4,2 M€, soit une augmentation de 10,4% (+392,5 K€) par rapport à 2024.

Concernant le secteur de la santé, 2025 marque la mise en service complète du Camion Nord Santé. Celui-ci est équipé d'un mammographe, d'un échographe et de deux cabinets médicaux permettant de réaliser les dépistages du cancer du sein et du col de l'utérus. Au cours des deux premiers mois d'activité, 281 patientes ont été reçues.

¹⁴ Le dispositif PTS permet d'accompagner les projets de dimension intercommunale portés par les territoires et répondant aux grands enjeux stratégiques locaux.

6.3 LES DEPENSES RELATIVES AUX FONCTIONS SUPPORTS

En millions d'€	CA 2024	CA 2025	Evolution	
Finances	0,0	0,1	+0,1	-
Moyens généraux de l'administration	2,5	2,4	-0,1	-3,1%
Patrimoine départemental	13,6	9,8	-3,8	-28,1%
Systèmes d'information et e-administration	22,0	16,2	-5,8	-26,5%
Moyens RH	0,3	0,2	-0,1	-48,0%
Finances et moyens généraux	38,4	28,5	-9,8	-25,6%

Les dépenses d'investissement des fonctions supports (28,5 M€ en 2025) sont en baisse de 9,8 M€ par rapport à 2024 (-25,6%).

Cette baisse concerne particulièrement les systèmes d'information et e-administration (-5,8 M€) ainsi que le patrimoine départemental (-3,8 M€).

La majorité des dépenses des fonctions supports concerne les dépenses sur les systèmes d'information et e-administration. 16,2 M€ y sont consacrés. Ces dépenses sont notamment fléchées sur l'infrastructure de production (3 M€), les matériels des postes de travail (4,6 M€), les centres de services (2,9 M€), la sécurité du système informatique (1,2 M€) et le maintien en conditions opérationnelles des solutions existantes et des nouvelles évolutions des applications du système d'information (4 M€).

Les dépenses relatives au patrimoine départemental (9,8 M€) comprennent les dépenses de GER (7,7 M€) et les grosses opérations de construction ou reconstruction (2,1 M€). La baisse globale de ce secteur provient notamment de la fin des travaux de regroupement des services de Douai (409,8 K€ en 2025 contre 1,7 M€ en 2024, soit -1,3 M€) et de la fin des travaux sur l'Établissement Public Départemental pour Soutenir, Accompagner et Éduquer (EPDSAE) de Bauvin qui passent de 2,6 M€ en 2024 à 1,1 M€ en 2025 (-1,5 M€).

Les autres dépenses d'administration générale (finances, moyens généraux, ressources humaines) sont stables par rapport à 2024. Elles portent par exemple sur la santé au travail (0,1 M€) ou sur l'achat de véhicules (2 M€).

6.4 LE DEVELOPPEMENT DURABLE : DES DEPENSES REpondant AUX ENJEUX D'AVENIR DANS TOUTES LEURS DIMENSIONS (ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE, ECONOMIQUE)

Le Département du Nord a défini, dès 2019, sa stratégie de transition écologique et solidaire dénommée «Nord durable».

En 2025, le volet interne de l'administration durable a été restructuré en 4 axes intégrant 12 engagements constitués de 59 actions. L'actualisation du volet externe, relatifs aux politiques publiques, identifie par ailleurs des actions prioritaires en faveur d'une transition solidaire et décarbonée, de la préservation de la ressource en eau et de la planification écologique.

6.4.1 Une administration en transition vers un fonctionnement plus durable

En matière de mobilité, le Département a poursuivi sa transition vers des déplacements moins émetteurs de carbone. En 2024, près de 3 000 collaborateurs ont été accompagnés dans cette optique. En 2025, cette démarche est étendue aux agents en territoire, notamment dans les Maisons Nord Solidarités et les Maisons Nord Emploi. Elle s'est traduite par l'achat ou la commande de 144 véhicules électriques ou hybrides, l'acquisition de 168 engins de mobilité douce pour les déplacements de courte distance, ainsi que l'équipement de 58 sites en bornes de recharge, représentant 143 points de charge.

En 2024, 626 salariés ont profité du Forfait Mobilités Durables et 2 123 ont été remboursés pour leurs abonnements de transports en commun. La campagne 2025 est en cours.

La gestion des ressources a également été optimisée. Depuis 2019, la politique d'impression a permis une réduction de 46% des volumes. Depuis 2023, plus de 1800 équipements informatiques ont alimenté une filière de réemploi via Emmaüs Connect, dans une logique d'économie circulaire et d'inclusion numérique. L'outil numérique Citron, a été déployé pour assurer le suivi des consommations d'énergie et contribuer à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Par ailleurs, la mobilisation des collaborateurs autour des enjeux écologiques reste un levier fort. Ainsi, 84% des objectifs annuels de développement durable définis dans les entretiens professionnels ont été atteints ou dépassés. Des formations et animations thématiques ont également été organisées afin de renforcer une dynamique collective et une culture commune.

6.4.2 Des politiques publiques au service de la transition écologique et sociale

Le Département agit avec les territoires à travers dix grands engagements. En 2025, plus de 9,36 millions de repas à base de produits locaux, de saison et de qualité ont été servis dans les collèges (soit 5,5 M€ injectés dans l'économie agricole), et 162 établissements ont été labellisés « Ici je mange local ».

Dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique, 408 foyers ont bénéficié d'une aide. Le Département a accordé une subvention de 1,4 M€, pour un montant total de travaux s'élevant à 10,1 M€.

La préservation de la biodiversité reste une priorité, avec 90 759 arbres plantés ou subventionnés sur le territoire en 2025. Elle s'accompagne également d'actions de sensibilisation et de soutien aux pratiques durables, telles que l'accompagnement à la création de 8 jardins familiaux ou partagés et la distribution de 53 kits potagers dans les collèges.

Afin d'accompagner les territoires dans la mise en place de ces ambitions écologiques, en complément de ses financements ADVB et PTS, le Bonus Nord Durable (BND) valorise et récompense les projets intégrant des critères environnementaux ambitieux. Entre 2022 et 2025, 340 projets ADVB et PTS ont bénéficié de subventions à hauteur de 96,2 M€ dont 7,6 M€ de BND.

Le Département étend également les ambitions de Nord durable en le complétant d'un volet adaptation pour préparer l'avenir du territoire. Lauréat des projets Climaax et Pathways 2 resilience, du programme de recherche et d'innovation Horizon Europe, le Département bénéficie d'une reconnaissance européenne exceptionnelle qui renforce la crédibilité et l'ambition de sa transition écologique. Soutenus financièrement par l'Europe, respectivement à hauteur de 261 K€ et 210 K€, ces projets fourniront des outils solides pour analyser les risques climatiques, élaborer un plan d'adaptation et faire évoluer ses politiques publiques en conséquence par des actions concrètes et opérationnelles.

Ainsi, le Département confirme son engagement pour une transition écologique ambitieuse, solidaire et ancrée dans les réalités locales, tant dans son fonctionnement interne que dans son action territoriale.

7. CONCLUSION

Depuis plusieurs années, le Département du Nord, comme de nombreuses collectivités de même strate, fait face à des tensions financières croissantes, qui rendent l'exécution budgétaire particulièrement complexe.

Ce constat est souligné par la Cour des Comptes dans son fascicule n°1 sur les Finances publiques locales de 2025 : « *il est peu rationnel que des recettes aussi cycliques et volatiles [...] contribuent au financement de dépenses aussi rigides et évolutives que les dépenses sociales* ». Parmi les collectivités territoriales, l'échelon départemental est particulièrement exposé, en raison de la nature de ses dépenses structurellement haussières et d'un panier de recettes contracycliques inadapté (TVA, DMTO, etc.).

Malgré l'absence d'effet ciseaux en fonctionnement en 2025, la situation financière du Département du Nord demeure extrêmement fragile. En effet, le résultat présente un déficit de 13 M€.

De plus, le contexte économique et politique, national et international, incite à la prudence pour les années à venir.

Enfin, et plus globalement, les modalités de financement des Départements restent inadaptées. L'adoption d'une loi de programmation des finances publiques locales contribuerait à renforcer la solidité financière des collectivités et des politiques dont elles ont la charge. À ces conditions, le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales pourrait à nouveau être garanti.

Les Départements, dont le Nord, se mobilisent pour demander que soit engagé un travail partenarial avec l'État afin de leur redonner la capacité d'assurer le financement de l'ensemble de leurs compétences, en rétablissant un lien direct entre fiscalité et démocratie locale, corollaire d'une décentralisation réussie. Ils appellent également à la sécurisation d'un socle de recettes robustes et moins volatiles, cohérent avec les politiques publiques qu'ils mettent en œuvre. Faute de financements adaptés, le risque de renoncement à certaines politiques pourtant essentielles continuera de se renforcer.

Dans l'attente de ces réformes, le Département du Nord reste pleinement mobilisé au service des Nordistes et des territoires comme en témoigne l'exécution budgétaire de l'année 2025.

ANNEXE 1-1 : Présentation brève et synthétique **(du Compte Administratif du budget principal)**

Conformément à l'article L.3313-1 du Code général des collectivités territoriales dans sa rédaction applicable à l'exercice budgétaire 2025, une présentation brève et synthétique exposant les informations financières essentielles est jointe au Compte Administratif.

Le Compte Administratif retrace les dépenses et recettes exécutées au cours de l'exercice. Elaboré par l'ordonnateur, il doit correspondre au compte de gestion établi parallèlement par le comptable de la Collectivité.

Ce « bilan financier » se compose de deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Epargne de gestion : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement (épargne de gestion – charges d'intérêts). Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Epargne nette : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

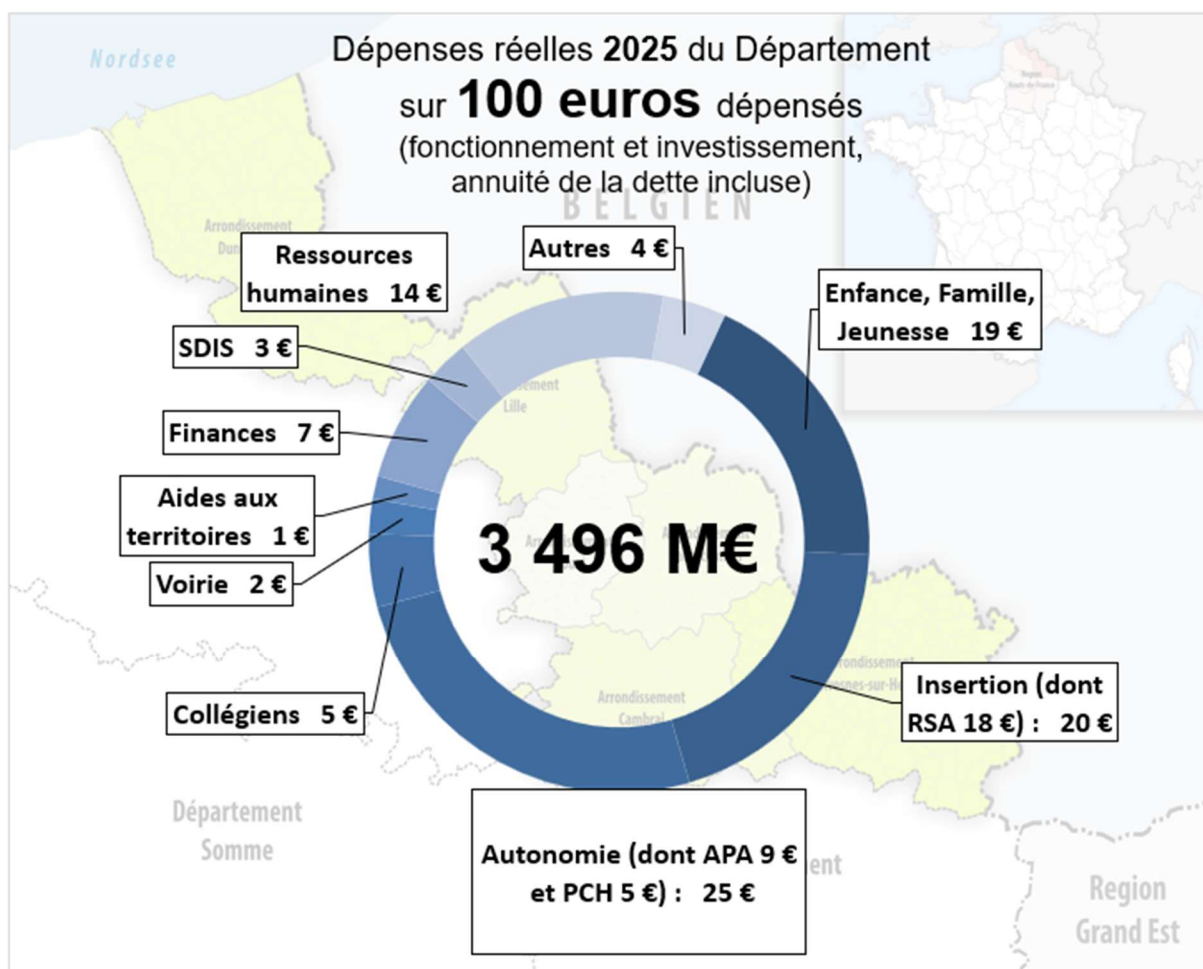
		Recettes	Dépenses
FONCTIONNEMENT	TOTAL	3 316 M€	3 314 M€
	Réel	3 293 M€	3 120 M€
	Interêts		31 M€
	Hors interêts	3 293 M€	3 089 M€
	Ordre	23 M€	194 M€
INVESTISSEMENT	TOTAL	439 M€	438 M€
	Réel	206 M€	375 M€
	Capital de dette	145 M€	135 M€
	Hors dette	61 M€	240 M€
	Ordre	234 M€	63 M€
TOTAL		3 755 M€	3 752 M€
Réel		3 498 M€	3 496 M€
Réel hors dette		3 354 M€	3 329 M€
Ordre		257 M€	257 M€
Epargne de gestion		204 M€	
Epargne brute		172 M€	
Epargne nette		37 M€	

I – Les dépenses

Les dépenses réelles du Département (hors résultats reportés et gestion active de la dette) s'élèvent en 2025 à **3 495,6 M€**. Elles sont en diminution de 4,3 M€ (-0,1%) par rapport à 2024.

Les principales dépenses réelles du Département se décomposent comme suit :

- **Section d'investissement (375,1 M€)**, dont 239,8 M€ de dépenses réelles d'équipement et 135,3 M€ de remboursement du capital de la dette.
- **Section de fonctionnement (3 120,4 M€) :**
 - Dépenses au titre des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) : 1 098,9 M€, soit 35,2% des dépenses réelles de fonctionnement, dont :
 - 623,5 M€ pour le Revenu de Solidarité Active (RSA) ;
 - 316,7 M€ pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
 - 158,6 M€ pour la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).
 - Versement des intérêts de la dette : 31,2 M€ ;
 - Masse salariale (hors assistants familiaux, Maisons Nord Santé, laboratoire départemental public, élus et vacataires) : 470,1 M€.

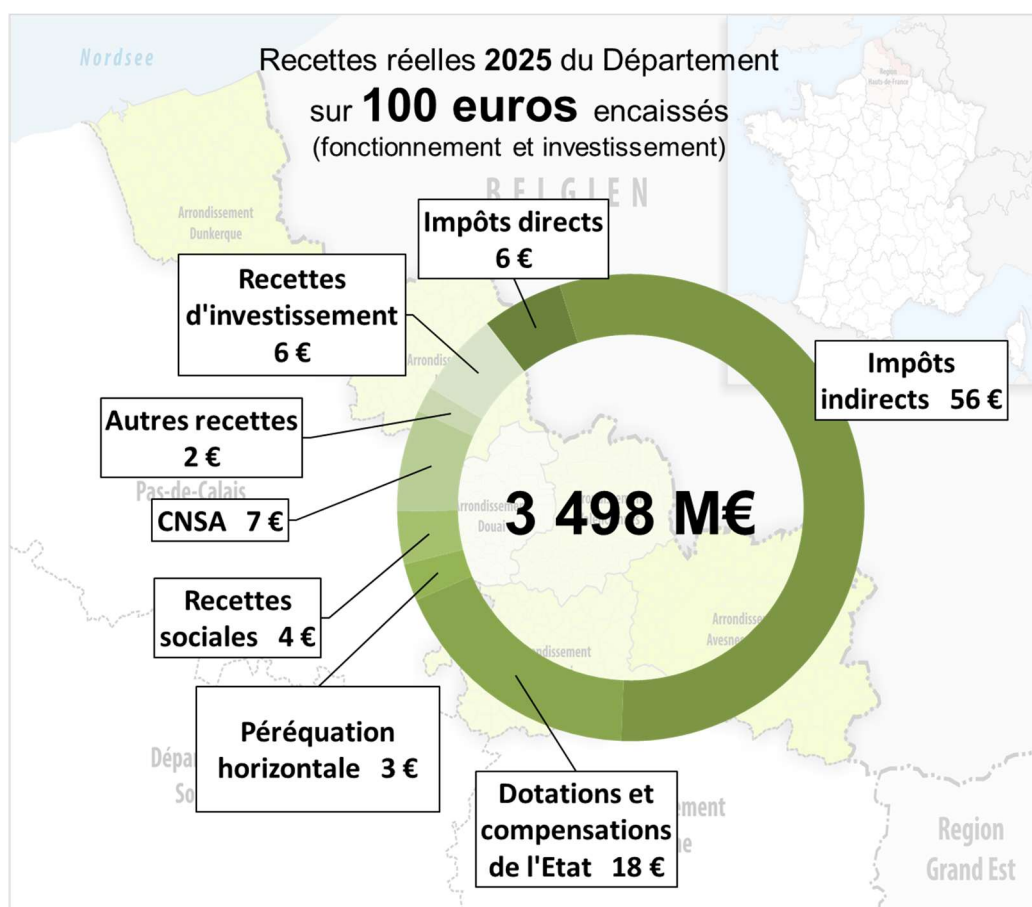


II – Les recettes

Les recettes réelles du Département (hors résultats reportés) s'élèvent en 2025 à **3 498,4 M€**. Elles sont en augmentation de 125,4 M€ (+3,7%) par rapport à 2024.

Les principales recettes réelles du Département se décomposent comme suit :

- **Section d'investissement (205,6 M€) dont :**
 - Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) : 33,2 M€ ;
 - Dotations de l'Etat :
 - Dotation Départementale d'Equipement des Collèges (DDEC) : 13 M€ ;
 - Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID) : 3,7 M€.
 - Emprunt : 144,8 M€.
- **Section de fonctionnement (3 292,8 M€) dont :**
 - Taxe sur la Valeur Ajoutée (part CVAE)¹ : 176,5 M€ ;
 - Taxe sur la Valeur Ajoutée (part TFPB)² : 543 M€ ;
 - Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) : 386,6 M€ ;
 - Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : 504,5 M€ ;
 - Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) : 355,1 M€ ;
 - Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) : 451,4 M€.

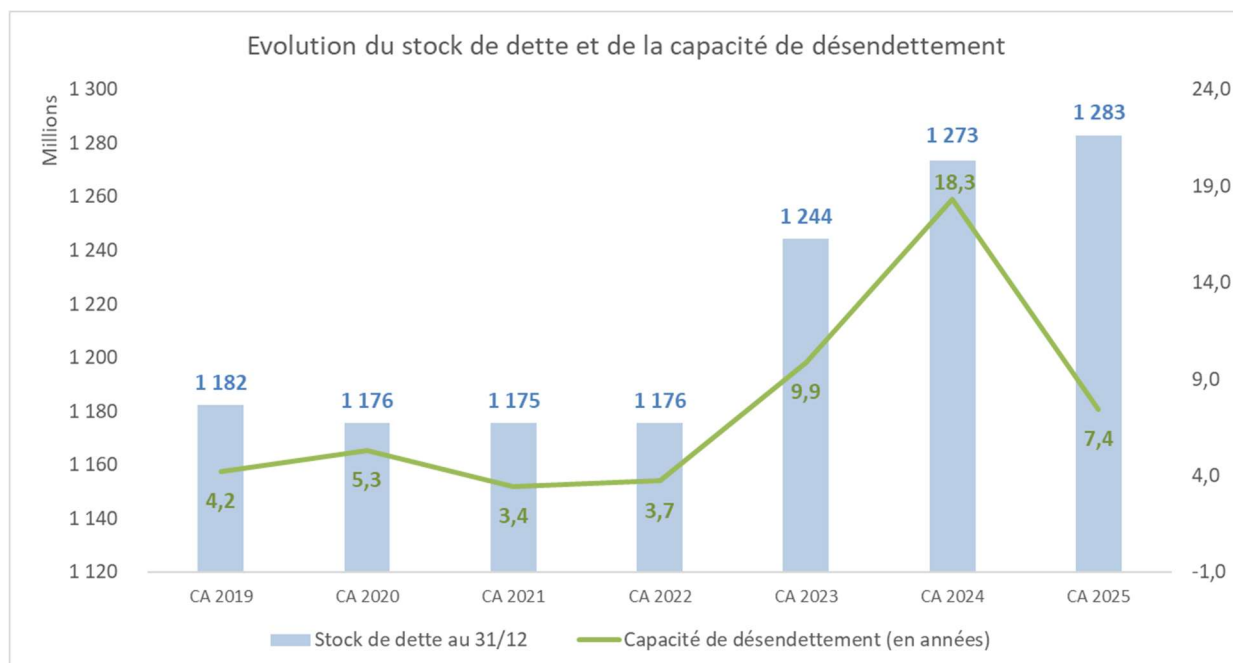


¹ La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été remplacée en 2023 par une fraction de TVA dont le montant est repris au sein de la fiscalité indirecte.

² Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

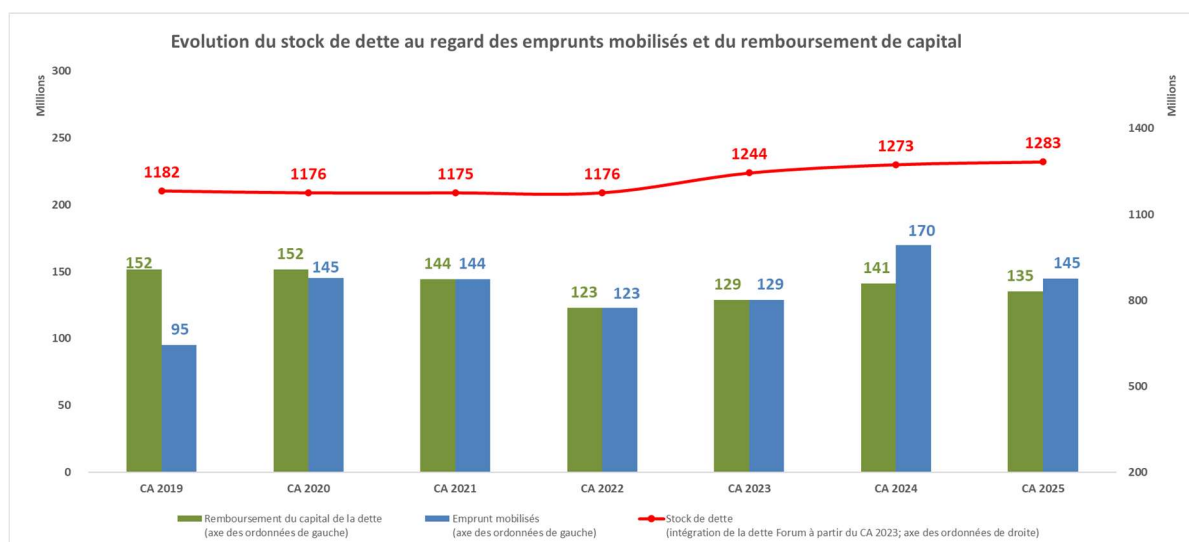
III – L'endettement

Au 31 décembre 2025, la dette du Département s'élève à 1 282,9 M€, soit une hausse de 9,4 M€ par rapport à l'année 2024 (+0,7%). Conjuguée à un meilleur autofinancement, la capacité de désendettement passe de 18,3 années en 2024 à 7,4 années en 2025, ce qui constitue une amélioration majeure.



Entre 2019 et 2022, le Département maintient une dette quasiment stable, avec une légère baisse de 0,6%.

A partir de 2023, la Collectivité se réendette afin de conserver un niveau d'investissement³ maîtrisé (457,3 M€ en 2023, 427,7 M€ en 2024 et 375,1 M€ en 2025). 69 M€ portent sur la dette liée au nouveau Forum.



³ Dépenses d'équipement plus remboursement du capital de la dette.

Compte Administratif 2025

Section de fonctionnement

Dépenses
3 314 M€

Dépenses de personnel
617 M€

Charges financières
36 M€

Autres dépenses de
fonctionnement
2 467 M€

Dépenses d'ordre de
fonctionnement
194 M€

**Dépenses réelles de
fonctionnement**
3 120 M€

**Recettes réelles de
fonctionnement**
3 293 M€

Recettes
3 316 M€

Fiscalité directe
197 M€

Fiscalité indirecte
1 945 M€

Dotations et participations
625 M€

Autres recettes de
fonctionnement
527 M€

Recettes d'ordre de
fonctionnement
23 M€

**Capacité
d'autofinancement
(épargne brute) (1)**
172 M€

+

Résultat propre 2025 (3)
3 M€

+

Report de l'exercice 2024
-16 M€

=

Résultat cumulé 2025
-13 M€

**Report de la section de
fonctionnement (compte 002) (4)**
17 M€ - 17 M€ = 0 M€

+

Section d'investissement

Dépenses
438 M€

Dépenses d'équipement
240 M€

Remboursement en capital
des emprunts
135 M€

Dépenses d'ordre
d'investissement
63 M€

**Dépenses réelles
d'investissement**
375 M€

**Recettes réelles
d'investissement**
206 M€
**(Hors excédent de
fonctionnement
capitalisé)**

Besoin de financement (2)
170 M€

-

**Report de la section
d'investissement (compte 001)**
-33 M€

-

Recettes
439 M€

Dotations
17 M€

FCTVA
33 M€

Recettes diverses
11 M€

Emprunts
145 M€

Recettes d'ordre
d'investissement
234 M€

**Excédent de fonctionnement
capitalisé (compte 1068)**
17 M€

+

- (1) Recettes réelles de fonctionnement n – Dépenses réelles de fonctionnement n
- (2) Recettes réelles d'investissement n (hors excédent de fonctionnement capitalisé) – Dépenses réelles d'investissement n
- (3) Résultat réel de fonctionnement n (capacité d'autofinancement) + Résultat réel d'investissement n (besoin de financement)
- (4) Reprise du résultat de l'exercice $n-1$. Le report correspond à la différence entre l'excédent de fonctionnement $n-1$ et l'excédent de fonctionnement capitalisé (compte 1068). L'excédent de fonctionnement $n-1$ doit obligatoirement être affecté, lors du budget supplémentaire, à la couverture du déficit d'investissement (besoin de financement) $n-1$ (compte 001). Le reliquat de l'excédent de la section de fonctionnement (excédent de fonctionnement $n-1$ – couverture obligatoire du déficit d'investissement $n-1$) peut être conservé en section de fonctionnement (compte 002) ou être également affecté en section d'investissement (compte 1068). En l'espèce, il permet de couvrir en partie le déficit d'investissement.

ANNEXE 1-3 : Les réalisations des crédits votés et les étapes budgétaires

Les taux de réalisation en 2025 par rapport au Budget Primitif (BP) sont 100,1% en dépenses de fonctionnement et de 93% en investissement.

	BP 2025	CO 2025	CA 2025	Taux de réalisation / BP	Taux de réalisation / CO
Recettes de fonctionnement	3 285 126 579 €	3 327 553 508 €	3 292 837 216 €	100,2%	99,0%
Dépenses de fonctionnement	3 116 126 579 €	3 149 516 965 €	3 120 445 939 €	100,1%	99,1%
<i>Intérêts</i>	33 300 000 €	33 240 000 €	31 166 150 €	93,6%	93,8%
<i>Hors intérêts</i>	3 082 826 579 €	3 116 276 965 €	3 089 279 789 €	100,2%	99,1%
<i>Hors intérêts et RSA</i>	2 462 826 579 €	2 485 276 965 €	2 465 761 212 €	100,1%	99,2%
Recettes d'investissement	234 300 000 €	240 445 000 €	205 565 246 €	87,7%	85,5%
<i>Emprunts</i>	171 706 953 €	171 706 953 €	144 781 627 €	84,3%	84,3%
<i>Hors emprunts</i>	62 593 047 €	68 738 047 €	60 783 619 €	97,1%	88,4%
<i>Hors emprunts, hors cessions (au CA)</i>	60 593 047 €	66 738 047 €	60 783 619 €	100,3%	91,1%
Dépenses d'investissement	403 300 000 €	402 658 647 €	375 136 198 €	93,0%	93,2%
<i>Capital de la dette</i>	138 300 000 €	137 422 560 €	135 349 072 €	97,9%	98,5%
<i>Hors capital de la dette</i>	265 000 000 €	265 236 087 €	239 787 126 €	90,5%	90,4%

Mouvements réels, hors gestion active de la dette et hors résultats reportés

Les recettes de fonctionnement ont été réalisées à 100,2% par rapport au BP 2025.

Les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 100,1% par rapport au BP 2025. Les crédits complémentaires inscrits en cours d'année concernent essentiellement des dépenses sociales (+4,5 M€ par rapport au BP).

Les dépenses d'investissement hors dette affichent un taux de réalisation de 90,5% par rapport au BP, soit un niveau d'exécution budgétaire élevé.

Les recettes d'investissement hors emprunts et cessions immobilières¹ ont été réalisées à 100,3% par rapport au BP.

Des mouvements en cours d'année ont été réalisés pour adapter l'action de la Collectivité aux politiques prioritaires du Département. Différentes décisions budgétaires ont été votées à cet effet.

Voté le 13 octobre 2025, le Budget Supplémentaire (BS) intègre une actualisation des recettes nettes de 20,3 M€ avec notamment :

- Dispositif de Compensation Péréqué (DCP) : +6,3 M€ (le DCP est une nouvelle recette de fonctionnement devant permettre aux départements d'aider à financer les allocations individuelles de solidarité) ;
- Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) : -0,3 M€ sur la recette de fonctionnement et +6,1 M€ sur la recette d'investissement ;
- Fonds de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FPDMTO) : -0,6 M€ sur la recette (fonctionnement) et +2,5 M€ sur le prélèvement (dépense de fonctionnement).

Par ailleurs, le BS prend en compte la fusion des concours Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et Prestation de Compensation du Handicap (PCH) de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), avec une augmentation de ces recettes de +10 M€ par rapport au BP.

¹ Les cessions sont prévues en recettes d'investissement au BP mais sont exécutées en recettes de fonctionnement au CA.

De plus, le tirage de recettes de dessaisissements des juridictions entre départements pour la prise en charge des enfants de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) est réévalué pour +1,2 M€, provenant de reliquats d'années antérieures.

Le BS permet également de financer les inscriptions budgétaires en fonctionnement, à hauteur de 4,5 M€ pour diverses actions sociales.

Le BS intègre des redéploiements entre chapitres, nécessaires au vu de l'exécution à mi-année du budget 2025. Ces redéploiements concernent en majorité les crédits relatifs à la paie en fonctionnement et sont sans incidence sur l'équilibre budgétaire de chaque section.

Ainsi, en dépenses de fonctionnement, des ajustements à la baisse sur les fluides (-0,6 M€), les Maisons Nord Santé (-0,8 M€), ou l'entretien des collèges (-0,5 M€), l'APA (-1,5 M€), permettent notamment de réabonder l'accueil en établissement des personnes âgées (+1,5 M€), les déplacements et missions des agents (+0,5 M€) et le gardiennage des locaux (+0,3 M€).

En dépenses d'investissement, des ajustements de planning de travaux ont permis de réévaluer à la baisse ou à la hausse les crédits de paiements sur des opérations telles que le collège Fernande Benoist à Hazebrouck (-1,5 M€), le collège Rouges Barres à Marcq-en-Baroeul (+1,5 M€), la Maison Nord Solidarité de Condé-sur-l'Escaut (-0,5 M€), l'Etablissement Départemental pour Soutenir, Accompagner, Eduquer (EPDSAE) Monceau-Saint-Waast (-0,5 M€), les matériels dans les collèges (-0,2 M€), l'EPDSAE de Bauvin (-0,1 M€), la subvention Partenord (+1,2 M€) ou la subvention au SDIS (+2 M€).

Le résultat de fonctionnement cumulé intégrant le résultat reporté de 2024 (16,8 M€) a été entièrement affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement (32,6 M€).

La Décision Modificative N°1 (DM1) a été adoptée le 8 décembre 2025. Elle visait à valider quelques ajustements budgétaires sur l'exercice 2025 et à permettre de prendre les mesures nécessaires à l'exécution du budget 2026 dès le 1er janvier 2026.

Le tableau ci-dessous rappelle les inscriptions budgétaires de l'exercice 2025 (mouvements réels et d'ordre, y compris gestion active de la dette et résultats reportés) :

		Fonctionnement		Investissement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
BP 2025	Réel	3 285 126 579,00 €	3 116 126 579,00 €	334 300 000,00 €	503 300 000,00 €
	Ordre	21 000 000,00 €	190 000 000,00 €	235 000 000,00 €	66 000 000,00 €
	Total général	3 306 126 579,00 €	3 306 126 579,00 €	569 300 000,00 €	569 300 000,00 €
BS	Réel	16 672 896,24 €	6 995 000,00 €	22 967 887,77 €	32 645 783,01 €
	Ordre	0,00 €	9 677 896,24 €	9 677 896,24 €	0,00 €
	Total général	16 672 896,24 €	16 672 896,24 €	32 645 784,01 €	32 645 783,01 €
DM 1	Réel	25 754 033,00 €	26 395 386,00 €	0,00 €	-641 353,00 €
	Ordre	0,00 €	-641 353,00 €	-641 353,00 €	0,00 €
	Total général	25 754 033,00 €	25 754 033,00 €	-641 353,00 €	-641 353,00 €
Crédits votés 2025	Réel	3 327 553 508,24 €	3 149 516 965,00 €	357 267 887,77 €	535 304 430,01 €
	Ordre	21 000 000,00 €	199 036 543,24 €	244 036 543,24 €	66 000 000,00 €
	Total général	3 348 553 508,24 €	3 348 553 508,24 €	601 304 431,01 €	601 304 430,01 €

Annexe 3 : COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - REPARTITION PAR CHAPITRE - BUDGET PRINCIPAL

Fonctionnement

Chapitre	Libellé chapitre	Dépense	Recette
930	SERVICES GENERAUX	154 828 127,92	25 560 331,06
931	SECURITE	101 500 000,00	
932	ENSEIGNEMENT	170 474 563,79	6 711 195,50
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	32 831 419,38	2 356 927,56
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	90 229 597,26	7 061 002,07
935	ACTION SOCIALE (HORS 9354 RMI, HORS 9355 APA ET HORS 9356 RSA)	1 440 945 975,82	146 920 206,04
9354	REVENU MINIMUM D'INSERTION	161 398,39	
9355	PERSONNES DEPENDANTES (APA)	336 396 125,18	178 338 320,18
9356	REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	655 271 524,57	50 069 095,83
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	63 618 039,62	2 639 976,89
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	7 259 888,13	7 083 148,87
939	DEVELOPPEMENT	4 024 834,12	273 339,01
940	IMPOSITIONS DIRECTES	0,04	196 803 322,00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	24 925 506,00	2 029 498 348,92
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		624 659 202,61
943	OPERATIONS FINANCIERES	37 066 355,92	3 855 006,07
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	912 582,51	7 793,50
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES		11 000 000,00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	193 975 546,05	22 990 811,61
	TOTAL	3 314 421 484,70	3 315 828 027,72

Investissement

Chapitre	Libellé chapitre	Dépense	Recette
900	SERVICES GENERAUX	19 607 131,13	61 347,85
902	ENSEIGNEMENT	54 612 135,47	17 641 720,82
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	5 371 259,56	447 389,58
904	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	1 430 695,65	123 326,00
905	ACTION SOCIALE (HORS 9054 RMI ET HORS 9056 RSA)	7 485 955,98	1 053 851,72
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	77 838 653,42	6 591 986,48
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	3 087 683,77	506 523,45
909	DEVELOPPEMENT	624 266,37	5 400,00
911	SECURITE	4 000 000,00	
912	ENSEIGNEMENT	3 024 175,11	93 308,81
913	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	463 340,04	
914	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	82 774,70	
915	ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI ET HORS 9156 RSA)	3 973 328,65	682 485,91
916	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	607 402,69	
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	54 544 370,17	282 109,30
919	DEVELOPPEMENT	902 040,06	
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		33 190 403,69
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	137 309 200,71	161 708 280,34
92410	Remembrements effectués d'office pour le compte de tiers	171 784,57	
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	39 938 782,50	39 938 782,50
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	22 990 811,61	193 975 546,05
954	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)		0,00
	TOTAL	438 065 792,16	456 302 462,50

Annexe 4

Département du Nord - Budget principal - CA - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES	C2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	0,00
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES		C3

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Le 21/04/2026

Par procuration



Sébastien FERRO
Inspecteur des Finances Publiques

Annexe 5

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2020	28481		50,00	41,94	13/09/2024	63
2019	6610		50,00	50,00	13/09/2024	63
2019	5310		50,00	15,00	13/09/2024	63
2019	38463		50,00	50,00	13/09/2024	63
2019	45669		50,00	50,00	13/09/2024	63
2019	40931		50,00	50,00	13/09/2024	63
2020	5943		50,00	50,00	13/09/2024	63
2020	23408		50,00	50,00	13/09/2024	63
2020	10573		50,00	50,00	13/09/2024	63
2020	17482		50,00	50,00	13/09/2024	63
2020	21225		50,00	50,00	13/09/2024	63
2020	14066		50,00	50,00	13/09/2024	63
2020	3670		50,00	50,00	13/09/2024	63
2019	12326		200,00	185,00	13/09/2024	63
2020	22818		236,26	236,26	13/09/2024	63
2020	23020		272,00	272,00	13/09/2024	63
2014	2084940232	3708	321,08	321,08	13/09/2024	63
2014	2084941332	3709	321,08	321,08	13/09/2024	63
2014	2084941732	3713	321,08	321,08	13/09/2024	63
2014	2084941532	3710	321,08	321,08	13/09/2024	63
2014	2084940832	3711	321,08	321,08	13/09/2024	63
2014	2084940032	3714	321,08	321,08	13/09/2024	63
2014	2084940532	3707	321,08	108,15	13/09/2024	63
2018	36538		800,00	164,69	13/09/2024	63
2018	36537		1 500,00	1 453,12	13/09/2024	63
2015	39182		341,81	341,81	13/09/2024	64
2016	8168		450,00	450,00	13/09/2024	64
2018	8336		472,37	472,37	13/09/2024	64
2021	7591		510,06	410,60	13/09/2024	64
2022	13067		563,75	563,75	13/09/2024	64
2021	7657		651,60	651,60	13/09/2024	64
2023	32208		692,51	692,51	13/09/2024	64
2016	37409		816,61	482,60	13/09/2024	64
2016	37293		1 058,21	624,76	13/09/2024	64
2018	45092		1 155,97	1 155,97	13/09/2024	64
2015	22129		1 360,83	1 244,82	13/09/2024	64
2015	22125		1 407,39	1 287,40	13/09/2024	64
2015	22117		1 461,39	1 336,79	13/09/2024	64
2014	40200		1 500,00	120,00	13/09/2024	64
2015	22124		1 514,35	1 385,24	13/09/2024	64
2015	22126		1 587,39	1 452,50	13/09/2024	64
2023	7311		2 340,00	940,00	13/09/2024	64

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2021	19411		2 656,13	2 656,13	13/09/2024	64
2019	183		3 916,41	1 919,81	13/09/2024	64
2017	42733		5 547,11	4 432,47	13/09/2024	64
2021	38284		91,00	91,00	13/09/2024	65
2019	31725		114,29	114,29	13/09/2024	65
2016	8482		115,00	115,00	13/09/2024	65
2019	31888		193,55	193,55	13/09/2024	65
2020	26058		196,00	196,00	13/09/2024	65
2019	31887		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31569		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31578		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31951		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31973		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31961		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31854		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31734		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31685		200,00	200,00	13/09/2024	65
2019	31846		200,00	200,00	13/09/2024	65
2022	471		270,00	270,00	13/09/2024	65
2020	846		284,00	284,00	13/09/2024	65
2021	498		284,00	284,00	13/09/2024	65
2019	16835		312,00	312,00	13/09/2024	65
2015	22758		529,46	529,46	13/09/2024	65
2022	6144150232	374	565,00	565,00	13/09/2024	65
2019	23657		843,60	443,60	13/09/2024	65
2017	32314		1 175,25	1 175,25	13/09/2024	65
2018	8539		2 000,00	1 750,00	13/09/2024	65
2013	12088		4 420,01	3 322,10	13/09/2024	65
2014	35681		5 197,32	5 197,32	13/09/2024	65
2016	14641		5 371,94	5 371,94	13/09/2024	65
2022	18153		14 709,26	14 709,26	13/09/2024	65
2020	28784		25,81	25,81	13/09/2024	66
2016	25623		50,00	50,00	13/09/2024	66
2016	26783		50,00	50,00	13/09/2024	66
2016	30331		250,00	57,00	13/09/2024	66
2019	3836		150,00	150,00	13/09/2024	66
2017	3657810932	2953	176,30	0,30	13/09/2024	66
2017	3657810232	2952	176,30	0,10	13/09/2024	66
2014	23897		182,27	102,27	13/09/2024	66
2019	20604		200,00	200,00	13/09/2024	66
2020	12960		302,00	153,83	13/09/2024	66
2011	1620		314,88	20,88	13/09/2024	66
2014	12727		425,25	425,25	13/09/2024	66

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2019	23571		716,91	102,39	13/09/2024	66
2019	9082		1 026,00	0,01	13/09/2024	66
2019	25034		1 457,25	1 396,74	13/09/2024	66
2016	39985		3 221,98	260,09	13/09/2024	66
2020	26571		3 336,21	1 307,22	13/09/2024	66
2021	7244		3 557,73	3 557,73	13/09/2024	66
2022	28970		10 899,63	9 899,63	13/09/2024	66
2020	26188		50,00	50,00	13/09/2024	67
2020	229		60,00	60,00	13/09/2024	67
2020	32769		126,40	126,40	13/09/2024	67
2018	20837		150,00	100,00	13/09/2024	67
2020	26190		150,00	150,00	13/09/2024	67
2020	25842		219,35	219,35	13/09/2024	67
2012	18486		232,68	232,68	13/09/2024	67
2019	24024		250,00	250,00	13/09/2024	67
2016	37274		461,26	461,26	13/09/2024	67
2019	20164		484,82	484,82	13/09/2024	67
2023	7110090232	1107	489,94	0,94	13/09/2024	67
2020	32382		517,58	517,58	13/09/2024	67
2010	6380		910,99	910,99	13/09/2024	67
2021	11883		969,66	969,66	13/09/2024	67
2021	11875		985,14	985,14	13/09/2024	67
2022	39229		1 234,62	1 234,62	13/09/2024	67
2016	40554		1 689,21	1 689,21	13/09/2024	67
2019	20213		1 795,02	1 795,02	13/09/2024	67
2019	20144		2 280,87	2 280,87	13/09/2024	67
2017	10465		2 632,58	2 632,58	13/09/2024	67
2020	41571		127,40	8,22	13/09/2024	68
2021	14091		30,00	22,00	13/09/2024	68
2018	3579		25,72	25,72	13/09/2024	68
2020	32442		50,00	50,00	13/09/2024	68
2020	22093		524,27	51,52	13/09/2024	68
2015	9253		204,07	102,04	13/09/2024	68
2021	4242		247,00	31,29	13/09/2024	68
2016	32666		264,93	264,93	13/09/2024	68
2017	33778		300,00	10,70	13/09/2024	68
2018	8536		450,00	450,00	13/09/2024	68
2018	14178		413,10	13,10	13/09/2024	68
2018	8544		1 000,00	20,00	13/09/2024	68
2018	41415		1 470,22	0,02	13/09/2024	68
2010	23216		1 500,00	5,00	13/09/2024	68
2007	12893		1 933,98	1 733,40	13/09/2024	68
2016	14784		2 248,96	35,00	13/09/2024	68

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2016	25242		3 083,38	3 083,28	13/09/2024	68
2008	22261		7 206,77	14,64	13/09/2024	68
2006	21330		8 748,82	7 132,53	13/09/2024	68
2017	28914		30,00	30,00	13/09/2024	69
2023	25158		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	24419		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	25572		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	25571		50,00	0,16	13/09/2024	69
2023	25598		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	25600		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	24497		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	23851		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	24253		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	25159		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	24121		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	23827		50,00	0,18	13/09/2024	69
2023	24472		50,00	0,19	13/09/2024	69
2017	5974		60,00	60,00	13/09/2024	69
2019	32731		150,00	150,00	13/09/2024	69
2019	32249		250,00	250,00	13/09/2024	69
2019	482		300,00	250,00	13/09/2024	69
2019	4299		483,22	483,22	13/09/2024	69
2020	22244		740,28	740,28	13/09/2024	69
2018	3178		16,77	16,77	13/09/2024	70
2020	12412		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	13361		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	24795		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	17543		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	21261		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	37690		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	31917		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	35223		50,00	50,00	13/09/2024	70
2020	27313		50,00	50,00	13/09/2024	70
2018	41296		107,13	107,13	13/09/2024	70
2016	16378		130,00	130,00	13/09/2024	70
2016	21757		130,00	130,00	13/09/2024	70
2016	23392		130,00	130,00	13/09/2024	70
2016	42561		130,00	130,00	13/09/2024	70
2016	35971		130,00	130,00	13/09/2024	70
2016	27786		130,00	130,00	13/09/2024	70
2016	38054		130,00	130,00	13/09/2024	70
2016	32448		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	39399		130,00	130,00	13/09/2024	70

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2017	20614		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	15215		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	11488		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	5327		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	1472		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	24648		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	25621		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	9009		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	29747		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	36591		130,00	130,00	13/09/2024	70
2017	44676		130,00	130,00	13/09/2024	70
2020	26406		173,80	173,80	13/09/2024	70
2016	3657		400,00	250,00	13/09/2024	70
2020	22783		6 133,85	6 059,02	13/09/2024	70
2020	741		77,00	0,10	13/09/2024	71
2021	570		180,00	180,00	13/09/2024	71
2023	26541		233,32	0,03	13/09/2024	71
2023	21803		336,00	336,00	13/09/2024	71
2023	23179		359,12	359,12	13/09/2024	71
2016	11987		400,00	400,00	13/09/2024	71
2019	20092		403,70	403,70	13/09/2024	71
2019	12824		540,00	239,62	13/09/2024	71
2020	827		720,00	720,00	13/09/2024	71
2015	31263		790,00	790,00	13/09/2024	71
2018	4323		1 193,00	1 193,00	13/09/2024	71
2016	345		1 200,00	1 200,00	13/09/2024	71
2019	20121		1 505,52	1 505,52	13/09/2024	71
2019	24372		10 624,17	10 624,17	13/09/2024	71
2018	48078		23,71	23,71	13/09/2024	72
2018	46386		35,00	35,00	13/09/2024	72
2018	46481		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	10396		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	14692		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	19553		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	5442		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	45810		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	39050		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	31593		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	22345		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	27633		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	33867		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	42520		35,00	35,00	13/09/2024	72
2019	2743		35,00	35,00	13/09/2024	72

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2020	31172		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	38045		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	35153		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	27513		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	23750		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	16450		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	20492		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	12614		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	13956		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	40335		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	6109		35,00	35,00	13/09/2024	72
2020	1367		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	35353		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	4940		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	14516		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	26119		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	20787		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	8728		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	2422		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	17253		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	32128		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	27881		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	39031		35,00	35,00	13/09/2024	72
2021	42305		35,00	35,00	13/09/2024	72
2022	19539		35,00	35,00	13/09/2024	72
2022	16527		35,00	35,00	13/09/2024	72
2022	3116		35,00	35,00	13/09/2024	72
2022	24264		35,00	35,00	13/09/2024	72
2022	12339		35,00	35,00	13/09/2024	72
2022	25896		35,00	35,00	13/09/2024	72
2022	6396		35,00	35,00	13/09/2024	72
2016	14726		1 356,63	0,63	13/09/2024	72
2022	36604		50,00	4,84	13/09/2024	73
2022	36740		150,00	14,52	13/09/2024	73
2020	26198		50,00	50,00	13/09/2024	73
2021	20448		50,00	50,00	13/09/2024	73
2022	28353		50,00	50,00	13/09/2024	73
2015	27497		396,00	36,49	13/09/2024	73
2011	1001740032	2069	430,88	175,47	13/09/2024	73
2020	22180		601,23	601,23	13/09/2024	73
2020	26478		830,74	830,74	13/09/2024	73
2016	14630		945,56	154,40	13/09/2024	73
2022	16946		1 061,87	9,17	13/09/2024	73

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2019	4402		1 905,00	1 905,00	13/09/2024	73
2020	5033		2 221,42	2 221,42	13/09/2024	73
2021	19320		4 446,45	4 446,45	13/09/2024	73
2012	25910		4 594,20	4 088,51	13/09/2024	73
2011	27403		4 836,27	719,97	13/09/2024	73
2017	36817		8 991,13	3,00	13/09/2024	73
2016	30306		180,00	180,00	13/09/2024	74
2023	26355		503,55	503,55	13/09/2024	74
2019	20181		555,47	555,47	13/09/2024	74
2011	4759		1 176,10	1 176,10	13/09/2024	74
2010	2472		1 518,51	210,00	13/09/2024	74
2011	4861		1 712,61	1 712,61	13/09/2024	74
2015	32281		3 240,00	2 568,02	13/09/2024	74
2015	32282		3 960,00	3 138,68	13/09/2024	74
2005	7561		6 164,95	3 710,60	13/09/2024	74
2018	749		10 100,76	8 257,45	13/09/2024	74
2020	28558		15,48	15,48	13/09/2024	75
2019	32961		20,64	4,66	13/09/2024	75
2020	24251		30,00	30,00	13/09/2024	75
2019	40544		160,00	160,00	13/09/2024	75
2020	4515		243,00	243,00	13/09/2024	75
2020	18365		445,00	115,94	13/09/2024	75
2020	22174		492,67	492,57	13/09/2024	75
2008	3682		500,00	500,00	13/09/2024	75
2010	7289		500,00	500,00	13/09/2024	75
2019	24087		500,00	500,00	13/09/2024	75
2017	33118		527,81	527,81	13/09/2024	75
2006	390		752,91	752,91	13/09/2024	75
2018	41086		781,47	0,30	13/09/2024	75
2019	16194		1 078,54	846,31	13/09/2024	75
2017	32306		1 385,16	1 385,16	13/09/2024	75
2019	20152		1 454,46	1 287,96	13/09/2024	75
2020	22126		1 569,48	1 569,48	13/09/2024	75
2021	38441		2 095,42	1 858,05	13/09/2024	75
2017	32649		9 457,04	6 553,86	13/09/2024	75
2021	7611		1 105,98	1 105,98	07/11/2024	76
2021	11770		104,50	104,50	07/11/2024	76
2020	5360		1 392,97	1 392,97	07/11/2024	76
2010	10196		8 308,03	8 258,03	07/11/2024	76
2017	38739		1 500,00	300,00	07/11/2024	76
2020	541		60,00	60,00	07/11/2024	76
2020	4991		344,00	344,00	07/11/2024	76
2018	28525		360,00	360,00	07/11/2024	76

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2018	28526		540,00	474,20	07/11/2024	76
2019	8580		670,00	670,00	07/11/2024	76
2015	39141		453,63	138,84	07/11/2024	76
2021	38213		7 173,49	7 173,49	07/11/2024	76
2019	47155		2 392,44	2 392,44	07/11/2024	76
2019	16127		1 350,44	1 350,44	07/11/2024	76
2011	27686		5 451,39	3 022,63	07/11/2024	76
2011	27695		5 820,52	3 287,54	07/11/2024	76
2020	32755		450,00	450,00	07/11/2024	76
2021	127		1 050,00	1 050,00	07/11/2024	76
2015	39116		1 799,10	1 799,10	07/11/2024	76
2019	35749		2 272,90	2 272,90	07/11/2024	77
2018	25125		1 500,00	1 500,00	07/11/2024	77
2016	18594		3 271,71	3 271,71	07/11/2024	77
2021	12746		4 931,13	4 931,13	07/11/2024	77
2016	41066		3 482,66	3 482,66	07/11/2024	77
2022	9008		1 096,74	1 096,74	07/11/2024	77
2013	23588		7 102,56	5 208,01	07/11/2024	77
2020	22755		1 212,81	1 212,81	07/11/2024	77
2017	33686		8 454,85	5 828,86	07/11/2024	77
2017	38376		639,65	639,65	07/11/2024	77
2017	21359		3 333,55	3 333,55	07/11/2024	77
2020	30487		89,63	89,63	07/11/2024	77
2020	39988		89,63	89,63	07/11/2024	77
2020	37934		89,63	89,63	07/11/2024	77
2020	28323		89,63	89,63	07/11/2024	77
2020	34834		89,63	89,63	07/11/2024	77
2021	532		160,00	160,00	07/11/2024	77
2015	32128		1 300,57	1 300,57	07/11/2024	77
2019	20182		1 454,46	1 454,46	07/11/2024	77
2016	43953		759,80	759,80	07/11/2024	78
2016	44037		674,28	674,28	07/11/2024	78
2016	37345		204,59	204,59	07/11/2024	78
2007	3534		2 530,75	2 530,75	07/11/2024	78
2006	29501		8 083,96	880,28	07/11/2024	78
2021	34396		6 129,22	4 177,87	07/11/2024	78
2021	26913		508,71	425,94	07/11/2024	78
2013	21170		45,00	45,00	07/11/2024	78
2013	8998		45,00	45,00	07/11/2024	78
2013	2875		58,00	58,00	07/11/2024	78
2020	29507		150,00	150,00	07/11/2024	78
2019	31347		450,00	424,87	07/11/2024	78
2016	8124		2 489,07	2 489,07	07/11/2024	78

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2020	29146		205,87	205,87	07/11/2024	78
2021	38277		47,00	47,00	07/11/2024	78
2022	28534		100,00	100,00	07/11/2024	78
2022	323		140,00	140,00	07/11/2024	78
2023	17474		160,00	160,00	07/11/2024	78
2019	4674080832	2565	293,60	293,60	07/11/2024	78
2008	24659		4 233,79	3 854,83	07/11/2024	78
2021	11780		304,64	304,64	07/11/2024	78
2020	33127		500,00	500,00	07/11/2024	79
2017	18598		35,00	35,00	07/11/2024	79
2017	6605		90,00	90,00	07/11/2024	79
2019	16221		300,38	204,17	07/11/2024	79
2020	40895		24,50	24,50	07/11/2024	79
2020	39365		500,00	500,00	07/11/2024	79
2022	6157542032	711	470,00	470,00	07/11/2024	79
2022	6157542132	710	470,00	10,00	07/11/2024	79
2022	6157541932	709	470,00	470,00	07/11/2024	79
2009	21116		27 142,13	3 027,35	07/11/2024	79
2016	34232		922,52	922,52	07/11/2024	79
2020	23034		1 191,16	941,16	07/11/2024	79
2011	23627		60,00	60,00	07/11/2024	79
2011	14712		60,00	24,68	07/11/2024	79
2012	3582		60,00	60,00	07/11/2024	79
2012	9962		60,00	60,00	07/11/2024	79
2022	28797		144,36	144,36	07/11/2024	79
2015	13663		120,00	120,00	07/11/2024	79
2018	13974		257,46	257,46	07/11/2024	80
2019	20818		2 000,00	1 763,00	07/11/2024	80
2019	20124		12 995,95	11 252,95	07/11/2024	80
2022	6521963232	2768	350,00	350,00	07/11/2024	80
2020	32373		336,66	336,66	07/11/2024	80
2021	12838		2 324,10	2 324,10	07/11/2024	80
2015	11016		2 919,04	1 263,06	07/11/2024	80
2020	39310		2 295,48	2 295,48	07/11/2024	80
2014	43984		2 764,00	2 013,50	07/11/2024	80
2018	17535		3 731,57	183,50	07/11/2024	80
2016	347		1 000,00	1 000,00	07/11/2024	80
2015	9034		1 200,00	522,83	07/11/2024	80
2011	18448		73,00	73,00	07/11/2024	80
2012	1155		75,48	75,48	07/11/2024	80
2011	24353		90,00	90,00	07/11/2024	80
2011	12014		207,53	166,89	07/11/2024	80
2020	32436		50,00	50,00	07/11/2024	80

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2020	32311		50,00	50,00	07/11/2024	80
2016	29640		365,76	73,15	07/11/2024	80
2020	26474		790,14	790,14	07/11/2024	80
2016	20622		50,00	50,00	19/12/2024	108
2016	6351		50,00	50,00	19/12/2024	108
2019	10808		50,00	32,26	19/12/2024	111
2020	41280		83,53	0,60	19/12/2024	115
2020	5637		581,00	0,01	19/12/2024	115
2017	5521		60,00	60,00	23/01/2025	7
2016	15263		102,00	102,00	23/01/2025	7
2023	32218		143,22	143,22	23/01/2025	7
2024	14724		150,00	150,00	23/01/2025	7
2016	15261		160,00	160,00	23/01/2025	7
2020	403		211,00	165,00	23/01/2025	7
2017	18605		180,00	180,00	23/01/2025	7
2016	14808		202,63	202,63	23/01/2025	7
2016	15262		240,00	240,00	23/01/2025	7
2018	165		240,00	240,00	23/01/2025	7
2023	4204		273,81	273,81	23/01/2025	7
2023	14625		525,00	525,00	23/01/2025	7
2022	28825		699,00	699,00	23/01/2025	7
2004	15626		846,90	719,80	23/01/2025	7
2004	15624		1 282,89	1 090,33	23/01/2025	7
2004	15627		2 010,99	1 709,08	23/01/2025	7
2012	9393		2 336,87	2 336,87	23/01/2025	7
2023	17968		3 089,00	3 089,00	23/01/2025	7
2019	23620		5 000,00	3 983,11	23/01/2025	7
2007	13551		5 870,09	5 870,09	23/01/2025	7
2021	4093		50,00	50,00	23/01/2025	8
2018	18088		90,00	60,00	23/01/2025	8
2022	187		100,00	100,00	23/01/2025	8
2021	4163		120,00	106,70	23/01/2025	8
2022	429		140,00	140,00	23/01/2025	8
2021	16142		159,00	159,00	23/01/2025	8
2020	39369		200,00	200,00	23/01/2025	8
2019	4441		202,00	202,00	23/01/2025	8
2020	25941		250,00	160,00	23/01/2025	8
2014	41204		270,00	270,00	23/01/2025	8
2023	571		293,00	293,00	23/01/2025	8
2019	12322		302,00	302,00	23/01/2025	8
2014	23939		336,00	312,25	23/01/2025	8
2021	4259		343,00	343,00	23/01/2025	8
2021	4268		350,00	350,00	23/01/2025	8

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2019	47116		368,86	368,86	23/01/2025	8
2020	25862		400,00	400,00	23/01/2025	8
2008	21943		788,32	173,17	23/01/2025	8
2012	8198		994,80	994,80	23/01/2025	8
2016	32771		7 535,40	7 535,40	23/01/2025	8
2021	4248		51,00	28,23	23/01/2025	9
2016	37510		76,70	76,70	23/01/2025	9
2014	54123		106,66	106,66	23/01/2025	9
2021	7908		150,00	150,00	23/01/2025	9
2016	37512		197,94	197,94	23/01/2025	9
2020	22651		270,00	247,22	23/01/2025	9
2020	29546		270,00	247,23	23/01/2025	9
2016	37511		383,50	383,50	23/01/2025	9
2016	37516		383,50	383,50	23/01/2025	9
2016	37513		383,50	383,50	23/01/2025	9
2016	37514		383,50	383,50	23/01/2025	9
2016	37515		383,50	383,50	23/01/2025	9
2016	3590		460,00	264,24	23/01/2025	9
2023	17433		600,00	600,00	23/01/2025	9
2022	18041		637,74	637,74	23/01/2025	9
2023	14416		1 554,63	1 554,63	23/01/2025	9
2023	32147		2 192,82	2 192,82	23/01/2025	9
2018	17580		2 403,89	1 987,80	23/01/2025	9
2021	26551		2 462,49	2 462,49	23/01/2025	9
2014	29064		3 617,87	1 001,87	23/01/2025	9
2018	17537		5 610,01	4 639,08	23/01/2025	9
2023	14494		79,52	79,52	23/01/2025	10
2023	33032		97,00	1,95	23/01/2025	10
2022	39495		112,00	112,00	23/01/2025	10
2014	7094		200,00	20,76	23/01/2025	10
2024	307		263,00	263,00	23/01/2025	10
2023	29316		265,49	265,49	23/01/2025	10
2023	22115		360,00	360,00	23/01/2025	10
2024	14556		360,00	360,00	23/01/2025	10
2021	13076		400,00	368,43	23/01/2025	10
2011	4625		404,88	91,13	23/01/2025	10
2017	10276		565,02	565,02	23/01/2025	10
2014	12037		600,00	600,00	23/01/2025	10
2020	5161		643,00	643,00	23/01/2025	10
2023	14474		720,97	720,97	23/01/2025	10
2014	44468		1 866,66	1 866,66	23/01/2025	10
2011	4626		1 884,21	545,47	23/01/2025	10
2014	36305		2 400,00	2 400,00	23/01/2025	10

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2014	17730		2 400,00	2 400,00	23/01/2025	10
2007	25071		3 226,92	3 226,92	23/01/2025	10
2006	33530		4 107,25	4 107,25	23/01/2025	10
2023	11431		39,00	39,00	30/01/2025	11
2020	36402		78,00	78,00	30/01/2025	11
2023	1788		79,68	79,68	30/01/2025	11
2022	251		120,00	98,00	30/01/2025	11
2013	16164		126,00	126,00	30/01/2025	11
2023	2759		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	1715		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	2353		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	3081		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	1905		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	2122		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	6588		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	10025		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	1361		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	1392		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	1501		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	3372		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	2634		130,00	130,00	30/01/2025	11
2023	3057		130,00	130,00	30/01/2025	11
2021	188		360,00	360,00	30/01/2025	11
2024	27451		115,95	115,95	30/01/2025	12
2017	3288740132	857	180,00	180,00	30/01/2025	12
2010	19936		200,00	200,00	30/01/2025	12
2023	42435		246,00	246,00	30/01/2025	12
2010	12591		300,00	118,25	30/01/2025	12
2021	3954		400,00	400,00	30/01/2025	12
2022	782		420,00	420,00	30/01/2025	12
2024	14775		720,00	720,00	30/01/2025	12
2019	16844		800,00	800,00	30/01/2025	12
2020	33214		800,00	800,00	30/01/2025	12
2014	12800		1 056,04	531,29	30/01/2025	12
2019	40557		1 200,00	1 138,39	30/01/2025	12
2020	524		1 200,00	1 200,00	30/01/2025	12
2013	1684990332	2950	1 315,64	1 314,58	30/01/2025	12
2013	18822		1 500,00	1 500,00	30/01/2025	12
2015	31407		1 500,00	1 444,89	30/01/2025	12
2017	38870		1 500,00	1 500,00	30/01/2025	12
2023	14049		2 387,50	2 387,50	30/01/2025	12
2023	26325		2 520,10	2 520,10	30/01/2025	12
2022	4602		69,00	69,00	30/01/2025	13

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2020	29480		100,00	100,00	30/01/2025	13
2021	27023		100,00	100,00	30/01/2025	13
2016	34154		583,44	116,69	30/01/2025	13
2016	30325		120,00	120,00	30/01/2025	13
2022	46		120,00	120,00	30/01/2025	13
2016	25406		121,00	121,00	30/01/2025	13
2021	4740		140,00	140,00	30/01/2025	13
2021	4340		147,00	147,00	30/01/2025	13
2019	8065		162,00	162,00	30/01/2025	13
2019	28141		198,00	198,00	30/01/2025	13
2017	28660		199,00	199,00	30/01/2025	13
2021	19596		213,00	213,00	30/01/2025	13
2018	531		360,00	360,00	30/01/2025	13
2020	1094		360,00	360,00	30/01/2025	13
2020	4986		577,00	577,00	30/01/2025	13
2021	4246		600,00	600,00	30/01/2025	13
2020	26133		617,15	617,15	30/01/2025	13
2019	4837		647,00	647,00	30/01/2025	13
2017	25169		37,00	37,00	30/01/2025	14
2016	15620		90,00	90,00	30/01/2025	14
2016	14694		792,84	158,57	30/01/2025	14
2016	25422		180,00	180,00	30/01/2025	14
2020	32366		236,57	236,57	30/01/2025	14
2008	29515		240,00	240,00	30/01/2025	14
2019	480		300,00	76,92	30/01/2025	14
2017	24951		350,00	275,18	30/01/2025	14
2020	32754		360,00	360,00	30/01/2025	14
2022	45985		375,00	75,00	30/01/2025	14
2020	26464		518,86	518,86	30/01/2025	14
2022	28909		562,90	562,90	30/01/2025	14
2012	10462		923,54	923,54	30/01/2025	14
2018	8557		1 000,00	1 000,00	30/01/2025	14
2006	18548		2 136,12	1 068,06	30/01/2025	14
2018	45067		2 675,73	2 675,73	30/01/2025	14
2022	9572		3 546,00	3 546,00	30/01/2025	14
2018	31774		4 220,86	4 178,38	30/01/2025	14
2021	26589		13 671,57	13 671,57	30/01/2025	14
2015	6568		15 022,45	11 285,54	30/01/2025	14
2020	745		80,00	80,00	03/02/2025	15
2016	30310		150,00	150,00	03/02/2025	15
2021	12754		165,57	165,57	03/02/2025	15
2016	25613		174,00	174,00	03/02/2025	15
2019	16840		175,00	175,00	03/02/2025	15

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2019	8040		200,00	200,00	03/02/2025	15
2018	304		210,00	210,00	03/02/2025	15
2024	456		225,32	225,32	03/02/2025	15
2012	30630		239,28	88,16	03/02/2025	15
2024	406		323,19	323,19	03/02/2025	15
2017	5840		360,00	360,00	03/02/2025	15
2016	29626		452,21	386,07	03/02/2025	15
2019	7935		664,94	664,94	03/02/2025	15
2020	29173		925,58	925,58	03/02/2025	15
2012	23634		1 256,47	205,19	03/02/2025	15
2021	12823		1 582,37	1 582,37	03/02/2025	15
2017	37017		1 595,02	1 595,02	03/02/2025	15
2012	18830		1 839,73	1 533,34	03/02/2025	15
2022	68		61,00	61,00	30/01/2025	16
2020	791		120,00	87,05	30/01/2025	16
2021	7987		120,00	120,00	30/01/2025	16
2017	37799		241,72	241,72	30/01/2025	16
2016	32600		317,26	317,26	30/01/2025	16
2020	42788		362,17	362,17	30/01/2025	16
2022	17822		1 106,90	956,90	30/01/2025	16
2023	36618		1 580,16	1 580,16	30/01/2025	16
2020	36681		35,00	35,00	13/03/2025	17
2013	12604		42,43	40,69	13/03/2025	17
2021	97		75,00	75,00	13/03/2025	17
2021	11632		75,00	75,00	13/03/2025	17
2020	22717		107,78	78,85	13/03/2025	17
2020	22720		151,26	110,66	13/03/2025	17
2021	4647		152,00	152,00	13/03/2025	17
2021	4270		181,00	181,00	13/03/2025	17
2020	35883		184,58	184,58	13/03/2025	17
2020	22148		250,00	166,67	13/03/2025	17
2009	2254		400,00	354,43	13/03/2025	17
2020	32352		502,18	502,18	13/03/2025	17
2017	33222		508,98	508,98	13/03/2025	17
2020	4898		613,00	352,27	13/03/2025	17
2004	19926		800,00	604,66	13/03/2025	17
2021	19316		1 052,16	1 052,16	13/03/2025	17
2008	22128		4 149,51	1 378,17	13/03/2025	17
2018	17237		4 412,53	2 499,52	13/03/2025	17
2019	16320		4 517,05	2 679,42	13/03/2025	17
2015	14925		5 844,74	1 690,44	13/03/2025	17
2020	32434		30,00	30,00	20/03/2025	18
2021	19548		123,00	123,00	20/03/2025	18

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2014	29258		144,00	144,00	20/03/2025	18
2014	29259		144,00	144,00	20/03/2025	18
2014	29257		144,00	144,00	20/03/2025	18
2013	17875		216,00	80,90	20/03/2025	18
2023	21674		278,97	278,97	20/03/2025	18
2021	4345		300,00	300,00	20/03/2025	18
2019	12323		440,00	440,00	20/03/2025	18
2023	14079		448,50	448,50	20/03/2025	18
2017	36848		470,95	470,95	20/03/2025	18
2021	26600		603,00	603,00	20/03/2025	18
2021	27247		861,18	861,18	20/03/2025	18
2019	12324		880,00	880,00	20/03/2025	18
2020	33042		1 000,00	1 000,00	20/03/2025	18
2021	26537		1 206,00	1 206,00	20/03/2025	18
2017	36841		1 505,95	111,05	20/03/2025	18
2022	22040		77,32	77,32	20/03/2025	19
2021	20386		106,39	106,39	20/03/2025	19
2017	28271		120,00	120,00	20/03/2025	19
2020	22138		155,68	155,68	20/03/2025	19
2021	5868130432	2108	278,61	278,61	20/03/2025	19
2021	5868130532	2109	278,61	278,61	20/03/2025	19
2021	5868130232	2111	283,17	283,17	20/03/2025	19
2021	5868130332	2110	283,17	283,17	20/03/2025	19
2018	28005		300,00	300,00	20/03/2025	19
2018	203		300,00	300,00	20/03/2025	19
2018	24887		300,00	300,00	20/03/2025	19
2011	27512		404,88	404,88	20/03/2025	19
2011	27513		404,88	404,88	20/03/2025	19
2019	619		756,00	106,00	20/03/2025	19
2016	14745		773,49	773,49	20/03/2025	19
2020	25979		1 080,00	1 080,00	20/03/2025	19
2018	17500		1 422,21	296,36	20/03/2025	19
2019	24883		1 500,00	217,50	20/03/2025	19
2020	22208		1 521,20	1 521,20	20/03/2025	19
2021	154		1 650,00	1 650,00	20/03/2025	19
2024	7365		1 200,00	1 200,00	27/03/2025	20
2013	2045		300,00	300,00	27/03/2025	21
2021	16168		500,00	500,00	28/03/2025	22
2022	32025		600,00	600,00	28/03/2025	22
2021	12891		800,00	800,00	28/03/2025	22
2019	27673		7,26	7,26	14/05/2025	23
2022	20296		24,19	24,19	14/05/2025	23
2019	30335		67,74	67,74	14/05/2025	23

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2019	30549		75,00	75,00	14/05/2025	23
2019	10748		75,00	10,30	14/05/2025	23
2019	10505		75,00	10,30	14/05/2025	23
2019	15265		75,00	75,00	14/05/2025	23
2019	11433		75,00	10,30	14/05/2025	23
2019	46411		75,00	75,00	14/05/2025	23
2019	42583		75,00	75,00	14/05/2025	23
2019	33829		75,00	75,00	14/05/2025	23
2019	21763		75,00	75,00	14/05/2025	23
2019	38794		75,00	75,00	14/05/2025	23
2019	17754		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	40859		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	23200		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	6694		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	12079		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	17469		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	13515		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	38672		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	28642		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	34965		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	3980		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	19925		75,00	75,00	14/05/2025	23
2020	31704		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	22037		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	14053		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	32309		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	10278		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	36337		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	5148		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	1658		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	42644		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	39608		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	28394		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	19003		75,00	75,00	14/05/2025	23
2021	24726		75,00	75,00	14/05/2025	23
2022	1062		75,00	75,00	14/05/2025	23
2022	7392		75,00	75,00	14/05/2025	23
2022	11394		75,00	75,00	14/05/2025	23
2022	13953		75,00	75,00	14/05/2025	23
2017	11578		241,49	95,79	14/05/2025	24
2018	30619		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	44620		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	15078		241,49	241,49	14/05/2025	24

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2018	48224		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	6547		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	22611		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	38635		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	25836		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	33769		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	19471		241,49	241,49	14/05/2025	24
2018	11507		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	20834		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	45527		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	43239		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	33391		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	31999		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	25148		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	2528		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	18177		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	36930		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	11172		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	13542		241,49	241,49	14/05/2025	24
2019	7474		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	10273		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	18051		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	19318		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	14806		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	25388		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	2813		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	6623		241,49	241,49	14/05/2025	24
2020	27316		48,98	48,98	14/05/2025	25
2018	24420		94,89	94,89	14/05/2025	25
2019	2851		94,89	94,89	14/05/2025	25
2020	2336		94,89	94,89	14/05/2025	25
2011	26767		478,75	478,75	14/05/2025	25
2021	19353		507,49	283,68	14/05/2025	25
2021	19357		526,13	294,09	14/05/2025	25
2021	34400		657,11	657,11	14/05/2025	25
2007	15102		762,18	762,18	14/05/2025	25
2020	109		878,85	459,12	14/05/2025	25
2020	22043		1 038,11	1 038,11	14/05/2025	25
2013	9297		1 519,20	1 519,20	14/05/2025	25
2022	9023		1 654,65	894,52	14/05/2025	25
2008	22217		1 871,75	1 520,58	14/05/2025	25
2016	11002		3 256,00	1 232,43	14/05/2025	25
2008	22218		4 775,06	3 879,24	14/05/2025	25

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2018	815		4 823,55	4 453,28	14/05/2025	25
2006	23652		7 159,34	7 159,34	14/05/2025	25
2015	32158		10 019,59	7 602,59	14/05/2025	25
2023	29151		50,00	50,00	14/05/2025	26
2021	13097		75,00	75,00	14/05/2025	26
2025	268		80,00	80,00	14/05/2025	26
2021	8450		122,58	122,58	14/05/2025	26
2021	23449		133,83	133,83	14/05/2025	26
2015	27398		154,84	154,84	14/05/2025	26
2016	30405		186,45	186,45	14/05/2025	26
2020	42844		229,00	229,00	14/05/2025	26
2021	11778		258,11	258,11	14/05/2025	26
2015	32279		417,94	417,94	14/05/2025	26
2019	8071		480,00	452,00	14/05/2025	26
2018	4119		461,00	461,00	14/05/2025	26
2016	26828		480,00	180,00	14/05/2025	26
2020	42797		492,57	492,57	14/05/2025	26
2018	17723		600,00	600,00	14/05/2025	26
2014	29114		700,76	350,03	14/05/2025	26
2021	7606		985,14	976,31	14/05/2025	26
2005	159		1 129,97	790,98	14/05/2025	26
2020	26433		1 507,68	1 420,77	14/05/2025	26
2021	38370		1 562,90	1 562,90	14/05/2025	26
2015	7351		67,40	33,70	14/05/2025	27
2021	5458090832	423	38,86	38,86	14/05/2025	27
2021	5457830632	419	38,86	7,72	14/05/2025	27
2020	21239		60,00	58,46	14/05/2025	27
2020	21553		60,00	58,46	14/05/2025	27
2020	21238		60,00	33,64	14/05/2025	27
2020	21255		60,00	58,46	14/05/2025	27
2020	20906		60,00	58,46	14/05/2025	27
2020	21564		60,00	58,46	14/05/2025	27
2020	21300		60,00	58,46	14/05/2025	27
2020	21563		60,00	58,46	14/05/2025	27
2014	53455		67,40	67,40	14/05/2025	27
2015	3597		67,40	67,40	14/05/2025	27
2015	854		67,40	67,40	14/05/2025	27
2019	3829		90,00	90,00	14/05/2025	27
2019	12780		117,00	117,00	14/05/2025	27
2021	12877		368,66	127,57	14/05/2025	27
2021	20184		500,00	500,00	14/05/2025	27
2019	31471		800,00	670,00	14/05/2025	27
2023	21708		1 161,81	1 161,81	14/05/2025	27

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2021	12018		1 169,13	1 169,13	14/05/2025	27
2018	8345		1 208,49	1 208,49	14/05/2025	27
2014	24027		1 500,00	1 500,00	14/05/2025	27
2012	22969		4 164,38	1 676,38	14/05/2025	27
2020	25107		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	31688		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	39272		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	28501		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	10348		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	17977		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	13459		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	20066		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	41143		34,99	34,99	14/05/2025	28
2020	34307		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	14424		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	43453		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	9375		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	31922		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	36315		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	23718		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	16917		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	28598		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	39689		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	2710		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	5828		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	22205		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	26395		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	33572		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	16081		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	31397		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	3079		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	18552		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	7305		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	23399		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	44427		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	37756		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	42471		34,99	34,99	14/05/2025	28
2022	10547		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	4585		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	30830		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	40760		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	24153		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	37349		34,99	34,99	14/05/2025	28

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2023	1533		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	33921		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	11491		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	19024		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	9289		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	28582		34,99	34,99	14/05/2025	28
2023	16384		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	32262		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	28616		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	8998		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	23003		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	6521		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	27081		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	16607		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	21058		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	38027		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	35858		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	941		34,99	34,99	14/05/2025	28
2024	12706		34,99	34,99	14/05/2025	28
2025	7039		34,99	34,99	14/05/2025	28
2025	4919		34,99	34,99	14/05/2025	28
2025	11347		34,99	34,99	14/05/2025	28
2025	2607		34,99	34,99	14/05/2025	28
2021	481		60,00	46,00	14/05/2025	29
2020	764		60,00	60,00	14/05/2025	29
2018	32360		107,62	107,62	14/05/2025	29
2019	43844		108,44	108,44	14/05/2025	29
2021	19999		136,09	136,09	14/05/2025	29
2020	12974		180,00	180,00	14/05/2025	29
2019	8871		193,00	193,00	14/05/2025	29
2007	9873		233,53	137,53	14/05/2025	29
2021	4767		400,00	400,00	14/05/2025	29
2024	17790		400,34	400,34	14/05/2025	29
2018	8149		475,02	158,34	14/05/2025	29
2021	16056		800,00	800,00	14/05/2025	29
2008	22361		889,29	140,00	14/05/2025	29
2021	4104		1 000,00	1 000,00	14/05/2025	29
2007	20883		1 136,53	1 136,53	14/05/2025	29
2019	8254		1 200,00	900,46	14/05/2025	29
2018	14159		1 385,16	199,46	14/05/2025	29
2006	30283		2 477,13	2 197,13	14/05/2025	29
2019	16706		565,00	559,58	15/05/2025	30
2017	42633		1 318,84	1 103,83	15/05/2025	30

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2019	24353		1 884,00	1 884,00	15/05/2025	30
2018	719		5 774,74	3 972,74	15/05/2025	30
2017	42632		11 950,28	10 002,29	15/05/2025	30
2017	6611		30,00	30,00	15/05/2025	31
2023	18197		40,00	40,00	15/05/2025	31
2020	26199		50,00	50,00	15/05/2025	31
2017	6612		60,00	60,00	15/05/2025	31
2017	6610		60,00	60,00	15/05/2025	31
2021	12895		250,00	250,00	15/05/2025	31
2019	12750		274,90	274,90	15/05/2025	31
2014	2053940232	3233	335,81	107,11	15/05/2025	31
2019	4527		600,00	470,00	15/05/2025	31
2019	371		507,00	278,35	15/05/2025	31
2018	195		600,00	600,00	15/05/2025	31
2019	373		600,00	496,10	15/05/2025	31
2019	4561		600,00	600,00	15/05/2025	31
2021	7528		600,00	600,00	15/05/2025	31
2022	5371		650,00	650,00	15/05/2025	31
2020	36632		800,00	800,00	15/05/2025	31
2022	453		900,00	900,00	15/05/2025	31
2021	41730		946,63	946,63	15/05/2025	31
2019	4672650932	2499	1 186,40	1 031,72	15/05/2025	31
2021	12836		2 299,83	2 266,10	15/05/2025	31
2022	9633		200,00	200,00	15/05/2025	32
2021	34344		950,31	950,31	15/05/2025	32
2016	44342		1 749,29	1 749,29	15/05/2025	32
2015	10904		4 824,89	1 693,17	15/05/2025	32
2016	41040		10 914,46	10 914,46	15/05/2025	32
2023	36139		50,00	50,00	15/05/2025	33
2025	673		186,00	186,00	15/05/2025	33
2020	22631		256,17	256,17	15/05/2025	33
2019	24119		297,00	230,59	15/05/2025	33
2017	18476		300,00	296,72	15/05/2025	33
2021	491		337,00	112,33	15/05/2025	33
2019	28289		350,07	350,07	15/05/2025	33
2021	20165		400,00	330,00	15/05/2025	33
2024	469		551,50	295,00	15/05/2025	33
2018	4052		600,00	600,00	15/05/2025	33
2018	41099		720,66	313,51	15/05/2025	33
2020	8833		869,05	869,05	15/05/2025	33
2023	21812		872,34	713,34	15/05/2025	33
2021	12729		1 477,71	1 477,71	15/05/2025	33
2012	30664		1 640,14	577,14	15/05/2025	33

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2015	27960		1 778,64	1 778,64	15/05/2025	33
2021	12737		2 959,86	2 959,86	15/05/2025	33
2020	8868		3 975,74	3 975,74	15/05/2025	33
2007	3509		8 210,31	3 259,65	15/05/2025	33
2007	3510		53 864,08	42 714,74	15/05/2025	33
2007	359236032	3192	33,46	33,46	15/05/2025	34
2020	32438		50,00	50,00	15/05/2025	34
2020	32437		50,00	50,00	15/05/2025	34
2022	17676		100,00	100,00	15/05/2025	34
2007	359228132	3193	100,40	100,40	15/05/2025	34
2008	450262732	14839	151,63	120,43	15/05/2025	34
2016	765		330,00	330,00	15/05/2025	34
2006	28436		331,08	331,08	15/05/2025	34
2004	17110		590,30	352,92	15/05/2025	34
2020	5450		500,00	463,35	15/05/2025	34
2022	18033		509,23	456,23	15/05/2025	34
2024	30398		600,00	600,00	15/05/2025	34
2019	32604		708,58	336,58	15/05/2025	34
2020	630		794,14	741,14	15/05/2025	34
2015	27813		904,50	163,50	15/05/2025	34
2020	36189		1 200,00	827,48	15/05/2025	34
2007	3812		2 801,88	2 801,88	15/05/2025	34
2007	9041		4 902,55	4 902,55	15/05/2025	34
2019	24413		2 287,19	2 287,19	15/05/2025	35
2022	43222		11 436,62	11 436,62	15/05/2025	35
2019	23934		800,00	800,00	15/05/2025	36
2018	14031		2 376,24	2 376,24	15/05/2025	36
2023	30936		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	28944		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	18788		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	15293		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	41244		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	37385		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	24054		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	34998		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	12057		100,00	100,00	15/05/2025	37
2023	9336		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	28635		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	13898		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	16170		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	2411		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	26989		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	37612		100,00	100,00	15/05/2025	37

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2024	8774		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	20338		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	5280		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	35312		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	33119		100,00	100,00	15/05/2025	37
2024	23132		100,00	100,00	15/05/2025	37
2017	5835		120,00	120,00	15/05/2025	38
2021	30387		150,00	150,00	15/05/2025	38
2013	30480		330,00	330,00	15/05/2025	38
2011	24740		450,00	450,00	15/05/2025	38
2011	18809		450,00	450,00	15/05/2025	38
2011	11262		450,00	15,10	15/05/2025	38
2012	2635		450,00	450,00	15/05/2025	38
2012	19732		450,00	450,00	15/05/2025	38
2012	10724		450,00	450,00	15/05/2025	38
2012	25682		450,00	450,00	15/05/2025	38
2013	2869		450,00	450,00	15/05/2025	38
2013	8993		450,00	450,00	15/05/2025	38
2013	21160		450,00	450,00	15/05/2025	38
2017	14719		544,60	544,60	15/05/2025	38
2022	181		30,00	30,00	15/05/2025	39
2021	11685		94,00	94,00	15/05/2025	39
2020	4917		112,90	112,90	15/05/2025	39
2022	6523061632	2841	180,00	180,00	15/05/2025	39
2013	15074		238,28	200,41	15/05/2025	39
2021	7265		238,99	238,99	15/05/2025	39
2021	12717		246,00	246,00	15/05/2025	39
2013	32189		249,21	249,21	15/05/2025	39
2021	7440		275,15	275,15	15/05/2025	39
2016	22177		290,17	119,84	15/05/2025	39
2020	26081		300,00	150,00	15/05/2025	39
2013	15100		390,15	390,15	15/05/2025	39
2022	6168540032	931	565,00	436,97	15/05/2025	39
2022	6168540132	934	565,00	519,74	15/05/2025	39
2022	6168540232	932	565,00	519,74	15/05/2025	39
2022	6168540332	933	565,00	519,74	15/05/2025	39
2013	4155		800,00	800,00	15/05/2025	39
2020	5378		800,00	700,00	15/05/2025	39
2013	15072		941,22	791,69	15/05/2025	39
2013	15073		1 595,94	1 342,34	15/05/2025	39
2020	42399		2 295,37	1 346,97	15/05/2025	39
2024	7488		4 100,00	2 562,53	15/05/2025	39
2022	12873		30,00	30,00	15/05/2025	40

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2021	526		196,00	196,00	15/05/2025	40
2019	32724		270,00	270,00	15/05/2025	40
2021	525		270,00	270,00	15/05/2025	40
2020	4359		300,00	300,00	15/05/2025	40
2023	21682		372,94	372,94	15/05/2025	40
2019	23913		452,00	346,13	15/05/2025	40
2019	23914		452,00	346,12	15/05/2025	40
2023	26339		525,16	525,16	15/05/2025	40
2020	12958		540,00	540,00	15/05/2025	40
2023	17486		585,00	585,00	15/05/2025	40
2020	1100		807,00	807,00	15/05/2025	40
2020	29182		1 120,80	1 120,80	15/05/2025	40
2022	32332		1 220,00	1 220,00	15/05/2025	40
2014	41919		3 273,87	1 873,68	15/05/2025	40
2024	13980		20,83	20,83	15/05/2025	41
2023	36003		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	21500		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	17083		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	24934		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	28990		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	42201		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	31980		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	13559		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	13309		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	11741		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	11430		25,00	25,00	15/05/2025	41
2023	38836		25,00	25,00	15/05/2025	41
2024	6708		25,00	25,00	15/05/2025	41
2024	3272		25,00	25,00	15/05/2025	41
2024	10147		25,00	25,00	15/05/2025	41
2012	9919		600,00	61,64	15/05/2025	41
2012	25428		600,00	600,00	15/05/2025	41
2012	18734		600,00	600,00	15/05/2025	41
2019	16293		1 454,46	1 454,46	15/05/2025	41
2022	3323		13,33	13,33	15/05/2025	42
2022	4165		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	26098		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	2118		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	1125		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	1721		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	1722		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	2942		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	41622		200,00	200,00	15/05/2025	42

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2022	4173		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	44878		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	38233		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	30612		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	32585		200,00	200,00	15/05/2025	42
2022	7610		200,00	200,00	15/05/2025	42
2023	33554		200,00	200,00	15/05/2025	42
2023	30554		200,00	200,00	15/05/2025	42
2023	2961		200,00	200,00	15/05/2025	42
2023	41441		200,00	200,00	15/05/2025	42
2023	39335		200,00	200,00	15/05/2025	42
2023	28649		200,00	200,00	15/05/2025	42
2023	16086		200,00	200,00	15/05/2025	42
2024	15834		200,00	200,00	15/05/2025	42
2024	8864		200,00	200,00	15/05/2025	42
2024	13064		200,00	200,00	15/05/2025	42
2024	5961		200,00	200,00	15/05/2025	42
2024	13982		20,83	20,83	15/05/2025	43
2023	12940		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	12785		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	38598		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	35981		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	11591		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	12419		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	21506		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	17099		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	31973		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	42176		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	28991		25,00	25,00	15/05/2025	43
2023	23553		25,00	25,00	15/05/2025	43
2024	10146		25,00	25,00	15/05/2025	43
2024	6720		25,00	25,00	15/05/2025	43
2024	3250		25,00	25,00	15/05/2025	43
2024	19253		46,00	46,00	15/05/2025	44
2020	41738		60,00	60,00	15/05/2025	44
2020	38380		60,00	20,00	15/05/2025	44
2021	38970		60,00	60,00	15/05/2025	44
2021	31894		60,00	60,00	15/05/2025	44
2021	14167		60,00	60,00	15/05/2025	44
2021	34941		60,00	60,00	15/05/2025	44
2021	3165		60,00	60,00	15/05/2025	44
2021	22435		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	30507		60,00	60,00	15/05/2025	44

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2022	42624		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	43691		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	10780		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	33396		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	38412		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	15548		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	23616		60,00	60,00	15/05/2025	44
2022	3361		60,00	60,00	15/05/2025	44
2023	41507		60,00	60,00	15/05/2025	44
2023	38432		60,00	60,00	15/05/2025	44
2023	31560		60,00	60,00	15/05/2025	44
2023	11885		60,00	7,85	15/05/2025	44
2023	9883		60,00	7,85	15/05/2025	44
2023	6206		60,00	60,00	15/05/2025	44
2023	1405		60,00	60,00	15/05/2025	44
2023	34908		60,00	60,00	15/05/2025	44
2023	23446		60,00	7,87	15/05/2025	44
2023	20428		60,00	7,85	15/05/2025	44
2023	16598		60,00	7,85	15/05/2025	44
2023	28466		60,00	60,00	15/05/2025	44
2024	15976		60,00	60,00	15/05/2025	44
2024	12949		60,00	60,00	15/05/2025	44
2024	2450		60,00	60,00	15/05/2025	44
2024	4845		60,00	60,00	15/05/2025	44
2024	8909		60,00	60,00	15/05/2025	44
2024	26753		12,00	12,00	15/05/2025	45
2021	40152		33,82	30,64	15/05/2025	45
2021	39694		33,82	30,64	15/05/2025	45
2021	39141		33,82	30,65	15/05/2025	45
2021	39148		33,82	30,64	15/05/2025	45
2021	40409		33,82	33,82	15/05/2025	45
2021	42415		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	6616		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	36398		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	27748		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	6993		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	45075		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	41787		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	34768		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	31191		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	12363		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	18681		33,82	33,82	15/05/2025	45
2022	16084		33,82	33,82	15/05/2025	45

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2022	23259		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	37353		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	41673		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	33956		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	12997		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	9413		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	31102		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	6130		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	2309		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	21468		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	27569		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	16102		33,82	33,82	15/05/2025	45
2023	23460		33,82	33,82	15/05/2025	45
2024	1731		33,82	33,82	15/05/2025	45
2024	19346		33,82	33,82	15/05/2025	45
2024	15738		33,82	33,82	15/05/2025	45
2024	13393		33,82	33,82	15/05/2025	45
2024	4693		33,82	33,82	15/05/2025	45
2024	9439		33,82	33,82	15/05/2025	45
2024	23777		33,82	33,82	15/05/2025	45
2021	39528		37,09	33,60	15/05/2025	45
2016	3385		150,00	150,00	16/05/2025	46
2014	54019		180,00	62,65	16/05/2025	46
2015	9796		180,00	180,00	16/05/2025	46
2015	28406		210,00	210,00	16/05/2025	46
2015	10069		300,00	300,00	16/05/2025	46
2020	26532		302,06	302,06	16/05/2025	46
2017	10176		306,00	306,00	16/05/2025	46
2021	7445		321,42	321,42	16/05/2025	46
2013	27746		633,35	633,35	16/05/2025	46
2024	10658		725,78	725,78	16/05/2025	46
2023	35904		1 062,18	1 032,18	16/05/2025	46
2017	5576		1 200,00	1 200,00	16/05/2025	46
2016	352		1 250,00	1 250,00	16/05/2025	46
2022	29003		1 438,32	1 438,32	16/05/2025	46
2017	38982		1 500,00	1 500,00	16/05/2025	46
2014	29057		2 115,32	2 055,32	16/05/2025	46
2013	34993		2 925,58	2 925,58	16/05/2025	46
2013	19708		4 496,79	4 496,79	16/05/2025	46
2016	7873		70,00	57,22	16/05/2025	47
2016	7768		70,00	57,22	16/05/2025	47
2011	18816		75,00	75,00	16/05/2025	47
2015	9067		104,00	104,00	16/05/2025	47

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2021	23544		106,88	106,88	16/05/2025	47
2015	5235		138,66	138,66	16/05/2025	47
2012	19733		140,00	140,00	16/05/2025	47
2011	11267		150,00	150,00	16/05/2025	47
2011	3987		150,00	150,00	16/05/2025	47
2012	10728		150,00	150,00	16/05/2025	47
2015	13568		150,00	150,00	16/05/2025	47
2012	10727		383,33	383,33	16/05/2025	47
2021	27009		384,92	384,92	16/05/2025	47
2021	26512		455,86	455,86	16/05/2025	47
2022	6143140532	353	546,77	546,77	16/05/2025	47
2014	29022		549,60	114,17	16/05/2025	47
2014	29023		618,28	128,46	16/05/2025	47
2006	14139		733,50	503,14	16/05/2025	47
2020	22748		952,04	639,16	16/05/2025	47
2005	9907		1 372,04	1 322,04	16/05/2025	47
2016	14747		1 692,90	884,71	16/05/2025	47
2008	25170		2 897,53	1 266,95	16/05/2025	47
2018	38153		5 000,00	1 665,67	16/05/2025	47
2005	6717		7 865,92	5 603,92	16/05/2025	47
2009	31607		200,00	154,73	12/08/2025	52
2010	4126		300,00	232,59	12/08/2025	52
2010	12589		300,00	232,59	12/08/2025	52
2007	39978		348,00	348,00	12/08/2025	52
2009	500321532	5603	363,05	363,05	12/08/2025	52
2010	19897		400,00	310,09	12/08/2025	52
2007	35543		571,99	231,99	12/08/2025	52
2020	5385		600,00	450,00	12/08/2025	52
2011	3424		5 281,87	296,61	12/08/2025	52
2005	14679		742,08	692,08	12/08/2025	52
2008	11308		866,10	866,10	12/08/2025	52
2023	29223		1 150,08	1 150,08	12/08/2025	52
2023	36521		2 157,09	2 157,09	12/08/2025	52
2024	7507		2 394,16	2 394,16	12/08/2025	52
2021	7571		2 924,79	2 924,79	12/08/2025	52
2007	4610		3 041,98	56,75	12/08/2025	52
2024	533		3 452,83	1 952,83	12/08/2025	52
2007	14582		3 560,77	3 560,77	12/08/2025	52
2006	29658		4 096,33	4 096,33	12/08/2025	52
2006	15236		4 310,07	2 600,00	12/08/2025	52
2009	12534		15,00	15,00	12/08/2025	53
2009	17223		90,00	90,00	12/08/2025	53
2022	22050		158,13	158,13	12/08/2025	53

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2021	7988		200,00	73,56	12/08/2025	53
2022	87		240,00	240,00	12/08/2025	53
2021	7267		251,26	6,88	12/08/2025	53
2017	32291		290,48	290,48	12/08/2025	53
2021	31066		304,84	304,84	12/08/2025	53
2009	484300932	4660	451,43	451,43	12/08/2025	53
2006	17239		669,67	669,67	12/08/2025	53
2008	4076		775,92	775,92	12/08/2025	53
2015	40385		4 028,13	362,99	12/08/2025	53
2005	17158		1 000,00	970,00	12/08/2025	53
2009	484310232	4661	1 128,57	1 128,57	12/08/2025	53
2009	484310032	4862	1 128,57	1 128,57	12/08/2025	53
2016	40945		6 385,24	5 936,54	12/08/2025	53
2007	6661		7 371,44	907,99	12/08/2025	53
2009	31788		75,67	75,67	12/08/2025	54
2006	17250		163,54	163,54	12/08/2025	54
2016	29729		200,00	200,00	12/08/2025	54
2016	3757		240,00	240,00	12/08/2025	54
2021	7269		270,30	250,14	12/08/2025	54
2017	5560		280,00	280,00	12/08/2025	54
2007	24534		308,06	308,06	12/08/2025	54
2014	23958		506,66	506,66	12/08/2025	54
2022	6168550632	977	565,00	565,00	12/08/2025	54
2022	6168550532	978	565,00	565,00	12/08/2025	54
2014	54122		600,00	600,00	12/08/2025	54
2014	41223		600,00	600,00	12/08/2025	54
2021	26524		742,81	742,81	12/08/2025	54
2015	9566		800,00	800,00	12/08/2025	54
2019	32435		1 549,20	1 549,20	12/08/2025	54
2006	17240		1 653,10	1 653,10	12/08/2025	54
2024	10732		6 029,34	6 029,34	12/08/2025	54
2009	490820732	5403	117,93	117,93	12/08/2025	55
2021	563		180,00	180,00	12/08/2025	55
2022	485		180,00	180,00	12/08/2025	55
2009	486770532	4852	294,84	294,84	12/08/2025	55
2007	29865		303,14	164,96	12/08/2025	55
2009	486780732	4853	304,00	304,00	12/08/2025	55
2018	4736		400,00	400,00	12/08/2025	55
2010	718740232	4396	419,83	419,83	12/08/2025	55
2025	2967		420,00	420,00	12/08/2025	55
2006	2935		576,64	393,64	12/08/2025	55
2010	718740032	4397	702,13	702,13	12/08/2025	55
2010	718740632	4398	702,13	702,13	12/08/2025	55

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2009	490810332	5404	1 187,27	1 187,27	12/08/2025	55
2008	23670		1 373,00	1 373,00	12/08/2025	55
2007	4880		1 809,06	1 809,06	12/08/2025	55
2021	7931		1 980,00	1 980,00	12/08/2025	55
2020	12973		1 986,00	444,19	12/08/2025	55
2023	14127		2 638,26	2 453,26	12/08/2025	55
2021	44929		2 796,11	2 796,11	12/08/2025	55
2024	14096		4 732,00	4 732,00	12/08/2025	55
2022	264		30,00	30,00	12/08/2025	56
2011	18885		50,00	50,00	12/08/2025	56
2021	30278		55,00	55,00	12/08/2025	56
2007	10552		105,00	105,00	12/08/2025	56
2014	2108740132	4324	108,87	108,87	12/08/2025	56
2022	13368		145,00	145,00	12/08/2025	56
2022	4505		171,00	171,00	12/08/2025	56
2014	2108740232	4325	228,62	228,62	12/08/2025	56
2009	29746		232,91	232,91	12/08/2025	56
2016	26771		450,00	407,52	12/08/2025	56
2008	30467		500,00	500,00	12/08/2025	56
2011	27563		615,66	615,66	12/08/2025	56
2019	24066		820,00	751,41	12/08/2025	56
2021	4173		960,00	960,00	12/08/2025	56
2020	801		1 440,00	1 440,00	12/08/2025	56
2009	23841		2 940,78	2 940,78	12/08/2025	56
2019	16147		3 688,38	3 688,38	12/08/2025	56
2006	32680		7 618,65	3 698,33	12/08/2025	56
2007	4744		4 434,37	3 274,37	12/08/2025	56
2022	77		41,00	41,00	12/08/2025	57
2022	28614		50,00	50,00	12/08/2025	57
2022	31980		60,00	60,00	12/08/2025	57
2021	30997		79,00	79,00	12/08/2025	57
2012	23974		111,34	4,26	12/08/2025	57
2021	30566		223,80	223,80	12/08/2025	57
2017	38157		277,86	277,86	12/08/2025	57
2014	23906		366,60	366,60	12/08/2025	57
2005	5885		390,42	390,42	12/08/2025	57
2010	4061		582,00	19,00	12/08/2025	57
2014	27210		600,00	600,00	12/08/2025	57
2014	37398		600,00	0,32	12/08/2025	57
2014	11224		600,00	600,00	12/08/2025	57
2020	32507		800,00	713,09	12/08/2025	57
2021	30419		958,60	958,60	12/08/2025	57
2016	26627		1 551,92	1 551,92	12/08/2025	57

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2016	30270		1 640,42	906,08	12/08/2025	57
2012	23965		1 802,04	56,87	12/08/2025	57
2007	3845		3 108,13	3 068,13	12/08/2025	57
2016	30171		8 952,70	4 945,37	12/08/2025	57
2021	26611		227,94	227,94	12/08/2025	58
2022	6523431932	2877	265,00	265,00	12/08/2025	58
2022	6523432032	2878	300,00	300,00	12/08/2025	58
2007	28560		433,26	105,21	12/08/2025	58
2016	7640		456,72	456,72	12/08/2025	58
2007	10300		3 362,13	370,71	12/08/2025	58
2011	8364		1 320,09	1 320,09	12/08/2025	58
2007	2077		1 468,81	1 101,61	12/08/2025	58
2007	4740		1 653,80	1 653,80	12/08/2025	58
2010	5402		2 829,75	2 829,75	12/08/2025	58
2022	17802		6 493,25	6 493,25	12/08/2025	58
2010	5921		6 530,40	6 530,40	12/08/2025	58
2020	22470		175,29	118,26	27/04/2026	31
2019	36449		200,00	200,00	27/04/2026	31
2016	32751		351,94	351,94	27/04/2026	31
2017	33408		397,98	397,98	27/04/2026	31
2020	32661		553,00	553,00	27/04/2026	31
2014	35473		825,49	825,49	27/04/2026	31
2007	38509		891,39	355,72	27/04/2026	31
2017	33612		928,34	928,34	27/04/2026	31
2022	17759		1 264,27	1 264,27	27/04/2026	31
2016	44360		1 361,76	1 361,76	27/04/2026	31
2019	36438		1 397,00	1 397,00	27/04/2026	31
2019	20753		1 424,00	474,00	27/04/2026	31
2022	22145		1 473,49	1 473,49	27/04/2026	31
2019	16788		1 496,00	1 496,00	27/04/2026	31
2018	41205		1 611,00	1 611,00	27/04/2026	31
2019	47148		1 629,99	1 629,99	27/04/2026	31
2016	39991		1 941,52	1 941,52	27/04/2026	31
2020	5555		1 974,00	1 974,00	27/04/2026	31
2021	12840		2 605,93	2 200,09	27/04/2026	31
2016	32697		2 633,16	2 633,16	27/04/2026	31
2021	16410		3 150,00	2 973,96	27/04/2026	31
2023	22278		3 423,00	3 423,00	27/04/2026	31
2018	14311		4 630,52	4 630,52	27/04/2026	31
2014	28916		4 954,94	257,63	27/04/2026	31
2016	32588		5 800,49	5 800,49	27/04/2026	31
2008	15449		6 111,27	840,27	27/04/2026	31
2014	35472		6 449,59	6 449,59	27/04/2026	31

Exercice Titre	N° titre	N° mandat	Montant du titre/ mandat	Montant Non Valeur proposée Payeur	Date Liste	Liste n°
2018	17465		7 716,70	5 056,32	27/04/2026	31
2016	32589		8 834,40	8 834,40	27/04/2026	31
2021	7575		10 500,84	9 913,91	27/04/2026	31
2023	21752		11 411,97	11 411,97	27/04/2026	31
2016	25114		11 700,18	10 186,92	27/04/2026	31
2016	32698		12 166,94	12 166,94	27/04/2026	31
2014	28935		12 522,74	2 157,07	27/04/2026	31
2017	38098		12 905,68	12 905,68	27/04/2026	31
2018	31570		15 321,08	14 658,53	27/04/2026	31
2014	35470		25 336,65	23 236,65	27/04/2026	31
				1 068 472,11		

Annexe 6

Exercice Titre	N° titre	N° mandat OR	Montant du titre/ mandat	Non Valeur proposée Payeur 6542	Date Liste	Liste n°
2013	2933		90,00	90,00	27/05/2025	2
2022	8969		104,64	104,64	27/05/2025	2
2024	17910		141,96	141,96	27/05/2025	2
2013	9038		150,00	150,00	27/05/2025	2
2013	21539		175,00	175,00	27/05/2025	2
2018	332		214,00	214,00	27/05/2025	2
2024	34305		300,00	300,00	27/05/2025	2
2015	40456		323,00	323,00	27/05/2025	2
2017	10598		328,00	328,00	27/05/2025	2
2024	17760		422,22	422,22	27/05/2025	2
2024	40192		655,42	655,42	27/05/2025	2
2024	24951		736,90	736,90	27/05/2025	2
2008	66		1505,46	64,84	27/05/2025	2
2023	14055		1657,08	467,08	27/05/2025	2
2023	22803		1691,00	767,74	27/05/2025	2
2022	9036		3665,82	3 265,82	27/05/2025	2
2023	17645		4304,67	4 209,07	27/05/2025	2
2023	21873		4693,61	3 493,61	27/05/2025	2
2023	6916661032	14311	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660932	14308	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916661132	14310	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660732	14302	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660532	14300	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660632	14303	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	14719		841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660032	14305	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660232	14307	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660432	14301	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660132	14304	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660332	14306	841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	14720		841,52	841,52	27/05/2025	3
2023	6916660832	14309	841,52	841,52	27/05/2025	3
2020	612		371,06	67,41	18/09/2025	4
2023	17877		599,54	599,54	18/09/2025	4
2023	17959		1076,51	1 076,51	18/09/2025	4
2023	29226		1109,01	1 109,01	18/09/2025	4
2021	34393		1309,50	600,50	18/09/2025	4
2024	10697		2182,38	2 182,38	18/09/2025	4
2019	35666		3605,96	2 169,60	18/09/2025	4
2020	672		3660,66	3 605,47	18/09/2025	4
2024	10698		3751,41	3 751,41	18/09/2025	4
2024	10764		6772,78	6 772,78	18/09/2025	4
2020	587		11380,60	6 770,02	18/09/2025	4

Exercice Titre	N° titre	N° mandat OR	Montant du titre/ mandat	Non Valeur proposée Payeur 6542	Date Liste	Liste n°
2024	25068		19874,28	19 874,28	18/09/2025	4
2024	21942		222,06	222,06	18/12/2025	5
2024	22512		232,68	232,68	18/12/2025	5
2024	10739		239,43	239,43	18/12/2025	5
2024	10738		444,90	444,90	18/12/2025	5
2024	25177		524,31	512,33	18/12/2025	5
2024	18328		657,28	657,28	18/12/2025	5
2021	34340		826,95	826,95	18/12/2025	5
2022	46216		1000,00	1 000,00	18/12/2025	5
2024	35105		1314,83	1 314,83	18/12/2025	5
2024	6788		1329,89	1 329,89	18/12/2025	5
2021	38434		1636,71	1 177,09	18/12/2025	5
2024	27851		1674,42	1 674,42	18/12/2025	5
2017	9980		1771,88	1 771,88	18/12/2025	5
2018	40910		1851,98	1 851,98	18/12/2025	5
2024	25149		1927,04	1 883,02	18/12/2025	5
2023	39770		2399,80	2 399,80	18/12/2025	5
2025	23425		3338,93	3 338,93	18/12/2025	5
2022	233		6057,98	5 718,21	18/12/2025	5
2019	4374		6950,05	2 950,05	18/12/2025	5
2024	22190		7734,33	7 734,33	18/12/2025	5
2016	40494		11369,51	7 644,11	18/12/2025	5
2017	17649		17255,44	7 540,20	18/12/2025	5
2024	18467		30,00	30,00	21/04/2026	1
2025	19887		30,00	30,00	21/04/2026	1
2023	17201		40,00	40,00	21/04/2026	1
2018	864		216,95	216,95	21/04/2026	1
2014	40755		250,00	250,00	21/04/2026	1
2020	4478		400,00	45,05	21/04/2026	1
2024	17903		566,17	566,17	21/04/2026	1
2022	9682		1241,00	1 241,00	21/04/2026	1
2025	5974		1386,00	1 386,00	21/04/2026	1
2022	35546		1862,03	1 862,03	21/04/2026	1
2017	42598		4381,37	3 305,07	21/04/2026	1
2017	42746		4727,10	4 524,14	21/04/2026	1
2007	15001		5956,47	1 475,01	21/04/2026	1
2021	5987741332	2729	6000,00	5 072,46	21/04/2026	1
2023	7407		9230,42	9 230,42	21/04/2026	1
2023	7406		10884,00	10 884,00	21/04/2026	1
2021	5987741432		12211,20	10 323,48	21/04/2026	1
2022	12873		30,00	30,00	23/04/2026	2
2021	26628		180,00	180,00	23/04/2026	2
2021	526		196,00	196,00	23/04/2026	2
2022	39185		204,10	204,10	23/04/2026	2

Exercice Titre	N° titre	N° mandat OR	Montant du titre/ mandat	Non Valeur proposée Payeur 6542	Date Liste	Liste n°
2022	537		240,00	240,00	23/04/2026	2
2019	32724		270,00	270,00	23/04/2026	2
2021	525		270,00	270,00	23/04/2026	2
2009	14069		271,14	116,39	23/04/2026	2
2020	4359		300,00	300,00	23/04/2026	2
2021	4346		300,00	300,00	23/04/2026	2
2022	6142940632	418	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142940332	417	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142940532	419	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142941032	413	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142940932	414	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142940832	420	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142941232	415	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142940732	421	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142941132	416	317,28	317,28	23/04/2026	2
2022	6142940432	422	317,28	317,28	23/04/2026	2
2024	31044		432,34	269,89	23/04/2026	2
2019	23914		452,00	346,12	23/04/2026	2
2019	23913		452,00	346,13	23/04/2026	2
2021	26975		497,01	497,01	23/04/2026	2
2023	4214		497,01	363,59	23/04/2026	2
2017	10115		520,03	520,03	23/04/2026	2
2023	4215		528,23	386,25	23/04/2026	2
2020	12958		540,00	540,00	23/04/2026	2
2016	26595		604,29	604,29	23/04/2026	2
2024	21889		767,65	767,65	23/04/2026	2
2017	10358		796,75	796,75	23/04/2026	2
2020	1100		807,00	807,00	23/04/2026	2
2016	44073		925,10	256,00	23/04/2026	2
2022	39273		974,74	974,74	23/04/2026	2
2017	36851		1152,96	1 152,96	23/04/2026	2
2024	37346		1288,95	936,75	23/04/2026	2
2019	16745		1492,00	1 242,43	23/04/2026	2
2017	36852		1567,88	1 567,88	23/04/2026	2
2015	22136		1666,57	1 666,57	23/04/2026	2
2019	11847		1757,00	1 757,00	23/04/2026	2
2024	18549		1967,97	1 967,97	23/04/2026	2
2025	2923		3366,08	3 366,08	23/04/2026	2
2023	4222		3403,97	2 489,37	23/04/2026	2
2018	17480		5727,50	5 727,50	23/04/2026	2
2009	14068		6447,24	4 346,67	23/04/2026	2
2018	17516		6731,59	6 065,44	23/04/2026	2
2022	39278		7168,56	7 168,56	23/04/2026	2
2019	4234		7608,61	4 556,20	23/04/2026	2

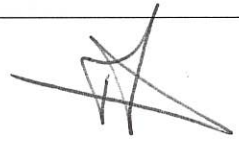
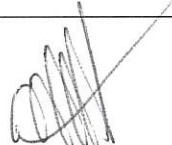
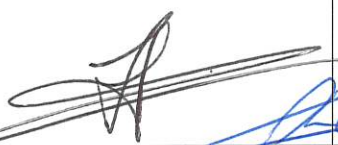
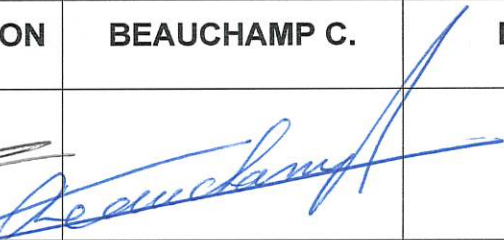
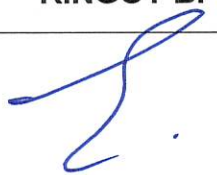
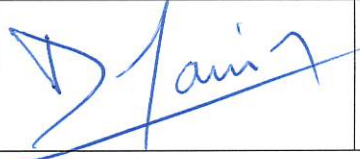
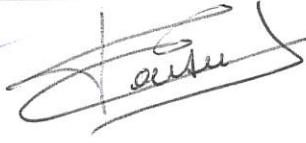
Exercice Titre	N° titre	N° mandat OR	Montant du titre/ mandat	Non Valeur proposée Payeur 6542	Date Liste	Liste n°
2025	3505		8943,00	8 943,00	23/04/2026	2
2021	19436		9152,22	9 152,22	23/04/2026	2
2021	19475		9452,64	8 876,49	23/04/2026	2
2022	39266		11956,68	11 956,68	23/04/2026	2
2008	14460		13083,86	1 988,57	23/04/2026	2
				276 898,72		

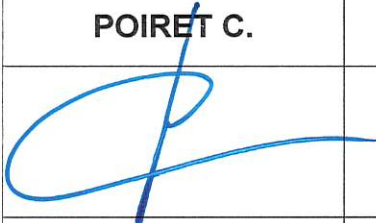
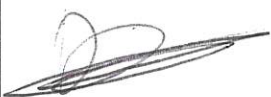
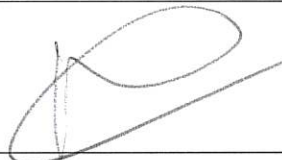
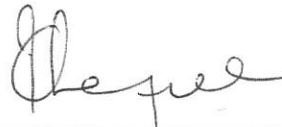
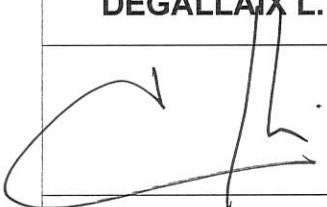
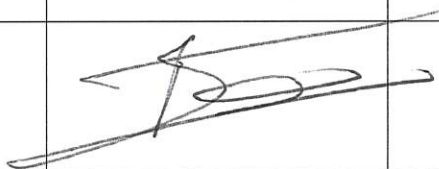
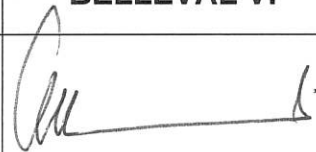
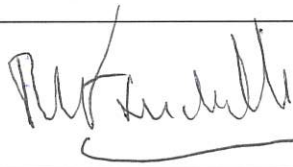
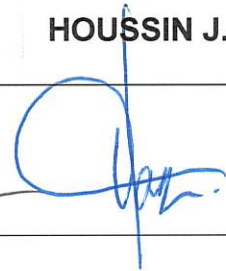
ARRÊTÉ - SIGNATURES

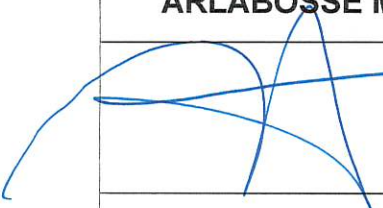
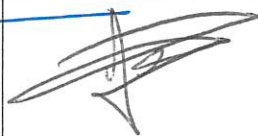
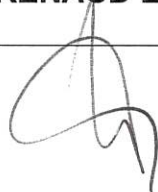
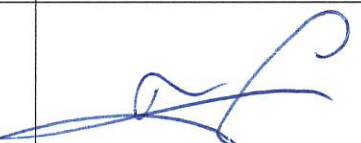
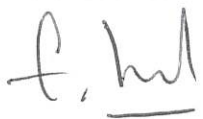
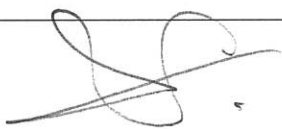
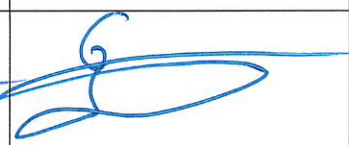
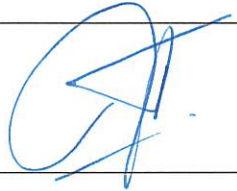
Présenté par le Président du Département
Compte Administratif 2025
Budget principal et Budget annexe Laboratoire départemental

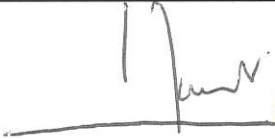
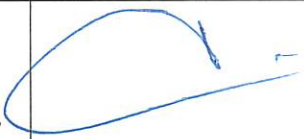
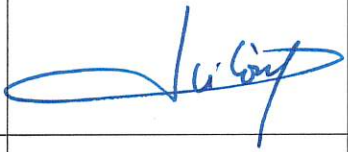
Délibéré par le Conseil Départemental

A Lille, le

GREAUME M.	LUCAS M.	CADART F.X.	SANDRA M.	SEGUIN S.
				
DETAVERNIER J.L.	HIRAUX M.	DELANNOY F.	FAHEM S.	DULIEU JC.
				
CHOAIN I.	ZAWIEJA-DENIZON I.	BEAUCHAMP C.	DENYS A.	MARTIN F.
				
RINGOT B.	MANIER D.	CONSEIL V.	DARCOURT J.L.	VANPEENE A.
				

POIRET C.	ZOUGGAGH K.	LABADENS S.	BOISSEAUX A.S.	LEBLANC N.
				
BECUE D.	TONNERRE M.	VALOIS P.	SIEGLER N.	CIETERS M.
				
COEVOET B.	CATHELAIN L.	ACHIBA S.	LEDoux V.	CHAMPAULT M.
				
DEGALLAIX L.	LETARD V.	SEELS F.	VERFAILLIE J.N.	BELLEVAL V.
				
CHRISTOPHE P.	SANCHEZ C.	DESCAMPS-MARQUILLY B.	FAUCHILLE M.L.	HOUSSIN J.
				

ARLABOSSE M.	GACEM M.	BAILLEUL B.	DECODTS C.	DEROEUX C.
				
RENAUD E.	NIKLIKOWSKI M.H.	FERNANDEZ I.	CAREMELLE O.	BARTHOLOMEUS G.
				
BRIDOUX J.	BERNARD P.M.	CAILLIERET B.	LAVALLEE E.	LEFEBVRE M.
				
JAMELIN S.	MIKOLAJCZAK A.	PERIN L.	SCAVENNEC C.	GUIZIOU M.
				
BOCQUET S.				
				

PARMENTIER- LECOCQ C.	MONNET L.	CAUCHE R.	MASSE E.	LEPRETRE S.
				
CAREMELLE Y.	DOERLER A.	BRICOUT F.	VAN CAUWENBERGE A.	WAYMEL P.
				
DIEUSAERT S.	DEVOS C.	PLOUY M.	DELRUE S.	ROUSSELLE M.P.
				
EVARD M.				
				

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2026

OBJET : Compte administratif 2025 - Budget principal

Le Compte Administratif (CA) est un document essentiel dans la vie budgétaire d'une collectivité territoriale. Il retrace, de manière fidèle et exhaustive, l'ensemble des opérations réalisées au cours de l'exercice écoulé. Dans ce cadre, le CA 2025 du Département du Nord offre une vision précise de la gestion financière conduite tout au long de l'année, dans un contexte où les enjeux économiques, sociaux et environnementaux restent particulièrement prégnants.

Après trois exercices (2022 à 2024) marqués par une progression soutenue des dépenses sociales, insuffisamment compensée par le dynamisme des ressources, l'année 2025 se distingue par une reprise notable de la fiscalité indirecte, portée notamment par les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO).

En 2025, les recettes réelles de fonctionnement ont progressé. Toutefois, cette évolution ne suffit pas à rétablir la situation financière du Département qui reste marquée par un résultat 2025 négatif (-13 M€).

En 2025, la priorité a de nouveau été donnée aux solidarités humaines, avec un soutien renforcé aux Nordistes les plus fragiles : enfants accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), personnes âgées, personnes en situation de handicap, ainsi qu'aux allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parallèlement, le Département du Nord a poursuivi une politique d'investissement à la fois volontariste et responsable. Le recours à l'emprunt a été réalisé de manière raisonnée afin de préserver un niveau d'endettement et une capacité de désendettement soutenables.

Le présent rapport a pour objet de présenter de manière détaillée les résultats de l'exécution budgétaire 2025. Il analyse les équilibres financiers, la structure des dépenses et des recettes, ainsi que les principaux indicateurs de gestion. Il met enfin en perspective les réalisations de l'exercice 2025 au regard des exercices antérieurs.

Je propose au Conseil départemental :

- d'adopter, conformément à l'article L.3312-5 du CGCT dans sa rédaction applicable à l'exercice budgétaire 2025, le Compte Administratif (CA) du Département pour l'exercice 2025 tel qu'il est présenté dans le rapport (annexe 1) et tel qu'il figure dans la maquette (annexe 2) et les annexes à la présente délibération (annexe 3, annexe 4).

Le CA a été arrêté, en mouvements réels (hors résultats antérieurs reportés), à 3 495 582 136,70 € en dépenses et à 3 498 402 462,29 € en recettes (hors résultats antérieurs reportés), dégageant un résultat annuel de +2 820 325,59 € et un résultat net global de clôture de -13 002 570,65 € qui se décompose comme suit :

Résultat de fonctionnement de l'exercice	+1 406 543,02 €
Résultat de fonctionnement des exercices antérieurs	0,00 €
Résultat cumulé de fonctionnement	+1 406 543,02 €
Résultat d'investissement de l'exercice	+18 236 670,34 €
Résultat d'investissement des exercices antérieurs	-32 645 784,01 €
Résultat cumulé d'investissement	-14 409 113,67 €
Résultat net final	-13 002 570,65 €

- d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal d'un montant de 1 406 543,02 € au budget supplémentaire 2026 à la couverture du déficit d'investissement pour 1 406 543,02 € ;
- d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables et les créances éteintes telles que présentées en annexe 5 et en annexe 6.

Christian POIRET
Président du Département du Nord